

IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR

1) GÉNÉRALITÉS

1. Le Canada est un pays extrêmement compétitif dans la production de nombreuses denrées agricoles, et figure parmi les plus grands exportateurs mondiaux de produits agroalimentaires. D'après les calculs de l'OCDE, le soutien global dispensé par les pouvoirs publics a augmenté depuis le précédent examen en 2003, essentiellement en raison de l'accroissement des paiements ponctuels liés à des problèmes sanitaires ou climatiques. Il reste cependant inférieur à la moyenne de l'OCDE et fausse les échanges dans une proportion moindre que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. De plus, le Canada est en train de redéployer son Cadre stratégique pour l'agriculture, qu'il avait introduit en 2003 afin de se positionner en tant que chef de file mondial en matière de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires, d'innovation et de production agricole respectant l'environnement, pour l'adapter davantage aux réalités du marché et asseoir la rentabilité de l'ensemble du secteur.

2. Le Canada subventionne fortement certains produits dont l'offre est réglementée (produits laitiers, poulets, dindes, œufs et œufs d'incubation de poulet à rôti), y compris par le biais du recours à des tarifs hors contingent élevés (qui excèdent fréquemment les 200 pour cent). Les volumes contingentaires sont parfois modestes et réservés à certains pays, ou encore sont soumis à des taux réduits au bénéfice de certains partenaires préférentiels.

3. Dans certaines provinces, des offices regroupant des producteurs réglementent la commercialisation de certains produits agricoles, y compris en fixant les prix. La Commission canadienne du blé (CCB), une entreprise commerciale d'État, détient le monopole des ventes destinées à l'exportation et à la consommation humaine intérieure de blé et d'orge produits dans l'ouest du pays. Un groupe de travail établi par le Ministre de l'agriculture et de l'agroalimentaire et le Ministre responsable de la CCB a recommandé l'élimination progressive du monopole de la CCB. Au cours de la période considérée, le Canada a adopté des modifications législatives afin de se conformer à une décision d'un Groupe spécial de l'OMC sur la compatibilité au regard des règles de l'OMC de deux mesures affectant les importations de céréales. Il est par ailleurs parvenu à une solution mutuellement convenue avec deux Membres de l'OMC dans des différends concernant les subventions à l'exportation pour les produits laitiers.

4. Le Canada est un grand producteur et exportateur de minéraux et d'énergie. Au cours de la période considérée, les secteurs des industries extractives et de l'énergie ont attiré des investissements considérables, en grande partie attribuables à l'augmentation des prix des produits de base. L'industrie minière, tant au niveau de l'extraction qu'à celui de la transformation, a bénéficié d'incitations fiscales offertes par les deux niveaux de gouvernement, fédéral et provincial. Dans plusieurs provinces et territoires, ces incitations portent uniquement sur la transformation de minéraux provenant de mines situées sur la province ou le territoire concernés. L'industrie minière canadienne est réglementée par les pouvoirs publics qui prescrivent parfois l'utilisation d'une main-d'œuvre, de produits et de services locaux. Des restrictions à l'investissement étranger subsistent dans le secteur de l'uranium. Les gouvernements provinciaux jouent un rôle prédominant dans le secteur de l'électricité: dans la plupart des provinces, ce sont essentiellement des sociétés d'État qui assurent la production, le transport et la distribution de l'électricité, même si certaines ont introduit un régime de concurrence dans la vente au détail ou en gros.

5. L'Ontario et le Québec sont les principaux centres de l'activité manufacturière. Tout au long de la période considérée, le gouvernement fédéral et certaines provinces ont maintenu ou introduit des stratégies ou des incitations destinées à aider certains secteurs, notamment l'aéronautique, les textiles, la construction navale et l'automobile. Cependant, le secteur manufacturier a continué de perdre de

l'importance du point de vue de sa contribution relative à la valeur ajoutée et à l'emploi, dans la mesure où les ressources ont été drainées vers les activités primaires et le secteur des services.

6. La réglementation relative aux télécommunications, à la radiodiffusion, aux services financiers et aux services de transport n'a pas subi de changements majeurs. Dans le secteur des télécommunications, un groupe d'experts nommé par le gouvernement a recommandé qu'il soit procédé à une réforme de la réglementation pour mieux répondre à l'évolution de l'environnement technologique, en laissant jouer un rôle accru aux forces du marché. Les entreprises de télécommunications qui possèdent des installations et qui fournissent des services de télécommunication au Canada doivent être détenues et contrôlées par des Canadiens. La législation en matière de radiodiffusion limite le contenu étranger dans un certain nombre de domaines pour faire en sorte que la population ait un accès minimal à des contenus culturels canadiens.

7. Le secteur financier est bien développé et diversifié et fonctionne bien. Le secteur bancaire est ouvert à la concurrence étrangère, mais des restrictions à la propriété du capital s'appliquent en ce qui concerne les banques nationales et étrangères. Les compagnies d'assurances doivent détenir une licence dans chaque province où elles opèrent, ce qui peut compliquer l'accès aux marchés pour les fournisseurs étrangers.

8. Dans le secteur du transport maritime, le cabotage demeure réservé aux navires battant pavillon canadien, mais l'accès est ouvert aux navires étrangers lorsque aucun navire immatriculé au Canada n'est à la fois adapté et disponible. Dans le secteur du transport aérien, la concurrence s'est intensifiée avec l'essor des compagnies bon marché. Toutefois, les compagnies étrangères ne peuvent pas fournir de services de cabotage et la participation étrangère est limitée à 25 pour cent des actions avec droit de vote et soumise à un examen souple pour la détermination du contrôle de fait. Le Bureau de la concurrence estime que le gouvernement devrait réexaminer ces dispositions concernant le transport aérien.

9. La quasi-totalité des professions est réglementée au niveau provincial/territorial, et des efforts croissants sont faits pour faciliter la mobilité professionnelle interprovinciale/interterritoriale. Des prescriptions de citoyenneté et de résidence continuent de s'appliquer dans quelques cas, mais certains obstacles ont été éliminés.

2) AGRICULTURE

i) Introduction

10. Le secteur agroalimentaire, qui englobe les produits agricoles non transformés, semi-transformés et entièrement transformés, ainsi que certains services à l'agriculture, a représenté 8,1 pour cent du PIB en 2004. Le Canada figure parmi les plus grands exportateurs mondiaux de produits agroalimentaires. En 2005, il en a exporté pour une valeur de 26,2 milliards de dollars canadiens.¹ Les principaux produits exportés sont les céréales et les oléagineux, qui comptent pour 20,3 pour cent du total des exportations de produits agroalimentaires; la deuxième grande catégorie de produits exportés était celle des viandes rouges, avec 18 pour cent. Quant aux importations de produits agroalimentaires, elles ont représenté une valeur de 21,1 milliards de dollars canadiens en 2005. Les principales catégories de produits importés ont été les fruits et les légumes, avec 28,1 pour cent du total, suivis des boissons (12,5 pour cent des importations totales), et des céréales et oléagineux (10,7 pour cent).

¹ Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006a). Ces données diffèrent de celles qui sont présentées au chapitre premier en raison de différences de classification.

11. L'agriculture relève de la compétence partagée du gouvernement fédéral et des provinces. En juin 2002, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont signé l'Accord cadre fédéral-provincial-territorial sur une politique agricole et agroalimentaire pour le vingt-et-unième siècle (connu sous le nom de Cadre stratégique pour l'agriculture) afin d'augmenter la rentabilité du secteur agroalimentaire.² Les programmes et services relevant du Cadre stratégique pour l'agriculture sont regroupés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes: gestion des risques (y compris les programmes de soutien du revenu agricole), salubrité et qualité des aliments, science et innovation, environnement et renouveau (soit les services consultatifs et les services de perfectionnement des compétences). La mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture dans chaque province et territoire est régie par des accords bilatéraux passés avec le gouvernement fédéral. La plupart de ces accords expirent en 2008. Le gouvernement fédéral a alloué une somme de 5,2 milliards de dollars canadiens sur une période de cinq ans pour l'application du Cadre stratégique pour l'agriculture. Début 2007, Agriculture et Agroalimentaire Canada avait engagé des consultations avec les parties prenantes concernant les mesures qui s'imposaient dorénavant pour "transformer le Cadre de façon à le rendre plus souple et à jeter des bases durables pour la rentabilité dans toute la chaîne de valeur".³

12. Les dépenses publiques aux niveaux fédéral et provincial consacrées au soutien du secteur agroalimentaire se sont chiffrées à 7,4 milliards de dollars canadiens en 2004/05, contre 6 milliards en 2001/02 (graphique IV.1).⁴ Ces chiffres englobent les dépenses faites par des ministères fédéraux tels qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, ainsi que des ministères provinciaux. Ils rendent compte des dépenses générées par le fonctionnement des programmes destinés à l'agriculture, des dépenses d'immobilisation et des dépenses au titre des programmes eux-mêmes. Les dépenses au titre des programmes ont représenté 71 pour cent de l'ensemble des dépenses publiques consacrées au soutien du secteur agroalimentaire en 2004/05.

13. En 2004/05, les dépenses fédérales consacrées au soutien du secteur agroalimentaire se sont chiffrées à 4,3 milliards de dollars canadiens, soit 18 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes. En 2003/04, elles s'étaient élevées à 5,4 milliards de dollars canadiens, leur plus haut niveau en 12 ans; la forte augmentation en 2003/04 s'explique en grande partie par les mesures qu'a prises le gouvernement pour réagir à la sécheresse et à la découverte de l'ESB au Canada, laquelle a provoqué la perte temporaire de plusieurs marchés d'exportation.⁵ Quant aux dépenses provinciales en faveur du même secteur, elles ont atteint la valeur de 3 milliards de dollars canadiens en 2004/05, soit 14 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes. Agriculture et Agroalimentaire Canada prévoit que le soutien public au secteur agroalimentaire restera élevé en 2005/06, étant donné que les gouvernements continueront de "soutenir les initiatives mises en œuvre par le secteur agricole pour se rétablir à la suite des crises récentes et pour composer avec une conjoncture défavorable".⁶ Selon des estimations préliminaires, le soutien accordé par les deux niveaux de gouvernement pour 2005/06 devrait atteindre les 7,7 milliards de dollars canadiens.

² Article 2.2.1., Cadre stratégique pour l'agriculture.

³ Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006d), "Vers la nouvelle politique agricole et agroalimentaire". Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/pol/consult/index_e.php.

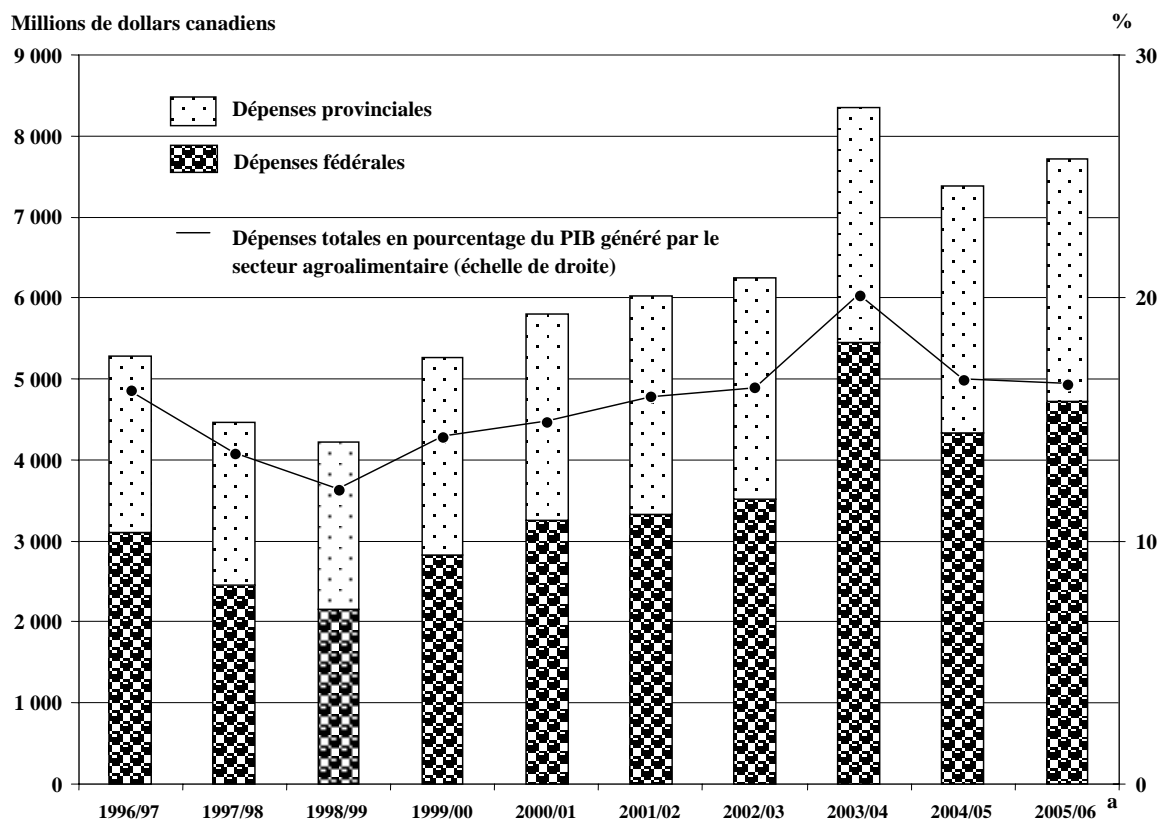
⁴ Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006b).

⁵ Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006b).

⁶ Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006b).

Graphique IV.1

Dépenses publiques consacrées au soutien du secteur agroalimentaire, 1996-2006



a Estimations.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après des données contenues dans Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006), *Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale - Recueil de données*, avril. Adresse consultée: <http://www.agr.gc.ca/>.

14. Conçue par l'OCDE, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) est un indicateur de soutien de portée plus large qui englobe les versements de l'État aux producteurs et le soutien des prix. L'ESP du Canada était de 7,4 milliards de dollars canadiens en 2004.⁷ En proportion des recettes agricoles brutes, elle représentait 21 pour cent des recettes brutes du secteur agricole, contre 16 pour cent en 2001. La moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE avait été de 30 pour cent au cours de la période 2003-2005. L'OCDE prévoit que l'ESP du Canada restera inchangée en 2005. Les produits les plus lourdement subventionnés, mesurés selon la part moyenne occupée par l'ESP dans les recettes brutes pour la période 2002-2004, sont le lait (58 pour cent), le bœuf et le veau (21 pour cent) et le blé (17 pour cent).⁸ La part occupée dans l'ESP par les paiements liés aux droits antérieurs ou au revenu agricole, que l'OCDE considère comme faussant moins la production et le commerce que le soutien des prix du marché ou les paiements au titre de l'utilisation d'extrants et d'intrants, est l'une des plus élevées des pays de l'OCDE. Cela témoigne des progrès considérables accomplis par le Canada dans la réforme de sa politique agricole. Toutefois, l'OCDE a noté que le niveau de soutien au Canada a eu

⁷ OCDE (2006a).

⁸ OCDE (2005a).

tendance à augmenter au cours de la dernière décennie.⁹ Les autorités indiquent que cette situation est attribuable à une augmentation des paiements ponctuels liés à des problèmes sanitaires et climatiques.

ii) Mesures à la frontière et mesures connexes

15. La moyenne des tarifs NPF appliqués dans le secteur de l'agriculture (définition de l'OMC) a été de 22,4 pour cent en 2006.¹⁰ Cette protection est presque six fois supérieure à celle dont bénéficient les produits non agricoles (chapitre III 2) iv)).

16. Dans le cadre de ses engagements envers l'OMC, le Canada maintient 21 contingents tarifaires, la plupart visant les importations de produits soumis à un système de gestion de l'offre (c'est-à-dire les produits laitiers, les volailles et les œufs) (tableau AIV.1). La moyenne simple des tarifs NPF hors contingent en 2006 a été de 129,1 pour cent, tandis que la moyenne contingentaire s'est élevée à 3,1 pour cent. Dans sa Liste d'engagements découlant du Cycle d'Uruguay, le Canada a spécifié, pour une poignée de produits, les taux de droits contingentaires et hors contingent mais non les volumes des contingents. Les autorités canadiennes notent que les produits concernés entrent parfois au Canada au taux contingentaire, par exemple lorsque surviennent des pénuries intérieures temporaires ou lorsque les produits importés sont destinés à la réexportation.¹¹ La plus récente notification concernant des contingents tarifaires adressée à l'OMC par le Canada porte sur les années 2002-2005.¹²

17. Cinq des 21 contingents tarifaires du Canada comprennent un accès réservé, au taux contingentaire, en faveur de l'Australie, de l'Union européenne et de la Nouvelle-Zélande. En outre, le contingent tout entier du lait de consommation est réservé aux achats transfrontières personnels (en pratique aux achats effectués aux États-Unis). Étant donné le manque de données sur les achats transfrontières personnels, les États-Unis se sont demandé, dans le cadre du Comité de l'agriculture de l'OMC, si le contingent tarifaire pour le lait liquide permettait d'accéder véritablement au marché.¹³

18. De manière générale, le Canada n'accorde pas, au titre d'accords de libre-échange, d'accès préférentiel à des importations hors contingent pour des produits visés par des engagements relatifs à des contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC. Font exception à cette règle le blé et l'orge en provenance du Chili, du Costa Rica, du Mexique et des États-Unis; la margarine en provenance du Chili, du Costa Rica et du Mexique; et la viande de bœuf en provenance du Chili, du Mexique et des États-Unis. Tous ces produits peuvent être importés en quantités illimitées en franchise de droits au titre de chaque accord respectif.

19. Pour plusieurs produits visés par des engagements en matière de contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC, plutôt que de mettre en place des contingents tarifaires additionnels, le Canada accorde, en vertu d'accords de libre-échange, un accès préférentiel aux mêmes volumes contingentaires que ceux qui font l'objet des engagements. Dans ces cas, les importations

⁹ OCDE (2005a).

¹⁰ Inclut les équivalents *ad valorem* des taux non *ad valorem*. Dans le cas des produits soumis à contingentement tarifaire, seuls les taux hors contingent ont été utilisés pour les fins du calcul de la moyenne.

¹¹ OMC (2003).

¹² Document de l'OMC G/AG/N/CAN/63 du 20 octobre 2006.

¹³ Document de l'OMC G/AG/R/46 du 11 juillet 2006.

contingentaires peuvent soit provenir de partenaires préférentiels et être soumises à des taux de droit inférieurs aux taux contingentaires correspondants dans le cadre de l'OMC, soit provenir d'autres Membres de l'OMC aux taux contingentaires fixés dans les Listes d'engagements du Canada dans le cadre de l'OMC.

20. Pour un sous-ensemble de produits visés par des engagements en matière de contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC (essentiellement le poulet, la dinde, les œufs et leurs produits, les œufs d'incubation de poulets à rôtir et les poussins), les accords conclus par le Canada en matière de commerce préférentiel établissent des contingents tarifaires avec des volumes contingentaires définis en proportion de la production nationale au cours d'une année de base donnée, plutôt qu'en termes absolus comme c'est le cas au titre des engagements souscrits par le Canada dans le cadre de l'OMC. Il en découle que les niveaux des volumes contingentaires au titre des accords préférentiels varient d'une année sur l'autre, et peuvent être inférieurs ou supérieurs à ceux qui sont prévus dans les engagements souscrits par le Canada dans le cadre de l'OMC. Dans ces cas, le Ministre du commerce international fixe généralement les volumes contingentaires (qui peuvent être utilisés pour des importations préférentielles ou non préférentielles) au niveau le plus élevé. Selon les autorités canadiennes, ces mesures ont provoqué une extension *de facto* des volumes contingentaires spécifiés dans les engagements souscrits par le Canada dans le cadre de l'OMC pour le poulet et les œufs d'incubation de poulets à rôtir et les poussins depuis 1995, étant donné que le volume contingentaire prévu dans les accords préférentiels a dépassé le niveau spécifié dans les engagements souscrits par le Canada dans le cadre de l'OMC.

21. La plupart des contingents tarifaires ont été utilisés en 2005. Ils ne l'ont pas été pour le blé, l'orge et, dans une moindre mesure, le bœuf et le veau, ainsi que la margarine. Les pourcentages d'utilisation des contingents de lait ou de crème concentrés/condensés et des "autres produits laitiers" sont en diminution depuis 2003. Les autorités indiquent que cette situation est attribuable à la faible demande de ces produits au Canada, et que les faibles taux d'utilisation des contingents pour le blé et l'orge s'expliquent par la compétitivité des producteurs nationaux.

22. Il n'y a pas eu de modifications importantes dans l'administration des contingents tarifaires depuis le dernier examen de la politique commerciale du Canada. C'est le Ministre du commerce international qui a la responsabilité d'attribuer les contingents.¹⁴ Les contingents tarifaires sont administrés selon diverses méthodes, qui prennent en compte notamment l'ordre d'arrivée des demandes, les antécédents d'importation ou les parts de marché. Les conditions d'accès sont spécifiées dans plusieurs décrets pris en application de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Certains des contingents, y compris ceux qui s'appliquent au lactosérum en poudre, sont attribués uniquement aux transformateurs en aval; ceux qui s'appliquent aux œufs d'incubation et aux poussins sont alloués aux couvoirs enregistrés au niveau fédéral sur la base de leurs parts de marché; et l'intégralité du contingent tarifaire établi pour le beurre est attribuée à la Commission canadienne du lait (voir la section iii) ci-dessous).

23. Un système de permis est utilisé pour administrer l'accès aux contingents tarifaires.¹⁵ En règle générale, les permis sont délivrés par Affaires étrangères et Commerce international Canada aux requérants qui remplissent les conditions requises et paient les droits applicables.

¹⁴ Article 6.2 (2) de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

¹⁵ Voir la plus récente réponse du Canada au questionnaire sur les procédures de licences d'importation, reproduite dans le document de l'OMC G/LIC/N/3/CAN/4 du 18 janvier 2002.

24. Le Canada s'est réservé le droit d'appliquer des droits de douane additionnels aux importations hors contingent de produits contingentés si les prix d'importation tombent au-dessous d'un seuil de déclenchement ou si les quantités importées dépassent un niveau déterminé, conformément à la clause de sauvegarde spéciale inscrite dans l'Accord sur l'agriculture de l'OMC. En mars 2006, il a notifié à l'OMC qu'il n'avait eu recours à aucune sauvegarde spéciale entre 2003 et 2005.¹⁶

25. Les fruits et légumes importés doivent répondre aux prescriptions en matière de qualité, d'étiquetage et d'emballage et de santé et de sécurité au sens du Règlement sur les fruits et légumes frais. Les pommes, oignons et pommes de terre importés doivent être accompagnés d'un certificat d'inspection délivré par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) attestant que ces produits répondent aux prescriptions. Le Canada accepte également les certificats délivrés par le Département de l'agriculture des États-Unis pour les pommes, oignons et pommes de terre provenant des États-Unis, et ceux qui sont délivrés par le Ministère néo-zélandais de l'agriculture et des forêts pour les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande. Un certificat d'inspection délivré par l'ACIA est également nécessaire pour les ventes interprovinciales de pommes, de pommes de terre et de bleuets (myrtilles) provenant de certaines provinces productrices. Les produits qui ne remplissent pas les prescriptions en matière de qualité, d'étiquetage et d'emballage peuvent être importés (ou expédiés d'une province à l'autre), à condition qu'il y ait une pénurie au Canada, auquel cas l'ACIA accorde une exemption.¹⁷ L'ACIA a publié des lignes directrices sur la marche à suivre pour demander ce genre d'exemptions.¹⁸

26. Le Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage, qui fixe les règles pour la commercialisation en gros des produits frais, interdit les ventes en consignation de fruits et de légumes frais importés; les ventes interprovinciales en consignation sont également prohibées. Les membres de la Corporation de règlement des différends (DRC) ne sont pas assujettis à ces prohibitions. Environ 80 pour cent des grossistes canadiens sont membres de cette dernière.

27. En juillet 2003, un Groupe spécial de l'OMC a été établi pour examiner la compatibilité – au regard des règles de l'Organisation – des activités de la Commission canadienne du blé et d'un certain nombre de mesures affectant les importations de grains au Canada (voir également la section v) ci-après). Il a publié son rapport en avril 2004.¹⁹ S'agissant des mesures qui affectaient les importations de grains, le Groupe spécial a constaté que l'obligation faite aux exploitants de silos d'obtenir l'autorisation de la Commission canadienne des grains pour recevoir des grains étrangers ou pour mélanger de tels grains avec des grains d'origine nationale, et le plafond prévu dans la loi pour les recettes des compagnies ferroviaires générées par le transport des grains de l'Ouest canadien étaient incompatibles avec les obligations souscrites par le Canada dans le cadre de l'OMC en matière de traitement national. Le Canada a modifié ses lois sur les grains et sur les transports en mai 2005.²⁰

¹⁶ Documents de l'OMC G/AG/N/CAN/59 du 2 mars 2006 et G/AG/N/CAN/51 du 31 octobre 2003. Pour les produits soumis à des contingents tarifaires administrés sur la base des années de commercialisation (le blé et les produits du blé, l'orge et les produits de l'orge, le beurre, la crème et le lactosérum sec), les notifications portent sur la période allant jusqu'à juillet 2005.

¹⁷ Article 2.2 (2), Règlement sur les fruits et légumes frais.

¹⁸ ACIA (2002).

¹⁹ Document de l'OMC WT/DS276/R du 6 avril 2004.

²⁰ Projet de loi C-40, 19 mai 2005.

Il en est résulté que le plafond appliqué aux recettes des chemins de fer a été étendu aux grains importés et que l'obligation d'obtenir une autorisation pour amener les grains d'origine étrangère dans les silos a été abolie. Un nouveau règlement obligeant les exploitants de silos à déclarer à la Commission canadienne des grains l'origine de tous les grains dans leurs silos est entrée en vigueur en août 2005.²¹

iii) Programmes nationaux

28. La plus récente notification adressée à l'OMC par le Canada concernant le soutien interne porte sur l'année 2001.²² Selon cette notification, la valeur de la mesure globale du soutien (MGS) totale courante s'est élevée à 2,8 milliards de dollars canadiens, ce qui est nettement inférieur au plafond applicable dans le cadre de l'OMC de 4,3 milliards de dollars canadiens, mais environ trois fois les montants notifiés pour 1999 et 2000 (939 et 848 millions de dollars canadiens, respectivement).²³ Selon le Canada, l'augmentation de la MGS entre 2000 et 2001 a été attribuable aux dépenses plus élevées au titre de programmes provinciaux et de programmes d'assurance récolte par suite d'une sécheresse qui avait sévi dans l'Ouest canadien. Des mesures de soutien interne totalisant environ 1,7 milliard de dollars canadiens notifiées pour 2001 ont été classées dans la "catégorie verte" et n'ont pas fait l'objet d'engagements de réduction au sein de l'OMC.

29. Dans le contexte de la notification canadienne, les Membres ont posé des questions sur l'augmentation de la MGS autre que par produit et sur l'exclusion d'une partie de la production de beurre et de lait écrémé en poudre destinée à une transformation ultérieure dans le calcul du soutien des prix.²⁴ Les questions soulevées dans le contexte de la notification du Canada sur son soutien interne pour 2000 ont porté sur les fonctions de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, les facteurs qui sous-tendaient l'augmentation du soutien accordé à l'égard des fèves de soja et du porc, l'établissement de prix à la production pour les volailles et les œufs, et les prix du beurre et du lait écrémé en poudre produits avec certaines catégories de lait.²⁵

30. Le soutien des prix est un des principaux instruments de mise en œuvre du système de gestion de l'offre en place pour les produits laitiers, les volailles et les œufs. Tous les deux mois, le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) fixe un objectif de production national pour le lait industriel, connu sous le nom de contingent de mise en marché. Le CCGAL est chargé d'établir la politique laitière et de superviser la mise en œuvre du Plan national de commercialisation du lait, l'accord fédéral-provincial qui régit l'administration de l'approvisionnement en lait. Il applique les dispositions du Plan national de commercialisation du lait pour fixer la part du contingent de mise en marché revenant à chaque province. Chaque province répartit sa part de contingent aux producteurs selon sa propre politique.

²¹ Règlement sur les grains du Canada, article 6.1 et Formule 14 de l'Annexe 4; voir également le document de l'OMC WT/DS276/20/Add.3 du 19 août 2005.

²² Document de l'OMC G/AG/N/CAN/60 du 18 avril 2006.

²³ Documents de l'OMC G/AG/N/CAN/49 du 22 novembre 2002 et G/AG/N/CAN/53 du 13 mai 2005.

²⁴ Document de l'OMC G/AG/R/46 du 11 juillet 2006.

²⁵ Document de l'OMC G/AG/R/43 du 2 septembre 2005.

31. Les agences et offices provinciaux de mise en marché fixent le prix auquel ils achètent le lait des producteurs et le revendent aux transformateurs nationaux; les prix sont fixés en fonction de l'utilisation finale. Ils sont généralement basés sur les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé établis par la Commission canadienne du lait (CCL), une société d'État fédérale établie en 1966. Les agences et offices de commercialisation provinciaux ne fixent pas le prix du lait destiné à entrer dans la production de sucreries (classe 5 c)), ni celui du fromage et d'autres produits laitiers utilisés comme ingrédients pour transformation ultérieure sur les marchés intérieur et d'exportation (classes 5 a) et b)); selon le Canada, les prix associés aux classes de lait 5 a) à c) étaient fonction des prix américains et/ou internationaux.²⁶ Le CCGAL fixe le prix du lait destiné à l'exportation dans le respect des engagements souscrits par le Canada dans le cadre de l'OMC concernant les subventions à l'exportation (classe 5 d)). Un nouveau système harmonisé de classification du lait a été adopté en février 2005.²⁷

32. En 2004, la Nouvelle-Zélande a demandé, dans le cadre du Comité de l'agriculture de l'OMC, des éclaircissements sur divers aspects de la politique laitière canadienne. Le Canada a été interrogé sur une proposition visant à réduire les stocks de lait écrémé en poudre de la CCL en les vendant à un prix considérablement réduit aux transformateurs nationaux de concentrat de protéines du lait.²⁸ Il a également été interrogé sur le prix fixé pour une classe de lait introduite en 2005 en vue de la fabrication de caséine présure et de concentré protéique du lait (lait de classe 4 a) 1), et ses effets sur le commerce.²⁹ Le Canada a donné des précisions sur les deux questions.

33. Les prix des volailles sont négociés entre les offices provinciaux de producteurs et les transformateurs sur la base d'une formule faisant intervenir le coût de production. Dans le cas des œufs, chaque office provincial fixe le prix que les postes de classement versent aux producteurs.

34. Le Cadre stratégique pour l'agriculture prévoit deux grands programmes de soutien des revenus: le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et l'assurance-production. Les coûts des deux programmes sont partagés entre le gouvernement fédéral et les provinces. En outre, le Canada soutient le secteur agroalimentaire en accordant des garanties gouvernementales et en versant des paiements ponctuels.

35. Le PCSRA a été lancé en décembre 2003. Il s'agit d'un programme de stabilisation du revenu et d'aide en cas de catastrophe qui a remplacé le Compte de stabilisation du revenu net et le Programme canadien du revenu agricole. Les producteurs peuvent obtenir des paiements au titre du PCSRA lorsque leurs "marges de production" tombent en deçà de leurs "marges de référence". On calcule la marge de production en soustrayant les dépenses admissibles (celles qui sont directement liées à la production des biens agricoles, y compris les coûts des aliments pour animaux, des engrais et des pesticides) du revenu admissible au cours d'une année donnée. La marge de référence est la marge de production moyenne des cinq années antérieures, exclusion faite de la valeur la plus haute et de la plus basse. La méthode de calcul pour la marge de base (de référence) déclenchant l'admissibilité est conçue de telle sorte que les tendances du marché à long terme sont prises en compte dans les décisions liées à la production. Selon les autorités, cette méthode de calcul assure également une base stable et prévisible de soutien.

²⁶ Document de l'OMC G/AG/R/43 du 2 septembre 2005.

²⁷ Commission canadienne du lait (2005).

²⁸ Document de l'OMC G/AG/R/41 du 17 février 2005.

²⁹ Documents de l'OMC G/AG/R/42 du 25 mai 2005 et G/AG/R/43 du 2 septembre 2005.

36. Les producteurs qui participent au PCSRA peuvent choisir une protection minimale, moyenne ou maximale. Dans le premier cas, leur marge de production est ramenée à 70 pour cent de leur marge de référence; dans le second, 85 pour cent de la marge de référence; et dans le troisième, à 100 pour cent. La cotisation, introduite en 2006, dépend du niveau de protection choisi. Le taux est de 0,45 pour cent de la marge de référence pour la protection maximale; 0,3825 pour cent pour la protection moyenne et 0,315 pour cent pour la protection minimale. Avant 2006, les participants devaient verser sur un compte spécial une part de leur marge de référence (22 pour cent pour ceux qui souhaitaient bénéficier de la protection maximale). Par ailleurs, une redevance administrative de 55 dollars canadiens est d'application.

37. Les contributions respectives du gouvernement fédéral et des provinces au PCSRA sont déterminées selon un système de niveaux. Si la marge de production au cours d'une année donnée est négative, le programme verse au producteur 60 cents pour chaque dollar nécessaire à la remise à zéro de sa marge de production (niveau 4). Le producteur doit donc assumer 40 pour cent de la perte. Si la marge de production est de 70 pour cent ou moins de la marge de référence, mais positive, l'État verse 80 cents pour chaque dollar nécessaire à la remise à 70 pour cent de la marge de production (niveau 3), le producteur devant assumer 20 pour cent de la perte. Si la marge de production est de 85 pour cent de la marge de référence ou moins, mais supérieure à 70 pour cent, l'État verse 70 cents pour chaque dollar nécessaire pour ramener à 85 pour cent la marge de production (niveau 2), le producteur devant assumer 30 pour cent de la perte. Pour les petites baisses de la marge de production, l'État verse 50 cents pour chaque dollar nécessaire pour ramener à 100 pour cent de la marge de production (niveau 1), le producteur devant assumer 50 pour cent de la perte. L'ensemble des paiements au titre du PCSRA est plafonné à 70 pour cent de la perte totale ou 3 millions de dollars canadiens par producteur, le chiffre le plus bas étant retenu. Les producteurs de denrées soumises à un régime de gestion de l'offre peuvent avoir droit aux paiements du PCSRA si leur marge de production chute de plus de 30 pour cent.

38. Pour la période comprise entre janvier 2003 et novembre 2006, les paiements au titre du PCSRA ont atteint une valeur de quelque 3,6 milliards de dollars canadiens. Environ 57 pour cent des exploitations agricoles ont participé à ce programme en 2004, dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles.³⁰ Le gouvernement fédéral a annoncé une contribution de 900 millions de dollars canadiens afin de mettre en œuvre rétroactivement des modifications apportées à la méthode de calcul des stocks pour les besoins du PCSRA.³¹ Les deux niveaux de gouvernement s'emploient à remplacer le PCSRA par des programmes séparés d'aide en cas de catastrophe naturelle et de stabilisation du revenu.³²

39. L'assurance-production a été introduite en avril 2003 pour remplacer le programme d'assurance-récolte. Dans le cadre de ce nouveau programme, les producteurs peuvent assurer leurs pertes de production contre les catastrophes naturelles. Les indemnités sont payées par des sociétés d'État publiques ou par les ministères de l'agriculture. Les primes sont partiellement subventionnées, le gouvernement fédéral assumant environ 60 pour cent de la part des fonds publics dans les primes et

³⁰ Nimpagaritse (2006).

³¹ Informations en ligne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, "Le Ministre Strahl annonce un investissement de 950 millions de dollars dans le secteur agricole", 18 mai 2006. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/cb/index_e.php?s1=n&s2=2006&page=n60518b.

³² Informations en ligne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, "Chronique du Ministre: Le nouveau gouvernement du Canada réaffirme son engagement à remplacer le PCSRA" (sans date). Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/cb/min/pr-im_e.php?s1=col-chro&s2=2006&page=c0830.

les frais administratifs. Le gouvernement fédéral a également conclu des accords de réassurance avec cinq provinces (Alberta, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Saskatchewan).³³ Il fournit des services de réassurance aux fonds provinciaux d'assurance-production. Les dépenses gouvernementales au titre de l'assurance-production ont atteint les valeurs de 498 millions de dollars canadiens durant l'année de commercialisation 2005/06, 544 millions en 2004/05 et 595 millions en 2003/04.

40. Le Canada applique également plusieurs programmes de garanties gouvernementales. Dans le cadre de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) et du Programme de paiement anticipé (PPA), le gouvernement fédéral garantit les avances en espèces consenties par les organisations de producteurs participantes à leurs producteurs.³⁴ Il paie également les intérêts encourus sur une partie de ces avances en espèces. À la suite de la modification de la LPCA en juin 2006, le montant couvert par la garantie du PPA a été porté à 400 000 dollars canadiens par producteur, et celui de l'avance sans intérêt à 100 000 dollars canadiens.³⁵ De plus, le Programme d'avances printanières (PAP) a été regroupé avec le PPA. Entre 2003/04 et 2005/06, les paiements totaux ont atteint la somme de 22,7 millions de dollars canadiens au titre du PPA, et de 11,7 millions de dollars canadiens au titre du PAP. D'autres programmes offrant des garanties gouvernementales sont le Programme de mise en commun des prix (PMCP) et le programme établi en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), qui devait expirer en mars 2006 mais qui a été prolongé jusqu'à la fin des consultations avec les parties prenantes.³⁶ Entre 2003/04 et 2005/06, les paiements totaux au titre du programme établi en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative ont atteint les 4,8 millions de dollars canadiens; aucun versement n'a été effectué au titre du PMCP.

41. Des paiements extraordinaires complètent les paiements au titre des programmes courants. En 2004, le Programme transitoire de soutien à l'industrie a permis de verser 680 millions de dollars canadiens aux producteurs de bovins et autres ruminants à la suite de la découverte de la présence de l'ESB au Canada.³⁷ Cette aide a été versée sous la forme d'un paiement direct par tête fondé sur le nombre de têtes de bétail en décembre 2003. Une somme additionnelle de 250 millions de dollars canadiens a été octroyée dans le cadre du Programme transitoire de soutien à l'industrie sous la forme de paiements généraux fondés sur les recettes antérieures de la plupart des producteurs de denrées. En mars 2005, Agriculture et Agroalimentaire Canada a annoncé le versement d'une aide de près de 1 milliard de dollars canadiens, destinée surtout aux producteurs de céréales, d'oléagineux, de bovins et de ruminants.³⁸ Cette aide serait versée par le biais du Programme de paiements relatifs au revenu

³³ Informations en ligne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, "Assurance-production", juillet 2006. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/index_e.php?s1=prod&page=pi-ap.

³⁴ Partie I, Loi sur les programmes de commercialisation agricole.

³⁵ Loi modifiant la Loi sur les programmes de commercialisation agricole, 22 juin 2006.

³⁶ Le PMCP a été autorisé par la Loi sur les programmes de commercialisation agricole; le Programme de prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative a été autorisé par la LPAACFC. Informations en ligne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, "Mise à jour – Consultations entourant la LPAACFC", juillet 2006. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/nmp/fimcla/index_e.html.

³⁷ OCDE (2005a).

³⁸ Informations en ligne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, "Le gouvernement du Canada annonce le versement d'un milliard de dollars aux agriculteurs canadiens pour atténuer leurs problèmes de

agricole (PPRA) sous la forme de versements directs (155 millions de dollars canadiens) et de versements généraux (841 millions). En date de novembre 2006, les producteurs de céréales et d'oléagineux avaient reçu quelque 744 millions de dollars canadiens par l'intermédiaire du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO). Les paiements au titre du PPPCO sont fondés sur les ventes nettes admissibles pendant la période qui allait de 2000 à 2004. Le programme bénéficie d'un budget total de 755 millions de dollars canadiens.

42. En vertu de la Loi sur la commercialisation des produits agricoles (LCPA), le gouvernement fédéral peut accorder à des entités provinciales, y compris des offices et des agences, le pouvoir de "réglementer la commercialisation d'un produit agricole donné" [sur les marchés interprovincial et international].³⁹ Ce pouvoir est accordé par le biais d'un décret fédéral à la demande de la province. Il permet à des entités provinciales d'étendre aux marchés interprovincial et international les pouvoirs dont elles disposent en ce qui concerne la réglementation des activités de commercialisation de produits à l'intérieur de la province. Dans certains cas, ces pouvoirs comprennent celui de fixer des contingents de production et des prix.⁴⁰ La LCPA accorde également à des entités provinciales le pouvoir d'assujettir à des redevances le transport interprovincial ou les exportations de produits agricoles.⁴¹

43. Une entité provinciale qui se voit accorder le pouvoir de réglementer la commercialisation de produits agricoles sur les marchés interprovincial et international en vertu d'une délégation de pouvoir prévue dans la LCPA promulgue des règlements ou d'autres instruments spécifiant de quelle manière ce pouvoir sera exercé. Les agences et offices provinciaux ont promulgué des règlements qui encadrent les activités ci-après: entreposage et transport; classement et qualité; mise en commun des recettes; tenue de livres, de registres et de renseignements commerciaux; enregistrement d'exploitations agricoles; octroi de licences de producteurs, de grossistes, de transformateurs et de camionneurs; et fixation des prix. On distingue 81 délégations de pouvoirs au titre de la LCPA dans neuf provinces (octobre 2006), portant sur une grande variété de produits, y compris les champignons, les pommes de terre, le blé, les pommes, les asperges, les haricots, les baies, le tabac séché à l'air chaud, les raisins, les oignons, les fèves de soja, le porc, le sirop d'érable, les légumineuses, le lin et divers produits soumis à gestion de l'offre.

iv) Subventions à l'exportation

44. Le Canada a inscrit dans sa liste des engagements de réduction des subventions à l'exportation, conformément à l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, pour onze groupes de produits, dont les céréales, les oléagineux, les produits laitiers et les légumes. Depuis 2000, le plafond consolidé des dépenses qui sont consacrées aux subventions à l'exportation pour ces produits s'établit à 422 millions de dollars canadiens par an. La plus récente notification adressée par le Canada à

liquidités et préparer la voie à la transformation de l'industrie", 29 mars 2005. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/cb/index_e.php?s1=n&s2=2005&page=n50329a.

³⁹ Article 2(1).

⁴⁰ Voir, par exemple: *Marketing of Agricultural Products Act* de l'Alberta; *Natural Products Marketing (British Columbia) Act* [Colombie-Britannique]; *Loi sur la commercialisation des produits agricoles* du Manitoba; *Loi sur les produits naturels* du Nouveau-Brunswick; *Loi sur la commercialisation des produits agricoles* de l'Ontario; et *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* [Québec].

⁴¹ Article 2(2), LCPA.

l'OMC concernant ses subventions à l'exportation porte sur l'année 2004/05.⁴² Cette année-là, le total des dépenses consacrées à ces subventions s'est établi à 93,9 millions de dollars canadiens, soit une augmentation approximative de 9 pour cent par rapport à l'année précédente. Les produits qui ont bénéficié de subventions étaient le beurre, le lait écrémé en poudre, le fromage et d'autres produits laitiers.

45. En mai 2003, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont informé l'OMC qu'ils étaient parvenus à des solutions mutuellement satisfaisantes dans les différends qui opposaient les deux derniers pays au Canada relativement aux mesures prises par celui-ci et visant l'exportation de produits laitiers.⁴³ Dans ce contexte, le Canada a confirmé que neuf provinces avaient éliminé leur programme relatif au lait d'exportation commerciale (LEC), et que le programme fédéral du même nom serait éliminé pour août 2003.

46. En 2000, le Canada a déréglementé le lait pour transformation en vue de l'exportation (autre que le lait exporté au titre de la classe spéciale 5 d)) en introduisant la catégorie LEC. En vertu de contrats conclus préalablement à la production, les producteurs canadiens peuvent vendre toute quantité de LEC à des transformateurs canadiens pour transformation en vue de l'exportation, selon des conditions librement négociées entre le producteur et le transformateur.⁴⁴ L'OMC a constaté que le régime LEC et l'exploitation continue de la classe de lait spéciale 5 d) (voir ci-dessus) constituaient des subventions à l'exportation excédant les niveaux d'engagement inscrits en matière de quantités.

v) Entreprises commerciales d'État

47. Les deux principales entreprises commerciales d'État du Canada dans le secteur agricole sont la Commission canadienne du blé (CCB) et la Commission canadienne du lait (CCL).

48. La CCB a été établie en application de la Loi de 1935 sur la Commission canadienne du blé. Elle agit pour le compte de quelque 69 000 producteurs de blé et d'orge dans l'Ouest canadien et exporte environ 16,5 millions de tonnes de blé et d'orge vers environ 70 pays chaque année.⁴⁵ Elle occupe environ 20 pour cent du marché mondial du blé, 65 pour cent pour le blé dur, 30 pour cent pour l'orge de brasserie et 15 pour cent pour l'orge fourragère.⁴⁶

49. En septembre 2006, le Ministre de l'agriculture et de l'agroalimentaire a annoncé la création d'un groupe de travail chargé de recommander des options "sur les prochaines étapes de la mise en œuvre du mécanisme permettant aux producteurs de blé et d'orge de l'Ouest de choisir le mode de commercialisation de leurs produits".⁴⁷ Ce groupe de travail a publié son rapport en octobre 2006. Il

⁴² Document de l'OMC G/AG/N/CAN/62 du 2 mai 2006.

⁴³ Documents de l'OMC WT/DS113/33 du 15 mai 2003 et WT/DS103/33 du 15 mai 2003. Pour un aperçu général de ces différends, voir OMC (2003).

⁴⁴ OMC (2003).

⁴⁵ Informations en ligne de la CCB, "La Commission canadienne du blé". Adresse consultée: <http://www.cwb.ca/public/en/publications/index.jsp>.

⁴⁶ Informations en ligne de la CCB, "Qui sommes-nous – Mythes et réalités – Frequently Asked Questions". Adresse consultée: http://www.cwb.ca/public/en/about/myths_facts/faqs.jsp.

⁴⁷ Informations en ligne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, "Le Ministre Strahl annonce la création d'un groupe de travail sur la mise en œuvre de la commercialisation mixte du blé et de l'orge", 19 septembre 2006. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/cb/index_e.php?s1=n&s2=2006&page=n60919c.

a recommandé une transition en quatre étapes au terme de laquelle la présence de la CCB en tant que monopole ferait place à une situation qui "permettrait aux producteurs de vendre leur blé et leur orge à tout acheteur local ou étranger, y compris à une CCB restructurée (CCB II)".⁴⁸

50. La CCB jouit du droit exclusif de vendre le blé et l'orge produits dans l'Ouest canadien et destinés à l'exportation ou à la consommation humaine au Canada.⁴⁹ Selon la plus récente notification communiquée par le Canada sur ses entreprises commerciales d'État, la CCB procède à des ventes de blé et d'orge aux fins d'exportation en s'inspirant de considérations d'ordre commercial telles que le prix, la qualité, les quantités disponibles, les qualités marchandes et les transports. Le volume du grain exporté est "surtout" fonction de l'offre disponible diminuée de la consommation nationale et du rajustement des stocks. Toutefois, "si les conditions du marché le justifient", la CCB peut reporter ses ventes".⁵⁰ La Loi sur la Commission canadienne du blé autorise la CCB à "fixer ... les contingents de chaque type, grade ou qualité de grains que peuvent livrer les producteurs à des silos ou à des wagons ...".⁵¹ Les autorités canadiennes indiquent qu'en pratique, la CCB passe des contrats avec des agriculteurs afin de coordonner la livraison du grain de la CCB alimentant le système d'acheminement en fonction des conditions du marché. En outre, la CCB ne fixe pas de contingents de production mais limite parfois les quantités de grain acceptées pour livraison, étant donné qu'elles dépendent des ventes.

51. Les recettes perçues par la CCB sur les ventes de grain sont déposées dans uns des quatre comptes "communs" ouverts pour chaque catégorie de produit (blé, blé dur, orge fourragère et orge de brasserie). La mise en commun fait en sorte que chaque producteur touche le même paiement pour le grain d'une certaine qualité livré à la CCB, peu importe le moment où les ventes individuelles interviennent au cours de l'année. Selon le système de mise en commun, les producteurs reçoivent un paiement initial, fondé sur le prix moyen estimé par la CCB, lorsqu'ils livrent leur grain à un silo. Le paiement initial, qui correspond habituellement à 65 pour cent du prix moyen estimé par la CCB, est garanti par le gouvernement fédéral. De ce fait, il peut y avoir des transferts financiers directs de l'État lorsque le compte commun enregistre un déficit. Cette situation s'est produite pour la dernière fois en 2002/03, lorsque la réserve commune de blé a enregistré un déficit de 85 millions de dollars canadiens.⁵² L'État garantit aussi les emprunts de la CCB.

52. La CCB maintient deux programmes de crédit à l'exportation, le Programme des ventes de céréales à crédit et le Mécanisme de crédit agroalimentaire. Le Programme des ventes de céréales à crédit s'adresse aux acheteurs qui sont en mesure de fournir une garantie souveraine de remboursement, tandis que le Mécanisme de crédit agroalimentaire s'adresse aux acheteurs privés. Aux termes du Programme des ventes de céréales à crédit, le gouvernement garantit à la CCB le remboursement du principal et des intérêts de tous les prêts consentis. Le Programme des ventes de céréales à crédit n'a pas été utilisé depuis 2001/02. Dans le cadre du Mécanisme de crédit agroalimentaire, le gouvernement fédéral garantit un pourcentage décroissant des crédits recevables en fonction de la période de remboursement, tandis que la CCB assume les risques non garantis. Les

⁴⁸ Agriculture et Agroalimentaire Canada (2006c).

⁴⁹ Loi sur la Commission canadienne du blé, articles 5, 7(1), 24, 32 et 45.

⁵⁰ Document de l'OMC G/STR/N/4/CAN du 5 novembre 2002.

⁵¹ Loi sur la Commission canadienne du blé, article 28.

⁵² Alberta Agriculture, Food and Rural Development [Ministère albertain de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural] (2006).

ventes à crédit au titre du Mécanisme de crédit agroalimentaire ont représenté entre 3 et 4 pour cent de l'ensemble des ventes en 2002/03 et 2003/04. La CCB administre, pour le compte du gouvernement du Canada, les programmes d'avances en espèces destinés aux producteurs de blé, de blé dur et d'orge dans l'Ouest canadien (voir plus haut section iii)). Les avances en espèces au titre de ces programmes se sont chiffrées à 650 millions de dollars canadiens en 2004/05 et à 706 millions en 2003/04.

53. En mars 2003, un groupe spécial de l'OMC a été établi pour examiner la compatibilité - au regard des règles de l'Organisation - d'un certain nombre de mesures qui affectaient le commerce des grains, y compris le régime d'exportation de la CCB. Le rapport du Groupe spécial a été publié en avril 2004.⁵³ Les États-Unis ont fait appel de plusieurs des constatations du Groupe spécial. En août 2004, l'Organe d'appel de l'OMC a publié son rapport.⁵⁴ Il a maintenu la constatation du Groupe spécial selon laquelle le "régime d'exportation" de la CCB a engendré des ventes qui n'étaient ni incompatibles avec le principe de la non-discrimination inscrit dans le GATT de 1994, ni contraires aux considérations d'ordre commercial.

54. La CCL a le pouvoir d'"acheter des produits laitiers et en disposer, notamment par vente [et] transformer, emballer, emmagasiner, expédier, assurer, importer ou exporter les produits laitiers qu'elle achète".⁵⁵ Elle préside le CCGAL, qui fixe l'objectif de production du lait industriel au Canada (section iii) ci-dessus).

3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE

i) Introduction

55. Le Canada a d'abondantes ressources minérales et énergétiques et est un gros exportateur de minéraux, de métaux et d'énergie; les États-Unis constituent son principal marché d'exportation. En 2005, la valeur des exportations canadiennes de minerais et d'autres minéraux s'est élevée à 7,3 milliards de dollars EU, soit presque le double par rapport à 2002 (3,7 milliards).⁵⁶ Le Canada produit plus de 60 minéraux et métaux. Il est le premier producteur mondial d'uranium et de potasse, et un important producteur d'aluminium, de cadmium, d'amiante chrysotile, de cobalt, de cuivre, d'or, de gypse, de magnésium, de molybdène, de nickel, de métaux du groupe platine, de sel, de concentré de titane et de zinc.⁵⁷ Une des plus récentes industries extractives du Canada est celle du diamant; selon Ressources naturelles Canada, en 2004, le Canada occupait le troisième rang mondial pour la valeur des diamants produits.⁵⁸

⁵³ Document de l'OMC WT/DS276/R du 6 avril 2004.

⁵⁴ Document de l'OMC WT/DS276/AB/R du 30 août 2004.

⁵⁵ Article 9(1), Loi sur la Commission canadienne du lait.

⁵⁶ Statistiques de Comtrade.

⁵⁷ Pour des renseignements détaillés sur les différents minéraux, voir Ressources naturelles Canada, Articles sur divers produits minéraux et métalliques. Adresse consultée: http://www.nrcan.gc.ca/mms/cmy/com_e.html.

⁵⁸ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: http://www.nrcan-nrcan.gc.ca/mms/diam/index_e.htm.

56. En 2005, le Canada a produit une quantité estimative de 2,5 millions de barils de pétrole brut par jour⁵⁹, dont quelque 65 pour cent ont été exportés.⁶⁰ Toujours en 2005, plus de 98 pour cent des exportations de pétrole brut canadien, pour une valeur de 35 milliards de dollars EU, étaient destinées au marché américain.⁶¹ La plus grande partie de la production pétrolière vient de l'ouest du pays, particulièrement l'Alberta. Les réserves prouvées de pétrole brut sont parmi les plus importantes au monde; elles sont évaluées à près de 178 milliards de barils (en 2005), leur source principale étant les sables bitumineux (174 milliards de barils). Le Canada est par ailleurs un important importateur de pétrole brut, principalement de la Norvège, de l'Algérie, du Royaume-Uni et des États-Unis (en 2005). En 2005, la valeur des importations a été de quelque 23,5 milliards de dollars EU.⁶²

57. Entre 1996 et 2004, des investissements pour une valeur de 24 milliards de dollars canadiens ont été approuvés dans le cadre des nouveaux projets d'exploitation des sables bitumineux en Alberta, et des investissements additionnels de 62 milliards de dollars canadiens étaient à l'étude.⁶³ Selon la Canadian Association of Petroleum Producers (Association canadienne des producteurs de pétrole), près de la moitié de la production pétrolière canadienne en 2005 était sous la propriété d'intérêts étrangers.

58. En 2004, le gouvernement du Canada a vendu les 19 pour cent d'actions qui lui restaient dans Petro-Canada, mettant ainsi fin à un processus de privatisation engagé au début des années 90. Les recettes brutes de la vente ont atteint 3,2 milliards de dollars canadiens, soit la plus grande offre publique d'actions jamais vue au Canada.⁶⁴ La propriété étrangère de Petro-Canada n'est plus soumise à une limite de 25 pour cent des actions avec droit de vote – cette restriction a été éliminée en 2001 – mais des restrictions à la propriété individuelle s'appliquent à la fois aux résidents et aux non-résidents.⁶⁵

59. De concert avec un consortium de sociétés privées, le gouvernement canadien conserve une participation de 8,5 pour cent dans le champ pétrolifère extracôtier Hibernia par l'entremise de la Canada Hibernia Holding Corporation, une filiale de la Corporation de développement des investissements du Canada, qui est une société d'État. La SOQUEM Inc., filiale appartenant entièrement à la Société générale de financement du Québec, exerce des activités de prospection, de mise en valeur et d'extraction dans l'ensemble du territoire de la province de Québec.

⁵⁹ Informations en ligne de la Canadian Association of Petroleum Producers. Adresse consultée: <http://www.capp.ca/raw.asp?x=1&dt=NTV&e=PDF&dn=103586>.

⁶⁰ Statistique Canada (2006a).

⁶¹ Comtrade.

⁶² Comtrade.

⁶³ AIE (2004).

⁶⁴ Informations en ligne du Ministère des finances. Adresse consultée: http://www.fin.gc.ca/news04/data/04-056_1e.html.

⁶⁵ Aucune personne ne peut, individuellement ou de concert avec des personnes avec qui elle a des liens, posséder plus de 20 pour cent des actions en circulation de Petro-Canada.

60. Le Canada est le troisième plus gros producteur de gaz naturel au monde.⁶⁶ Toutes ses exportations de gaz naturel, qui représentent environ 63 pour cent de sa production commerciale évaluée à un peu plus de 32 milliards de dollars EU, prennent la direction des États-Unis.⁶⁷ En 2005, la valeur des importations canadiennes de gaz naturel, qui provenaient en totalité des États-Unis, s'est chiffrée à 3,2 milliards de dollars canadiens.⁶⁸ Les prix du gaz canadien sont déterminés par le grand marché nord-américain.⁶⁹

61. Selon les autorités, ni le gouvernement fédéral ni les provinces ou territoires n'ont d'intérêt dans quelque entreprise que ce soit de prospection, de production ou de transformation du gaz naturel au Canada. Tous les pipelines canadiens appartiennent au secteur privé et sont exploités par le secteur privé, à l'exception du réseau de transport du gaz naturel sur le territoire de la Saskatchewan, qui appartient à la société d'État TransGas Limited, laquelle en est également l'exploitant.⁷⁰ Seize sociétés d'utilité publique bénéficient d'un monopole réglementé sur la distribution du gaz; elles appartiennent toutes au secteur privé sauf deux sociétés d'État, SaskEnergy en Saskatchewan et Manitoba Hydro.⁷¹ Les prix du gaz sont déréglementés depuis 1985.⁷²

62. En 2004, la production nette d'électricité au Canada a été de 576 térawatt-heures: 58 pour cent de l'électricité produite provenait de sources hydrauliques, 17 pour cent du charbon, 15 pour cent de la filière nucléaire, et 10 pour cent des combustibles fossiles et autres sources. Toutes les exportations d'électricité, dont la valeur s'est élevée à quelque 2 618,3 millions de dollars EU⁷³, sont allées aux États-Unis en 2005; leur valeur était plus de deux fois et demie supérieure à celle des importations d'électricité, lesquelles provenaient toutes des États-Unis. Les principaux défis que doit relever l'industrie de l'électricité dans le sillage de la panne de réseau survenue en août 2003 sont, d'une part, d'améliorer la fiabilité de la fourniture de l'électricité entre les États-Unis et le Canada, compte tenu des liens étroits qui unissent les deux marchés, et d'autre part, de développer un marché intérieur canadien pour l'électricité.⁷⁴

⁶⁶ Informations en ligne du gouvernement du Canada. Adresse consultée: <http://www.investincanada.gc.ca/director.aspx?tabid=946>.

⁶⁷ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: <http://www.nrcan.gc.ca/statistics/energy/default.html>.

⁶⁸ Comtrade

⁶⁹ AIE (2004), page 8. Adresse consultée: <http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2004/canada.pdf#search='energy%20policies%20iea%20countries%20canada%202004'>.

⁷⁰ AIE (2004), page 95.

⁷¹ AIE (2004), page 98.

⁷² AIE (2004), page 102.

⁷³ Comtrade.

⁷⁴ AIE (2004), page 257.

63. Depuis 2003, le gouvernement canadien continue de soutenir le développement de combustibles renouvelables, y compris grâce au financement fourni par Technologies du développement durable Canada⁷⁵, l'initiative Encouragement à la production d'énergie éolienne (EPEE) (1,18 milliard de dollars canadiens sur 20 ans, à partir de 2001)⁷⁶, l'initiative Encouragement à la production d'énergie renouvelable (886 millions de dollars canadiens sur 15 ans, à partir de 2005)⁷⁷, le Programme d'expansion de l'éthanol (100 millions de dollars canadiens sur trois ans, à partir de 2003)⁷⁸, et l'Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports (33 millions de dollars canadiens).⁷⁹ Le gouvernement fédéral a également apporté un financement (1,1 million de dollars canadiens) pour la construction, d'ici à 2010, d'une "autoroute de l'hydrogène" entre Vancouver et Whistler, en Colombie Britannique.⁸⁰

ii) Cadre institutionnel et juridique

64. Les provinces sont à la fois propriétaires et gestionnaires des ressources naturelles situées sur leur territoire, et elles ont le pouvoir de réglementer la prospection des ressources non renouvelables et la mise en valeur, la préservation et la gestion des ressources et des sites et installations de production d'électricité. Le Yukon n'est pas propriétaire des ressources comme les provinces, mais il administre et exécute les programmes de la même manière que celles-ci. Les provinces sont également habilitées à percevoir des taxes, à condition qu'elles n'exercent aucune discrimination entre la production exportée vers une autre partie du Canada et celle qui reste dans la province.⁸¹ Des accords et des règlements globaux faisant suite à des revendications territoriales attribuent des droits de superficie et des droits miniers à certaines organisations ou entreprises des peuples Inuit et des Premières Nations.

65. Les plus récents objectifs du gouvernement fédéral en ce qui concerne le secteur des minéraux et des métaux (à l'exclusion de l'uranium) figurent dans la Politique des minéraux et des métaux de 1996.⁸² Le gouvernement fédéral est responsable du cadre de la police nationale, qui

⁷⁵ Informations en ligne de Technologies du développement durable Canada. Adresse consultée: <http://www.sdtc.ca>.

⁷⁶ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: <http://www.canren.gc.ca/programs/index.asp?CaId=107&PgId=622>. Le budget de 2001 prévoyait pour le programme EPEE un financement de 260 millions de dollars canadiens sur 15 ans, ce à quoi le budget de 2005 a ajouté une nouvelle injection de 920 millions de dollars canadiens sur cinq ans.

⁷⁷ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: <http://news.gc.ca/cfmx/view/en/index.jsp?articleid=167949>.

⁷⁸ Informations en ligne de l'Office de l'efficacité énergétique. Adresse consultée: <http://oee.nrcan.gc.ca/transportation/fuels/ethanol/eep.cfm?attr=8>.

⁷⁹ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: http://www.nrcan.gc.ca/es/etb/ctfca/index_e.html.

⁸⁰ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: http://www.nrcan-nrcan.gc.ca/media/newsreleases/2004/200413_e.htm.

⁸¹ Constitution du Canada, article 92A et sixième Annexe.

⁸² Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: http://www.nrcan.gc.ca/mms/policy/policy_e.htm.

englobe le commerce et le transport internationaux. Il régit aussi tous les aspects de la production, du transport et de la distribution de l'uranium. Sa compétence s'étend aux incidences environnementales transfrontières ainsi qu'aux politiques d'un intérêt national, y compris le développement économique, la sécurité de l'approvisionnement énergétique, et les sciences et technologies fédérales en matière d'énergie.⁸³ Par le biais d'Affaires indiennes et du Nord Canada, AINC, il a la responsabilité de gérer l'utilisation des terres, de l'eau et des ressources minérales et d'administrer les terres minières des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut. Il perçoit toutes les redevances liées aux ressources minérales que génèrent les terres publiques. En 2003, le Yukon a obtenu une dévolution des attributions d'AINC en matière d'administration des minéraux et de gestion des ressources.

66. Ressources naturelles Canada est le Ministère fédéral chargé de veiller au développement et à l'utilisation responsables des ressources naturelles du pays. L'énergie nucléaire relève d'une organisation indépendante, la Commission canadienne de sûreté nucléaire.⁸⁴ Ressources naturelles Canada est chargée de l'application de la Loi sur l'exportation et l'importation des diamants bruts, l'instrument juridique qui encadre l'application du Processus de Kimberley au Canada (chapitres III 2) vi) et III 3) iii)).

67. L'Office national de l'énergie (ONE), organe indépendant de l'administration fédérale, régit la construction, l'exploitation et l'entretien des pipelines provinciaux et internationaux; le transport, les droits et les tarifs en rapport avec les pipelines qui relèvent de lui; la construction et l'exploitation des lignes internationales et interprovinciales désignées de transport d'électricité; l'exportation et l'importation du gaz naturel; l'exportation de pétrole et d'électricité; et les activités pétrolières et gazières dans les régions pionnières. L'ONE peut octroyer des licences d'exportation à long terme, valables à concurrence de 25 ans pour le pétrole et le gaz et de 30 ans pour l'électricité, après examen approfondi des besoins à long terme de la population canadienne.⁸⁵ La fonction à long terme des licences d'exportation est d'assurer l'équité entre les consommateurs canadiens et les étrangers en ce qui concerne la consommation des ressources pétrolières canadiennes, et non pas être un mécanisme de conservation.⁸⁶ L'ONE peut également réglementer les prix à l'exportation du pétrole et du gaz, et peut soustraire à l'application de ces prix les pays de l'ALENA ainsi que le Costa Rica et le Chili.⁸⁷ Selon les autorités, ce pouvoir a rarement été utilisé et exige une action réglementaire du gouvernement fédéral.

68. La coopération entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires s'exerce formellement par le biais du Conseil des ministres de l'énergie pour les questions énergétiques et par celui de la Conférence des ministres des mines pour les questions liées aux industries extractives, aux minéraux et aux métaux. Les deux organes se réunissent une fois l'an. Une entente reste à conclure

⁸³ Informations en ligne de Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: http://www.nrcan-mncan.gc.ca/media/archives/newsreleases/2003/200363a_e.htm.

⁸⁴ Informations en ligne de la Commission canadienne de sûreté nucléaire. Adresse consultée: <http://www.cnsccsn.gc.ca>.

⁸⁵ Loi sur l'Office national de l'énergie, Partie VI. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/N-7/text.html>.

⁸⁶ AIE (2004), page 88.

⁸⁷ Loi sur l'Office national de l'énergie, Partie IV. Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/N-7/text.html>.

relativement au chapitre sur l'énergie de l'Accord sur le commerce intérieur, qui relève des Ministres du commerce.

69. L'investissement étranger dans les secteurs des industries extractives et de l'énergie est régi par les règles horizontales énoncées dans la Loi sur Investissement Canada. Selon la politique en matière de participation étrangère dans l'industrie minière de l'uranium, la propriété étrangère d'une mine d'uranium est limitée à 49 pour cent (chapitre II).

70. Aux termes de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada, les demandes d'autorisation d'exercer des activités liées au pétrole et au gaz dans certaines régions géographiques définies dans la Loi doivent être accompagnées "d'un programme [prévoyant] l'embauche de Canadiens et offrant aux fabricants, conseillers, entrepreneurs et compagnies de services canadiens la juste possibilité de participer, compte tenu de leur compétitivité, à la fourniture des biens et services utilisés" dans le cadre du projet en question.⁸⁸

71. La Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada – Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers et la Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada – Terre-Neuve contiennent des dispositions en vertu desquelles la priorité doit être donnée aux biens et services provinciaux s'ils se comparent, en situation de libre concurrence, à ceux des autres marchés notamment quant au prix, à la qualité et aux conditions de fourniture. Selon les autorités, à Terre-Neuve et Labrador, le processus d'approbation des projets pétroliers accorde la priorité à l'emploi et à l'achat de biens et de services locaux. En Nouvelle-Écosse, les détenteurs de droits de prospection pétrolière, lorsqu'ils acquièrent des biens et des services liés à l'exercice de leurs droits, sont tenus de faire tout en leur pouvoir pour recourir à une main-d'œuvre locale et acheter des biens et des services locaux.⁸⁹ En outre, le gouvernement fédéral et la plupart des gouvernements provinciaux et territoriaux ont mis en place des incitations fiscales destinées à soutenir les activités de fabrication et de transformation potentiellement avantageuses pour les entreprises actives dans les secteurs minier et énergétique. Ces incitations prennent généralement la forme de crédits d'impôt sur le revenu des sociétés généré par les activités de fabrication ou de transformation, ou de crédits d'impôt pour les investissements en rapport avec des activités de fabrication ou de transformation. Dans la plupart des provinces et territoires, les incitations fiscales s'appliquent uniquement aux activités de transformation des minéraux extraits des mines situées dans leur ressort territorial.⁹⁰

72. Les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux perçoivent des impôts sur le revenu des sociétés actives dans le secteur des ressources (chapitre III). Par ailleurs, les gouvernements provinciaux/territoriaux perçoivent des taxes/impôts et des redevances. En 2004, ils ont ainsi recueilli 12,5 milliards de dollars canadiens en redevances.⁹¹

73. Le gouvernement fédéral, par le biais du crédit d'impôt fédéral à l'investissement dans l'exploration (CIIE) introduit en 2000, et certaines provinces (Colombie-Britannique, Manitoba,

⁸⁸ Loi sur les opérations pétrolières au Canada (article 5 (2)). Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/O-7/text.html>.

⁸⁹ Règlement sur les ressources pétrolières (Petroleum Resources Regulations) de la Nouvelle-Écosse, articles 20 et 21. Adresse consultée: <http://www.gov.ns.ca/JUST/regulations/regs/pr6193.htm>.

⁹⁰ Ressources naturelles Canada. Adresse consultée: http://www.nrcan.gc.ca/miningtax/fen_1.htm.

⁹¹ Les autorités notent que même si les recettes provenant du pétrole et du gaz extracôtiers relèvent constitutionnellement du pouvoir fédéral, les redevances sont cédées à Terre-Neuve et à la Nouvelle-Écosse.

Ontario et Saskatchewan), accordent des incitations fiscales destinées à encourager la prospection minière (autre que celle des hydrocarbures et du charbon), lesquelles, selon les informations provenant de ces branches d'activité, semblent avoir contribué activement au niveau intense d'activités de prospection que l'on constate depuis 2000.⁹² Le CIIE est devenu caduc à la fin de décembre 2005, mais a été réintroduit pour onze mois à compter de mai 2006.

74. Dans les provinces et au Yukon, la production et le transport interne de l'électricité relèvent de la compétence provinciale/territoriale. Dans la plupart des provinces et au Yukon, des sociétés d'État assurent l'essentiel des services de production, de transport et de distribution de l'électricité, dont les prix sont par ailleurs réglementés au niveau provincial. Selon l'AIE, les prix de détail de l'électricité au Canada sont parmi les plus bas de ceux des pays membres.⁹³ Dans quelques provinces, un régime de concurrence est en voie d'instauration. Dès 2003, la concurrence avait été introduite dans la vente au détail en Alberta et en Ontario et dans la vente en gros en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario, en Saskatchewan et au Québec.⁹⁴

75. Au cours de la période considérée, le gouvernement de l'Alberta a accordé des incitations à l'investissement pour la mise en valeur des sables bitumineux.

76. En mai 2004, le gouvernement canadien a introduit à l'essai un moratoire d'une durée de cinq ans sur les droits touchant l'importation temporaire d'unités mobiles de forage en mer.⁹⁵

4) SECTEUR MANUFACTURIER

77. La part du secteur manufacturier dans le PIB s'est élevée à 16,5 pour cent en 2005, contre 17,5 pour cent en 2002.⁹⁶ Toujours en 2005, le secteur manufacturier a contribué dans une proportion de 13,7 pour cent à l'emploi total (14,9 pour cent en 2002)⁹⁷, poursuivant ainsi un déclin qui s'était amorcé en 2000.⁹⁸ Pour ce qui est de la valeur des expéditions, une proportion très légèrement supérieure à la moitié de l'ensemble du secteur manufacturier est localisée en Ontario, et près du quart au Québec⁹⁹, mais la croissance la plus forte des livraisons manufacturières en 2004 et 2005 a eu lieu

⁹² Conférence des ministres des Mines de 2006, "Questions fiscales touchant l'industrie minière", août 2006. Adresse consultée: http://www.nrcan.gc.ca/miningtax/2006_igwg_report_on_tax_e.pdf.

⁹³ AIE (2004), page 137.

⁹⁴ AIE (2004), tableau 20; et renseignements communiqués par les autorités canadiennes.

⁹⁵ Communiqué de presse de Ressources naturelles Canada, 4 mai 2004. Adresse consultée: http://www.nrcan-rncan.gc.ca/media/newsreleases/2004/200421_e.htm.

⁹⁶ Informations en ligne de Statistique Canada, "Produit intérieur brut aux prix de base selon la branche d'activité". Adresse consultée: <http://www.statcan.ca>.

⁹⁷ Informations en ligne de Statistique Canada, Emploi selon la branche d'activité. Adresse consultée: <http://www.statcan.ca>.

⁹⁸ Informations en ligne de Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0094. Adresse consultée: <http://www.statcan.ca>.

⁹⁹ Informations en ligne de Statistique Canada, "Livraisons par industries manufacturières, par sous-secteur, par province et territoire". Adresse consultée: <http://www.statcan.ca>.

en Alberta et en Saskatchewan, grâce à des gains dans les industries primaires.¹⁰⁰ L'appréciation du dollar canadien a nui aux exportations de produits manufacturés.¹⁰¹

78. En 2005, la valeur totale des exportations du secteur manufacturier a été de 206 milliards de dollars EU. Les principaux produits exportés ont été les produits de l'industrie automobile, les produits chimiques et les demi-produits. Toujours en 2005, la valeur des importations de produits manufacturés a atteint les 248 milliards de dollars EU. Les échanges intrasectoriels sont considérables, les principales importations étant les produits de l'industrie automobile, les produits chimiques, les machines de bureau, le matériel de télécommunication et les machines non électriques.

79. Le taux de droit NPF moyen appliqué dans le secteur manufacturier (CITI) est de 6,5 pour cent, ce qui correspond également à la moyenne tarifaire globale (voir le tableau AIII.1).¹⁰² Comme l'indique le chapitre III 2) vii), les industries manufacturières ont également bénéficié d'une protection à la frontière sous la forme de mesures antidumping et de mesures compensatoires, dont un bon nombre ont frappé les importations d'acier.¹⁰³ Au milieu de 2006, quatre enquêtes en matière de sauvegardes menées entre 2002 et 2005 sur certains produits en acier, bicyclettes et barbecues n'avaient toujours pas débouché sur l'application de mesures de sauvegarde.

80. Au cours de la période considérée, les gouvernements fédéral et provinciaux ont continué de mettre en œuvre ou ont introduit des stratégies ou des incitations en vue d'encourager certaines industries manufacturières (voir ci-après). En outre, un certain nombre de provinces/territoires offrent des crédits d'impôt en rapport avec les activités manufacturières (tableau AIII.5).

i) Aéronautique

81. Le secteur canadien de l'aérospatiale et de la défense, qui englobe la construction d'aéronefs, est fortement tourné vers les exportations; en 2004, 84 pour cent de ses recettes provenaient des exportations. La valeur de la production d'aéronefs s'est élevée à 6,8 milliards de dollars canadiens en 2005. Ce secteur a bénéficié d'un certain nombre d'initiatives gouvernementales, dont les programmes ou projets ci-après: Recherche scientifique et développement expérimental; Partenariat technologique Canada (qui expire le 31 décembre 2006) (chapitre III 4) ii)); développement de l'infrastructure de l'industrie; financement des ventes par le biais de la Facilité de crédit des aéronefs régionaux¹⁰⁴ (qui expire en mars 2008) et d'Exportation et développement Canada; et accès aux marchés publics du Département de la défense des États-Unis par le biais des arrangements sur le partage de la production de défense.¹⁰⁵

¹⁰⁰ Statistique Canada (2006b).

¹⁰¹ Statistique Canada (2005a).

¹⁰² Calculs du Secrétariat de l'OMC.

¹⁰³ Pour les produits manufacturés visés par des mesures antidumping (en date du 30 juin 2006), voir le document de l'OMC G/ADP/N/145/CAN du 1^{er} septembre 2006.

¹⁰⁴ Ainsi que l'ont indiqué les autorités, la facilité de crédit des aéronefs régionaux a été mise en place pour accorder de l'assistance, des prêts ou des garanties de prêt aux fins de la vente d'appareils commerciaux à voilure fixe de construction canadienne aux transporteurs aériens nationaux.

¹⁰⁵ Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inad-ad.nsf/vwapj/aerospace-e-PDF.pdf/\\$file/aerospace-e-PDF.pdf](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inad-ad.nsf/vwapj/aerospace-e-PDF.pdf/$file/aerospace-e-PDF.pdf).

82. En avril 2005, le gouvernement fédéral et l'industrie ont lancé le Partenariat canadien de l'aérospatiale (PAC) afin d'améliorer la compétitivité globale de l'industrie aérospatiale canadienne, puis ont approuvé le Cadre stratégique national pour le secteur de l'aérospatiale et de la défense, qui présente une vision sur 20 ans destinée à orienter la future politique du gouvernement et ses décisions de programmes, et à présenter une base de collaboration entre les différents intervenants.¹⁰⁶ Le nouveau gouvernement entré en fonction en février 2006 examine toutes les options qui s'offrent à lui pour aller de l'avant.

83. En 2006, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie de développement de l'industrie aéronautique québécoise, laquelle énonce les mesures qu'entend prendre le gouvernement pour aider l'industrie aéronautique québécoise. L'aide est ciblée sur cinq domaines stratégiques: les maîtres d'œuvre et les équipementiers; le développement des petites et moyennes entreprises québécoises; le maintien d'un bassin de main-d'œuvre qualifiée; l'innovation et la productivité; et le renforcement du partenariat avec le gouvernement fédéral. Elle prend la forme, entre autres choses, d'une aide financière (y compris des prêts, un soutien au financement des ventes, la contribution de capital-actions); l'organisation de missions commerciales à l'étranger et la participation aux principaux salons de l'aéronautique; un soutien aux établissements d'enseignement et la promotion du programme de visas pour chercheurs et experts étrangers; et des mesures fiscales destinées à appuyer la recherche précompétitive.¹⁰⁷

ii) Textiles et vêtements

84. En 2005, le secteur des textiles et vêtements a contribué à hauteur de 4,8 milliards de dollars canadiens au PIB, contre 6 milliards en 2002; le déclin a été plus important dans le sous-secteur des vêtements que dans celui des textiles.¹⁰⁸ En 2005, le Québec a compté pour un peu plus de la moitié des livraisons totales canadiennes de textiles et de vêtements, et l'Ontario juste un peu moins du tiers. L'emploi dans le sous-secteur des textiles, celui qui présente la plus forte intensité de capital, a été relativement stable, alors qu'un nombre considérable d'emplois ont été perdus dans le sous-secteur des vêtements, celui qui présente la plus forte intensité de main-d'œuvre: de 2000 à 2004, le nombre d'emplois est tombé de 94 000 à 71 000.¹⁰⁹

85. L'essentiel des exportations canadiennes de vêtements est destiné aux États-Unis¹¹⁰ et, à cet égard, l'ALENA permet que des quantités contingentaires précises (le niveau de préférence tarifaire) de vêtements et de produits textiles non originaires soient échangées en franchise de droits entre les partenaires. Les taux d'utilisation du niveau de préférence tarifaire des États-Unis ont diminué dans toutes les catégories pendant la période considérée (tableau IV.1). Lors du précédent examen de la

¹⁰⁶ Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inad-ad.nsf/en/ad03860e.html>.

¹⁰⁷ Informations en ligne de Développement économique, Innovation et Exportation Québec. Adresse consultée: http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/en/ministere/service.prt?svcid=PAGE_GENERIQUE_CATEGORIES56&iddoc=75193.

¹⁰⁸ Informations en ligne de Statistique Canada, "Produit intérieur brut par industrie". Adresse consultée: <http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub.cgi?catno=15-001-XIE2006008>.

¹⁰⁹ Statistique Canada (2005b).

¹¹⁰ Bloskie (2005).

politique commerciale du Canada, les contingents avaient à peine été utilisés pour les exportations à destination du Mexique.

Tableau IV.1

Taux d'utilisation du niveau de préférence tarifaire de l'ALENA pour les exportations à destination des États-Unis, 2002-2005
(Pour cent)

Désignation du produit	2002	2003	2004	2005
Vêtements en laine	100	100	98	91
Costumes de laine pour H et G	49	53	50	51
Vêtements de coton ou de tissu synthétique	87	82	80	64
Faits de tissus importés	..	60	56	38
Faits de fils importés	..	39	40	37
Tissu de coton ou de fibres synthétiques et articles confectionnés	86	77	63	50
Tissu tissé	100	100	99	78
Tissus maille	40	33	18	14
Couvre-pieds et autres articles de la sous-position 9404.90	..	0	0	0
Fils de coton ou fils synthétique et articles confectionnés	26	25	26	22

.. Non disponible.

Source: Affaires étrangères et Commerce international Canada (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/eicb/textile/textiles-en.asp>).

86. À partir de 2003, le gouvernement fédéral a lancé de nouvelles initiatives visant à soutenir l'industrie canadienne des textiles et des vêtements afin qu'elle devienne plus compétitive au niveau international et qu'elle s'ajuste aux répercussions de la libéralisation des échanges issue de l'élimination des droits de douane à l'importation en provenance des PMA en 2003¹¹¹, des réductions finales des taux consolidés en 2004 (chapitre III 2) iv) b)), et de l'élimination des contingents dans le cadre de la phase finale du démantèlement de l'ATV en décembre 2004.

87. Le Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement (PICTV), qui a commencé ses activités en janvier 2003 avec un financement de 33 millions de dollars canadiens, visait à soutenir des projets destinés à aider le secteur des vêtements et des textiles et ses associations sectorielles à implanter de nouvelles technologies susceptibles d'améliorer la productivité; à renforcer ses stratégies de mise en marché; à repérer les marchés niches à haut potentiel; à renforcer les activités en ligne; et à diversifier les produits. Tous les fonds ont été distribués sur plus de 400 projets et le programme a pris fin.

88. En 2004, le gouvernement a lancé un nouveau programme triennal, baptisé Efficacité de la production de textiles (CANtex), doté d'un financement initial de 26,7 millions de dollars canadiens, auquel s'est greffé un financement additionnel de 50 millions de dollars canadiens en décembre 2004, puis une prorogation jusqu'à 2010. En septembre 2006 cependant, le financement a été amputé de 24,9 millions de dollars canadiens dans le cadre d'un réexamen des dépenses gouvernementales. Le programme comporte deux volets: un volet "Productivité", visant à aider les entreprises à améliorer leur efficacité; et un volet "Transformation", destiné aux entreprises désireuses de se diversifier dans la production de textiles à plus grande valeur ajoutée pour les marchés à créneau en croissance.¹¹²

¹¹¹ Selon statistique Canada, le Bangladesh est le seul PMA qui participe à un important commerce de textiles et de vêtements avec le Canada. En 2000, la valeur des importations en provenance du Bangladesh avait atteint les 165,2 millions de dollars canadiens, et en 2004, les 480 millions de dollars canadiens (Statistique Canada 2005b).

¹¹² Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inctpc-ptc.nsf/en/Home>.

89. Un certain nombre de régimes de remise de droits de douane se rapportant à des importations de textiles et de vêtements sont en vigueur; beaucoup ont été reconduits pendant la période considérée (chapitre III 2) iv)).¹¹³

90. Dans la foulée de son budget 2005-2006, le gouvernement du Québec a procédé à des ajustements de son crédit d'impôt pour le design (de 15 pour cent ou à concurrence de 30 pour cent pour les petites et moyennes entreprises), applicable sur les salaires ou les honoraires versés à des designers de mode salariés ou consultants qui sont employés par des entreprises exerçant au moins 20 pour cent de leurs activités manufacturières au Québec. La portée du crédit d'impôt a été élargie de manière à augmenter le nombre de catégories d'entreprises admissibles et à reconnaître le travail des patronniers et des assistants designers dans le secteur des textiles et des vêtements.¹¹⁴

iii) Construction navale

91. La liste tarifaire du Canada (chapitre III 2) iv)) compte quelques produits manufacturés passibles de droits non consolidés, dont les paquebots, les bateaux-citernes, les remorqueurs, les bateaux de forage et les bateaux plate-forme (12 lignes relevant du SH 89). Lors de l'examen de la politique commerciale du Canada en 2000, les autorités avaient noté que cet instrument était le seul dont disposait le Canada pour protéger sa petite industrie de la construction navale.¹¹⁵ Les droits appliqués dans le secteur de la construction navale varient de zéro à 25 pour cent.

92. En 2001, le gouvernement fédéral a annoncé une nouvelle politique pour le secteur de la construction navale et maritime industrielle, axée sur la prospection de nouveaux débouchés et sur la croissance et l'innovation, en remplacement de la politique existante.¹¹⁶ Ces mesures se voulaient une réponse à des préoccupations exprimées antérieurement au gouvernement fédéral par l'industrie canadienne de la construction navale relativement à un manque d'investissement et d'innovation; à des pratiques commerciales nuisibles à la productivité; à un appui financier insuffisant; et à un budget fédéral d'achats trop maigre et de nature sporadique. L'industrie de la construction navale avait subi des reculs importants sur les plans de la valeur ajoutée et de l'emploi dans les années 90.¹¹⁷

¹¹³ Informations en ligne de la Gazette du Canada. Adresse consultée: <http://canadagazette.gc.ca/partII/2005/20050112/html/sor09-e.html>; et informations en ligne de l'Agence des services frontaliers du Canada. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/menu/D8-e.html>.

¹¹⁴ Renseignements additionnels sur les mesures du budget 2005-2006, 21 avril 2005 (page 54). Adresse consultée: <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2005-2006/en/pdf/AdditionalInfoMeasures.pdf>. Le crédit d'impôt pour le design s'applique également aux activités de design industriel.

¹¹⁵ Document de l'OMC WT/TPR/M/78 du 5 février 2001.

¹¹⁶ Comme l'a noté le Ministre de l'industrie, ces mesures comprenaient: un tarif douanier de 25 pour cent imposé à plusieurs catégories de navires; une déduction fiscale pour amortissement accéléré accordée aux propriétaires/exploitants; et une politique de "l'achat au Canada" pour les approvisionnements gouvernementaux en régime de concurrence. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/insim-cnmi.nsf/en/uv00038e.html>.

¹¹⁷ Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/insim-cnmi.nsf/en/uv00038e.html>.

93. Un des principaux éléments de la politique en matière de construction navale et maritime industrielle a été le Mécanisme de financement structuré (MFS), qui offrait une aide financière aux acheteurs et preneurs à bail de navires de construction canadienne. Le soutien octroyé au titre du programme comportait trois éléments: i) une contribution non remboursable pouvant aller jusqu'à 15 pour cent du prix d'achat d'un navire neuf de construction canadienne; ii) une assurance-crédit gouvernementale pour une partie d'un prêt ou d'une location en vue de l'achat de navires fabriqués au Canada; et iii) une contribution non remboursable en vue d'une assurance privée de prêt/location à concurrence de certaines limites.¹¹⁸ Le soutien total accordé dans le cadre des trois éléments ne pouvait dépasser 15 pour cent du prix d'achat. Depuis 2002, plus de 30 projets ont bénéficié ou sont sur le point de bénéficier d'un financement, la contribution unitaire variant de 41 636 à 11 103 450 dollars canadiens.¹¹⁹ Le programme doit prendre fin en 2007.¹²⁰

94. Le gouvernement du Québec offre un crédit d'impôt remboursable pour la construction de navires, ainsi qu'une réduction de la taxe sur le capital pour l'acquisition de navires construits entièrement dans la province.¹²¹

iv) Industrie automobile

95. L'industrie automobile (y compris la fabrication de pièces détachées et d'équipements) est la plus grande industrie manufacturière canadienne, avec une contribution de 22 milliards de dollars canadiens au PIB en 2005, ce qui représente 12,4 pour cent du PIB du secteur manufacturier (20 milliards de dollars canadiens ou 11,8 pour cent du PIB du secteur manufacturier en 2002).¹²² Les exportations vers les États-Unis ont représenté 97,7 pour cent des exportations totales de l'industrie.¹²³ Les importants investissements annoncés par quelques grandes entreprises ont engendré des perspectives positives pour l'industrie.¹²⁴

96. En 2001, à la suite d'une procédure de règlement de différend dans le cadre de l'OMC lancée par l'Union européenne et le Japon, le "Pacte de l'automobile" entre les États-Unis et le Canada a été

¹¹⁸ Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/insim-cnmi.nsf/en/uv00003e.html>.

¹¹⁹ Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/insim-cnmi.nsf/en/uv00033e.html>.

¹²⁰ Document de l'OMC G/SCM/N/123/CAN du 1^{er} août 2005.

¹²¹ Informations en ligne du Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation du Québec (MDEIE). Adresse consultée: <http://www.mdeie.gouv.qc.ca/page/web/portail/en/nav/programmes.html?&iddoc=44888>.

¹²² En chiffres absolus, les deux principales activités (définition du SCIAN – Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) ont été: la fabrication de véhicules automobiles (7,677 milliards de dollars canadiens en 2002 et 8,750 milliards de dollars canadiens en 2005); et la fabrication de pièces pour véhicules automobiles (9,818 milliards de dollars canadiens en 2002 et 10,396 milliards de dollars canadiens en 2005).

¹²³ Industrie Canada (2005).

¹²⁴ Statistique Canada (2006b).

démantelé.¹²⁵ En place depuis 1965, cet accord avait créé un marché nord-américain unique en éliminant les droits de douane entre les deux pays pour les voitures, les camions, les autobus et autocars, les pneus et les pièces détachées, et prévoyait des prescriptions en matière de teneur en éléments nationaux.¹²⁶

97. Les autorités indiquent que les véhicules vendus au détail dans les pays autres que le Canada et les États-Unis ne sont pas conformes à la Loi canadienne sur la sécurité automobile, ne peuvent être mis en conformité avec cette loi et de ce fait, ne peuvent être importés au Canada. Les véhicules vendus au détail aux États-Unis peuvent être importés parce qu'ils relèvent des dispositions de l'ALENA (Annexe 300-A) et sont construits selon des normes de sécurité quasi identiques (et peuvent être modifiés de manière à respecter les prescriptions canadiennes). Aux termes de l'ALENA, les véhicules importés vendus au détail au Mexique seront progressivement admissibles entre le 1^{er} janvier 2009 et le 1^{er} janvier 2019.¹²⁷ Les véhicules d'occasion importés de façon permanente au Canada devront être conformes ou être mis en conformité avec toutes les normes de sécurité en vigueur au Canada.

98. En 2004, l'industrie automobile a représenté près de 47 pour cent des exportations internationales de marchandises de l'Ontario.¹²⁸ En avril 2004, le gouvernement ontarien a lancé une stratégie d'investissement dans le secteur de l'automobile, en partenariat avec l'industrie; une somme totale de 500 millions de dollars canadiens a été prévue pour permettre aux travailleurs de parfaire leurs compétences professionnelles, d'améliorer les technologies environnementales et énergétiques de même que les infrastructures publiques, et d'accroître les investissements dans la recherche et l'innovation.¹²⁹

5) SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION ET DE RADIODIFFUSION

i) Introduction

99. Depuis le précédent examen de la politique commerciale du Canada, aucune modification réglementaire d'importance n'a été apportée aux services de télécommunications ou de radiodiffusion. Selon un groupe d'étude désigné par le Ministre de l'industrie, si la politique et le cadre réglementaire des télécommunications du Canada ont effectivement favorisé la concurrence et permis d'atteindre des objectifs sociaux, une réforme réglementaire s'impose pour mieux répondre à l'évolution des conditions technologiques.¹³⁰ En guise de réponse préliminaire aux recommandations formulées par

¹²⁵ Pour un résumé du différend, voir: Informations en ligne de l'OMC. Adresse consultée: http://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/cases_e/ds142_e.htm.

¹²⁶ Pour un historique du Pacte de l'automobile, voir: Informations en ligne du gouvernement du Canada. Adresse consultée: http://canadianeconomy.gc.ca/english/economy/1965canada_us_auto_pact.html.

¹²⁷ Mémorandum D-9-1-11 de l'Agence des services frontaliers du Canada. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/E/pub/cm/d9-1-11/d9-1-11-e.html>.

¹²⁸ Informations en ligne du Ministère des finances de l'Ontario. Adresse consultée: http://www.fin.gov.on.ca/english/budget/bud04/pdf/papers_all.pdf.

¹²⁹ Informations en ligne du gouvernement de l'Ontario. Adresse consultée: <http://www.premier.gov.on.ca/news/Product.asp?ProductID=401>.

¹³⁰ Informations en ligne du Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications. Adresse consultée: <http://www.telecomreview.ca/epic/internet/intprp-gecrt.nsf/en/Home>.

le groupe d'étude, le gouvernement canadien a ordonné à l'organisme de réglementation de laisser s'exercer, dans la mesure du possible, le libre jeu du marché.¹³¹

100. Les recettes totales au titre des services de télécommunication (à l'exclusion de la radiodiffusion) ont atteint les 34,5 milliards de dollars canadiens en 2005, soit une augmentation de 3,5 pour cent par rapport à l'année précédente; cette augmentation est attribuable pour sa plus grande partie à la croissance des recettes générées par les services Internet et à large bande et les services sans fil. Les services sans fil sont le plus important secteur du marché canadien des télécommunications, avec 32 pour cent des recettes sectorielles en 2005. La majorité des sous-secteurs sont dominés par une ou deux grosses entreprises "titulaires".¹³² La concurrence s'est intensifiée régulièrement. La part de marché des recettes des entreprises titulaires (à l'exclusion des activités hors territoire, pour lesquelles ces entreprises sont considérées comme des "entreprises concurrentes") était de 65 pour cent en 2005, contre 70 pour cent en 2003. Les parts de marché des recettes des entreprises concurrentes en 2005 ont été de 19 pour cent pour les entreprises propriétaires d'installations, 11 pour cent pour les entreprises de services locaux titulaires exerçant des activités hors territoire, et 5 pour cent pour les revendeurs.

101. À la fin de 2004, 96 pour cent des ménages canadiens disposaient de services téléphoniques filaires. Le taux de croissance annuel du nombre d'abonnés aux services de télécommunication sans fil a été de 12 pour cent pour la période 2001-2005; le nombre total d'abonnés a atteint quelque 17 millions en 2005, soit un taux de pénétration de 52 pour 100 habitants.¹³³ En 2005, 89 pour cent des ménages habitaient dans des zones desservies par des entreprises de câblodistribution en mesure d'offrir la fois des services à large bande et des services de radiodiffusion conventionnels. Toutefois, entre juin 2003 et juin 2006, le Canada est tombé du deuxième au neuvième rang des pays de l'OCDE pour ce qui est du taux de pénétration des services à large bande.¹³⁴

ii) Cadre institutionnel et juridique

102. Les engagements contractés par le Canada au sujet des télécommunications et annexés au quatrième Protocole de l'AGCS portent sur la plupart des services.¹³⁵ La liste des engagements spécifiques du Canada exclut les services réglementés par la Loi sur la radiodiffusion¹³⁶ (lesquels incluent les services de radiodiffusion directe à domicile et les services de radiodiffusion directe par satellite). Le Canada a consolidé ses restrictions existantes à la propriété étrangère dans le secteur des

¹³¹ Informations en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: <http://www.ic.gc.ca/cmb/welcomeic.nsf>.

¹³² CRTC (2006), *Rapport de surveillance du CRTC sur les télécommunications*, juillet. Adresse consultée: <http://www.crtc.gc.ca/eng/publications/reports/PolicyMonitoring/2006/tmr2006.htm>.

¹³³ *Idem*.

¹³⁴ Industrie Canada (2006), *Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications - Rapport final, mars*; et OCDE (2005), *Communications Outlook – Rapport annuel*.

¹³⁵ Document de l'OMC GATS/SC/16/Suppl.3 du 11 avril 1997.

¹³⁶ La Loi sur la radiodiffusion définit la radiodiffusion comme étant la transmission, à l'aide d'ondes radioélectriques ou de tout autre moyen de télécommunication, d'émissions encodées ou non et destinées à être reçues par le public à l'aide d'un récepteur, à l'exception de celle qui est destinée à la présentation dans un lieu public seulement. La Loi précise par ailleurs que le CRTC réglemente et surveille tous les aspects du système canadien de radiodiffusion.

télécommunications (voir ci-après); il s'est engagé à éliminer les restrictions à l'acheminement du trafic frappant tous les services internationaux et par satellite, afin, entre autres choses, d'empêcher le trafic canadien de transiter par les États-Unis.¹³⁷ Aucune restriction ne frappe les services améliorés ou à valeur ajoutée.

103. L'offre conditionnelle révisée du Canada concernant les services propose d'éliminer les restrictions restantes à l'accès au marché pour les services de télécommunications de base disponibles selon le mode de la fourniture transfrontières.¹³⁸

a) Télécommunications

104. Industrie Canada est le ministère responsable de la politique des télécommunications et de la politique et de la gestion du spectre des fréquences. Relève également de ses attributions l'octroi de licences pour les câbles sous-marins internationaux et pour l'utilisation du spectre en application de la Loi sur la radiocommunication.

105. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) est un organisme public de réglementation indépendant doté de pouvoirs quasi judiciaires.¹³⁹ La Loi de 1993 sur les télécommunications donne au CRTC le mandat et le pouvoir d'agir dans le secteur des télécommunications. Par ailleurs, le CRTC doit, en concertation avec le Bureau de la concurrence, veiller à ce que les principaux fournisseurs ne se livrent pas à des pratiques anticoncurrentielles; les deux organismes ont un rôle à jouer dans l'évaluation de projets de fusion d'entreprises, celui du CRTC consistant surtout, entre autres choses, à examiner la question sous l'angle des prescriptions relatives à la propriété étrangère.

106. Le Comité directeur du CRTC sur l'interconnexion (CDCI) contribue à l'élaboration de normes et d'accords en matière d'interconnexion, et de lignes directrices pour les besoins des autres activités réglementaires du CRTC. Il regroupe un certain nombre de groupes de travail composés de représentants du CRTC, de l'industrie et du public en général.

107. Toutes les entreprises de télécommunications possédant des installations au Canada doivent être détenues et contrôlées par des Canadiens et être constituées en vertu des lois du Canada ou d'une province.¹⁴⁰ Le régime réglementaire actuel du Canada sur la propriété étrangère est identique à celui qui est décrit dans ses engagements au titre de l'AGCS. L'investissement étranger direct dans les entreprises de services propriétaires d'installations est limité à un maximum combiné de 46,7 pour cent des actions avec droit de vote, à raison de 20 pour cent de propriété directe et de 26,7 pour cent de propriété indirecte.¹⁴¹ En outre, pas moins de 80 pour cent des membres du conseil d'administration doivent être de nationalité canadienne. Ces dispositions ne s'appliquent pas à la

¹³⁷ Document de l'OMC WT/TPR/S/112/Rev.1 du 19 mars 2003, chapitre IV 5).

¹³⁸ Document de l'OMC TN/S/O/CAN/Rev.1* du 22 mai 2005.

¹³⁹ Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Adresse consultée: <http://laws.Table 20, justice.gc.ca/en/c-22/227307.html>.

¹⁴⁰ Loi sur les télécommunications (1993) et Règlement sur la propriété et le contrôle des entreprises de télécommunication canadiennes (1994). Adresse consultée: <http://laws.justice.gc.ca/en/t-3.4/sor-94-667/179048.html>.

¹⁴¹ Le pourcentage de 26,7 pour cent de propriété indirecte est le résultat d'une participation de 33,3 pour cent dans une société de portefeuille qui détenait les 80 pour cent restants de l'entreprise exploitante.

propriété et à l'exploitation des entreprises suivantes: câbles sous-marins internationaux, systèmes de satellites mobiles et fixes et revendeurs de services de télécommunications, pour lesquels une propriété étrangère de 100 pour cent est autorisée.¹⁴² Dans le contexte du précédent examen de la politique commerciale du Canada, plusieurs Membres de l'OMC ont demandé quelles étaient les chances d'un assouplissement des limites imposées à la propriété et au contrôle étrangers.¹⁴³ Selon les autorités, le Canada examine les avantages et les conséquences éventuels d'un accroissement de l'investissement étranger dans son secteur des télécommunications. Toutefois, aucune décision n'a encore été prise en vue de modifier le régime existant (en date de fin 2006).

108. Les revendeurs et les fournisseurs de services de télécommunications locaux et interurbains propriétaires d'installations ont pour seule obligation de s'enregistrer auprès du CRTC, alors que les fournisseurs de services internationaux doivent détenir une licence. Pour fournir des services téléphoniques locaux, une entreprise doit s'enregistrer auprès du CRTC en tant qu'entreprise de services locaux concurrente (ESLC).

109. Les licences d'utilisation du spectre pour offrir des services de communication sans fil sont octroyées par Industrie Canada, qui a favorisé le recours au processus de mise en concurrence sous réserve du paiement de droits ponctuels.¹⁴⁴ Industrie Canada détermine les conditions attachées à une licence et peut examiner la possibilité de recourir aux dispositions de la politique telles que celles sur les limites de regroupement de fréquences pour favoriser la concurrence. Il est aussi chargé d'octroyer les licences de câbles sous-marins internationaux, de satellites et de stations terriennes de télécommunications par satellite.

110. Les licences visant la fourniture de services de télécommunication internationale de base (STIB) sont octroyées par le CRTC. En 2005, celui-ci a apporté des modifications aux licences STIB, tels que le nouveau formulaire de demande simplifié, les durées de licence plus longues (dix ans au lieu de cinq) et l'élimination de la plupart des prescriptions liées à la détection des comportements anticoncurrentiels. Sauf dans les cas où un comportement anticoncurrentiel est préjudiciable pour le marché canadien, le CRTC ne réglemente pas les ententes internationales de partage des revenus.¹⁴⁵

111. Le CRTC oblige les entreprises de services locaux titulaires (ESLT) à fournir aux entreprises concurrentes un accès dégroupé aux installations essentielles – y compris l'accès aux lignes locales – en vertu du principe de la tarification obligatoire, de même que les services d'interconnexion.¹⁴⁶ Pour garantir des conditions non discriminatoires, les ESLT en situation de domination doivent également déposer auprès du CRTC leur tarification pour les interconnexions et d'autres services. Le CRTC prescrit le partage en parts égales des coûts liés à l'établissement de circuits d'interconnexion dans chaque région prédéterminée pour l'interconnexion, et adopte une approche dite

¹⁴² Loi sur les télécommunications (1993) et Règlement sur la propriété et le contrôle des entreprises de télécommunication canadiennes (1994).

¹⁴³ Document de l'OMC WT/TPR/M/112/Add.1 du 16 juin 2003.

¹⁴⁴ Industrie Canada n'est pas tenue de recourir au mécanisme de mise en concurrence.

¹⁴⁵ Décision Télécom CRTC 98-17, 1998.

¹⁴⁶ Décision Télécom CRTC 97-8, 1997.

de "facturation-conservation" pour la rémunération du raccordement.¹⁴⁷ Aucune tarification n'est imposée ni publiée pour les raccordements de trafic fixe à trafic mobile.¹⁴⁸

112. Le CRTC encourage les participants au marché à utiliser d'autres méthodes de règlement des différends liés à l'interconnexion, y compris les négociations bilatérales, la médiation par un tiers ou le mécanisme de résolution alternative des différends par l'intervention du CRTC lui-même.¹⁴⁹ Un mécanisme plus formel, relevant du CRTC, permet à celui-ci de rendre une décision ou de déterminer qu'un nouveau processus public s'impose. Le CRTC a mis en place une procédure accélérée de règlement des différends en matière de télécommunications en 2004¹⁵⁰, et en matière de radiodiffusion en 2005.

113. Le Canada a signé des accords internationaux avec l'Argentine et le Mexique pour la coordination de la fourniture de services par satellite¹⁵¹, ainsi que des ententes et des arrangements relatifs aux radiocommunications de terre avec le Danemark, la France et les États-Unis pour la coordination et l'utilisation des fréquences radio.¹⁵²

114. Les services de "voix sur protocole Internet" (Voice over Internet Protocol – VoIP) sont réglementés par le CRTC uniquement lorsqu'ils sont fournis et utilisés en tant que services téléphoniques locaux. Afin de prévenir les abus de leurs pouvoirs de la part des ESLT, le CRTC les oblige à déposer leur tarification pour les services VoIP qui dépendent de l'accès à leur propre réseau. Les ESLT sont par ailleurs soumises aux restrictions prévues dans l'ensemble des prescriptions réglementaires existantes lorsqu'elles sollicitent leurs anciens clients. Toutefois, les services VoIP disponibles avec toutes les connexions Internet à haute vitesse ainsi que les services fournis par les ESLC et les revendeurs ne sont pas réglementés. Les services VoIP d'ordinateur à ordinateur ("peer-to-peer" ou poste à poste) ne sont pas réglementés.

115. La transférabilité des numéros locaux (TNL) a été mise en œuvre dans les grands centres du Canada, et les ESLT sont tenus de l'offrir dans les petits centres à la demande d'une ESLC.¹⁵³ En 2005, le CRTC a publié une décision obligeant toutes les entreprises canadiennes de téléphonie sans fil à mettre en œuvre la TNL dans la plupart des régions du Canada au plus tard le

¹⁴⁷ Selon le mécanisme de facturation-conservation, l'entreprise qui achemine l'appel à partir du point d'origine n'a pas à compenser celle qui effectue le raccordement. Le CRTC permet par ailleurs la compensation réciproque, s'il y a lieu.

¹⁴⁸ Décision Télécom CRTC 97-8, 1997; Décision Télécom CRTC 2004-96, 2004; et Décision Télécom CRTC 2006-35, 2006.

¹⁴⁹ Informations en ligne. Adresse consultée: http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/dpr1/04-05/CRTCCRTC/CRTC-CRTCd4503_e.asp.

¹⁵⁰ Informations en ligne. Adresse consultée: <http://www.crtc.gc.ca/archive/ENG/Circulars/2004/ct2004-2.htm>.

¹⁵¹ Informations en ligne. Adresse consultée: http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/insmt-gst.nsf/en/h_sf06101e.html.

¹⁵² Informations en ligne. Adresse consultée: http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/insmt-gst.nsf/en/h_sf01361e.html.

¹⁵³ Décision Télécom CRTC 97-08, 1997.

14 mars 2007.¹⁵⁴ Les plans d'implantation de la TNL comprennent également la transférabilité intermodale (service sans fil à service filaire et service filaire à service sans fil). A par ailleurs été mise en œuvre la présélection des entreprises pour les appels interurbains et internationaux.¹⁵⁵

b) Radiodiffusion

116. Aux termes de diverses lois, il ne peut être délivré de licences de radiodiffusion à des entreprises qui ne sont pas sous propriété et contrôle canadiens aux mêmes conditions en matière de participation au capital et de composition du conseil d'administration que celles qui visent les entreprises de télécommunications (voir ci-dessus), et qui ne sont pas constituées en vertu des lois fédérales et provinciales canadiennes et ne répondent pas à d'autres prescriptions.¹⁵⁶ Selon les règles actuelles, la propriété étrangère des entreprises de programmation de radiodiffusion et des entreprises de distribution de radiodiffusion au Canada est plafonnée à 20 pour cent pour les entreprises exploitantes et à 33,3 pour cent pour les sociétés de portefeuille. Cela signifie que dans le secteur de la radiodiffusion, de la câblodistribution ou de la diffusion directe par satellite, la propriété combinée directe (20 pour cent) et indirecte (26,7 pour cent¹⁵⁷) peut atteindre 46,7 pour cent. Aux fins de la réglementation, les fournisseurs d'accès Internet sont assimilés à des entreprises de télécommunications.

117. Conformément à la Loi sur la radiodiffusion, le CRTC a mis en place un système en vue de réglementer le contenu canadien dans les émissions diffusées au Canada. Entre autres mesures, il exige des stations et réseaux privés de télévision et des stations de télévision à caractère ethnique d'atteindre un niveau global annuel de 60 pour cent de contenu canadien aux heures de jour et de 50 pour cent aux heures de soirée. La Société Radio-Canada (CBC) doit s'assurer qu'au moins 60 pour cent de sa programmation totale des heures de jour soit canadienne. Les prescriptions applicables aux services de télévision payante, de télévision spécialisée et de télévision à la carte sont énoncées dans les conditions attachées aux licences respectives.

118. Le CRTC exige également de toutes les stations de radio qu'elles s'assurent chaque semaine que 35 pour cent de leurs sélections musicales populaires sont canadiennes. Les stations de langue française doivent offrir au moins 65 pour cent de leur programmation de musique populaire de chaque semaine en français. Les entreprises de services de radio par satellite par abonnement doivent, au-delà de certains seuils d'abonnement réalisés, distribuer un minimum de dix canaux offrant une programmation canadienne originale, ou affecter un minimum de 6 pour cent de leurs recettes brutes au développement des talents canadiens. Par ailleurs, ces entreprises doivent distribuer un minimum de quatre canaux de productions canadiennes originales en langue française. Un minimum de 85 pour cent de la programmation musicale de tous les canaux originaux produits au Canada doit être canadienne, et un minimum de 65 pour cent de toutes les sélections musicales populaires diffusées sur chaque canal de langue française doivent être en français.¹⁵⁸

¹⁵⁴ Décision Télécom CRTC 05-72, 2005.

¹⁵⁵ Décision Télécom CRTC 92-12, 1992.

¹⁵⁶ Loi sur la radiodiffusion, Loi sur la radiocommunication, Règlement sur la radiocommunication, et Instructions au CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens).

¹⁵⁷ Obtenue par la multiplication de 33,3 pour cent par 80 pour cent.

¹⁵⁸ Décisions n° 2006-37 et 2006-38 du CRTC.

119. Le gouvernement canadien a révisé sa politique concernant l'utilisation des satellites pour répondre aux besoins du public canadien en matière de radiodiffusion. À compter de septembre 2005, les exploitants de "services canadiens de radiodiffusion numérique par abonnement" peuvent, dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'aucun satellite canadien n'est disponible pour assurer la distribution de leurs signaux canadiens au Canada, avoir recours à des satellites étrangers. En outre, ils peuvent utiliser des satellites étrangers pour distribuer leurs signaux aux têtes de ligne de réseaux terrestres de distribution. En revanche, ils doivent avoir recours à des satellites canadiens pour distribuer leurs signaux directement aux ménages dans le cadre d'un service canadien de distribution par satellite de radiodiffusion directe. Pour être distribués, les services de programmation étrangère doivent recevoir l'approbation du CRTC et être "énumérés" sur la Liste des services par satellite admissibles.

120. Les règles du CRTC prévoient que les entreprises de distribution de programmation telles que les câblodistributeurs et les fournisseurs de services de radiodiffusion directe par satellite doivent donner la priorité à la distribution des signaux de télévision canadiens.¹⁵⁹

6) SERVICES FINANCIERS

i) Introduction

121. Le nombre des banques en activité au Canada est demeuré pratiquement inchangé durant la période considérée, mais la composition du secteur bancaire s'est légèrement modifiée (tableau IV.2). Entre mars 2003 et mars 2006, le nombre de banques canadiennes s'est accru – passant de 16 à 21 – tandis que le nombre de filiales de banques étrangères reculait de 32 à 26. En mars 2006, il y avait trois succursales de banques étrangères de plus que trois ans auparavant. Toutes les banques canadiennes appartiennent à des intérêts privés.

Tableau IV.2
Institutions financières exerçant des activités au Canada^a

	2003 ^b		2006 ^b	
	Nombre d'institutions	Actif ^c (millions de dollars canadiens)	Nombre d'institutions	Actif ^c (millions de dollars canadiens)
Banques				
Banques canadiennes	16	1 645 618	21	1 905 673
Filiales de banques étrangères	32	85 425	26	109 446
Succursales de banques étrangères	21	25 916	24	37 078
Sociétés de fiducie et e prêt				
Appartenant à des banques	30	197 912	30	203 298
Autres	34	9 720	38	16 829
Associations coopératives de crédit^d	7	11 983	7	14 931
Sociétés d'assurance-vie				
Constituées au Canada	42	325 091	45	361 997
Succursales de sociétés étrangères	55	27 986	53	18 429
Sociétés de secours mutuel				
Constituées au Canada	13	6 201	12	5 838
Succursales de sociétés étrangères	10	1 035	9	1 523

¹⁵⁹ Informations en ligne du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Adresse consultée: http://www.crtc.gc.ca/eng/INFO_SHT/b311.htm.

	2003 ^b		2006 ^b	
	Nombre d'institutions	Actif ^c (millions de dollars canadiens)	Nombre d'institutions	Actif ^c (millions de dollars canadiens)
Sociétés d'assurance de dommages				
Constituées au Canada	89	48 068	93	65 825 ^e
Succursales de sociétés étrangères	102	21 163	96	24 838 ^e
Régimes de retraite	1 205	90 656	1 304	116 576

a Ce tableau n'englobe que les sociétés de droit fédéral, y compris les institutions en cours de liquidation ou de cessation d'activité et celles dont l'activité se limite à l'administration des affaires existantes.

b Mars.

c L'actif total des industries réglementées par le BSIF ne correspond pas à la simple somme des montants indiqués. Les chiffres concernant les entités qui fournissent des données consolidées tiennent compte des filiales dont l'actif peut aussi être compris dans une autre catégorie.

d Cette rubrique englobe seulement les associations nationales de coopératives de crédit et six des associations provinciales, qui sont des associations professionnelles et des structures centrales de financement vouées aux coopératives de crédit. Ces associations n'offrent leurs services qu'au réseau des coopératives de crédit, et non au public.

e Décembre 2005.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des rapports annuels du BSIF (diverses éditions).

122. En septembre 2006, l'actif total du secteur bancaire était de l'ordre de 2,24 billions de dollars canadiens. À la fin de 2005, les six grandes banques (toutes canadiennes) représentaient 93 pour cent de l'actif total, soit environ le même pourcentage qu'au moment de l'examen précédent. Les banques détiennent la plus forte proportion de l'actif du secteur financier, avec 56 pour cent de l'actif total détenu au Canada en 2005.

123. Les autorités canadiennes estiment que l'abondance du capital total des banques et la qualité de leur crédit leur procurent un confortable volant de sécurité.¹⁶⁰ Selon les autorités, il existe des risques de crédit limités qui tiennent à une combinaison de facteurs – cherté de l'énergie, appréciation du taux de change et concurrence de l'Asie – et engendrent un stress financier important pour certains secteurs; les secteurs en question représentent environ 12 pour cent de la dette des entreprises.

124. En novembre 2006, le sous-secteur de l'assurance de personnes – de droit fédéral ou provincial – regroupait 105 sociétés contre 120 en 2000. Parmi les 99 sociétés de droit fédéral, on retrouvait 53 succursales de sociétés étrangères. En 2004, les trois principales sociétés du sous-secteur représentaient 63 pour cent du marché intérieur en 2004.

125. En novembre 2006, on dénombrait environ 215 sociétés privées dans le sous-secteur de l'assurance de dommages. Parmi elles figuraient 187 sociétés de droit fédéral dont 95 succursales de sociétés étrangères. En 2004, les cinq principales sociétés du sous-secteur représentaient environ 35 pour cent des primes nettes d'assurance de dommages souscrites au Canada.

126. Les banques et les assureurs de personnes du Canada sont très actifs sur les marchés extérieurs. En 2005, environ 30 pour cent des recettes des banques ont été générés à l'extérieur du pays, et en 2004 environ 54 pour cent du revenu de primes dans le sous-secteur de l'assurance de personnes provenaient de sources étrangères.

¹⁶⁰ Fonds monétaire international (2006) et Banque du Canada (2006a).

127. Les compétences en matière de services financiers sont partagées entre l'administration fédérale et les administrations des provinces. Les banques relèvent de la compétence exclusive de l'administration fédérale tandis que la réglementation des coopératives de crédit, des fonds mutuels et des firmes de courtage incombe en grande partie aux provinces. L'activité des sociétés d'assurance et des sociétés de fiducie et de prêt est réglementée tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial.

128. C'est au Ministère des finances qu'incombe la réglementation des banques et autres institutions financières de droit fédéral. Le Bureau du Surintendant des institutions financières (BSIF) assure la surveillance des institutions financières de droit fédéral et contribue à la formulation de la réglementation fédérale. Trois provinces (le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Manitoba) ont chargé le BSIF d'assurer en leur nom la surveillance prudentielle des sociétés d'assurance à charte provinciale. En vertu des accords conclus à cette fin, le BSIF assure la surveillance des sociétés d'assurance-vie et des sociétés d'assurance de dommages à charte provinciale. Les autorités provinciales réglementent les pratiques commerciales de toutes les sociétés d'assurance qui exercent des activités sur leur territoire.

129. Les principales composantes de la législation fédérale en matière financière sont la Loi sur les banques, la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, la Loi sur les sociétés d'assurance et la Loi sur les associations coopératives de crédit. La législation financière canadienne fait l'objet d'un examen tous les cinq ans. De nouvelles dispositions législatives ont été adoptées par suite de l'examen effectué en 2001.¹⁶¹ Dans le cadre du tout dernier examen, le Parlement a été saisi de plusieurs propositions de modification législative en novembre 2006.¹⁶²

ii) Services bancaires

130. Les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national que le Canada a souscrits en vertu de l'AGCS sont conformes au Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers.¹⁶³ Dans le contexte des négociations menées sur les services financiers après le Cycle d'Uruguay, le Canada a révisé les engagements qu'il avait souscrits en 1995 en autorisant les banques étrangères à établir directement des succursales sur son territoire et en éliminant la prescription selon laquelle les filiales de banques étrangères devaient obtenir un agrément ministériel pour y établir plus d'une succursale. Dans le cadre des négociations de Doha, le Canada a présenté une offre révisée en matière de services.¹⁶⁴ De plus, il a été coauteur d'un document sur la libéralisation des services financiers et a coordonné une demande plurilatérale portant sur ces services. L'offre révisée reflète largement le nouveau cadre législatif et réglementaire qui s'appliquait au secteur bancaire au milieu de 2006.

131. Depuis le précédent examen de la politique commerciale du Canada, aucune modification majeure n'a été apportée à la législation régissant l'accès aux marchés dans le secteur bancaire. Durant l'examen de la législation financière effectué en 2006, le gouvernement a proposé d'éliminer la prescription selon laquelle le Ministre des finances doit approuver l'entrée des "quasi-banques" sur le marché. On entend par "quasi-banque" une institution étrangère qui fournit des services à caractère bancaire comme les prêts à la consommation mais qui n'est pas réglementée en tant que banque ni

¹⁶¹ OMC (2003).

¹⁶² Ministère des finances du Canada (2006a).

¹⁶³ Document de l'OMC GATS/SC/16/Suppl.4/Rev.1 du 6 juin 2000.

¹⁶⁴ Document de l'OMC TN/S/O/CAN/Rev.1* du 23 mai 2005.

comme les banques dans son territoire d'attache.¹⁶⁵ Selon les autorités, l'examen de la législation a aussi permis de définir plusieurs modifications d'ordre technique qui simplifieront le régime d'accès des banques étrangères, par exemple en autorisant ces dernières à investir dans les entités de gestion de fonds mutuels et dans les fonds fermés, à détenir des placements temporaires dans des entités non admissibles et à intervenir directement dans les entités s'occupant de financement spécial.

132. Le personnel du FMI s'est inquiété de l'absence de progrès dans la résolution des enjeux d'ordre réglementaire que posent les fusions bancaires.¹⁶⁶ À cet égard, les autorités canadiennes font observer que les fusions bancaires ne constituent pas une priorité pour le gouvernement. L'OCDE a souligné qu'en raison de l'incertitude entourant les critères que le Ministre des finances pourrait appliquer pour l'approbation d'une fusion bancaire, il était difficile d'explorer les possibilités de fusion.¹⁶⁷ Elle a également souligné que les restrictions touchant la propriété des banques constituaient peut-être un obstacle aux gains d'efficacité et à l'expansion du marché (voir plus loin). Les autorités canadiennes indiquent, sur ce point, que le régime de propriété fondé sur la taille ne fait pas de distinction entre les investisseurs étrangers et nationaux, et qu'il a pour but de renforcer la sécurité et la solidité des principales institutions financières – qui suscitent les craintes les plus vives sur le plan des répercussions d'un échec pour les déposants, les souscripteurs et l'économie en général – tout en ménageant la flexibilité nécessaire pour favoriser l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché.

133. Il n'existe aucune restriction à la fourniture transfrontière de services financiers ni à la consommation à l'étranger, mais les fournisseurs étrangers doivent établir une présence commerciale au Canada pour pouvoir y faire du démarchage.

134. La loi ne prévoit aucune restriction à la propriété étrangère des banques. Toutefois, les banques dont les capitaux propres se chiffrent à au moins 5 milliards de dollars canadiens (dénommées "grandes banques") doivent être "à participation multiple", ce qui signifie qu'aucune personne, quelle que soit sa nationalité, ne peut en acquérir plus de 20 pour cent des actions avec droit de vote ou 30 pour cent des actions sans droit de vote.¹⁶⁸ De plus, il est interdit à tout actionnaire individuel (canadien ou étranger) d'acquérir le contrôle d'une grande banque. Il y a quelques exceptions à l'interdiction de contrôle, notamment pour une entité telle qu'une société de portefeuille bancaire à participation multiple ou pour une banque étrangère contrôlant une filiale bancaire canadienne qui a dépassé le seuil des 5 milliards de dollars canadiens de capitaux propres. Les Lignes directrices sur le contrôle de fait (application de la Loi sur les banques) énoncent les objectifs et les facteurs que le Ministre des finances prendrait en considération pour déterminer si une demande visant l'acquisition de plus de 10 pour cent des actions d'une grande banque contrevient à l'interdiction de contrôle. Les autorités canadiennes ont indiqué que depuis 2002, il n'y a eu aucune demande visant à acquérir plus de 10 pour cent des actions d'une grande banque.

135. Les banques dont les capitaux propres sont égaux ou supérieurs à 1 milliard de dollars canadiens mais inférieurs à 5 milliards (banques moyennes) peuvent avoir une participation restreinte. Toutefois, au moins 35 pour cent de leurs actions avec droit de vote doivent être cotées et négociables

¹⁶⁵ Ministère des finances du Canada (2006a).

¹⁶⁶ FMI (2006).

¹⁶⁷ OCDE (2006b).

¹⁶⁸ Loi sur les banques, article 374 1).

sur une bourse reconnue et faire l'objet d'une participation multiple.¹⁶⁹ Pour qu'un actionnaire unique (canadien ou étranger) puisse détenir plus de 10 pour cent des actions d'une banque moyenne ou encore d'une petite banque (moins de 1 milliard de dollars canadiens de capitaux propres), il doit obtenir l'approbation du Ministre des finances.¹⁷⁰ Dans le cadre de l'examen de la législation financière effectué en 2006, le gouvernement a proposé de porter le seuil de capitaux propres des grandes banques à 8 milliards de dollars canadiens et celui des petites banques à 2 milliards de dollars canadiens.¹⁷¹

136. Une banque étrangère peut établir et exploiter une filiale, une succursale à services complets, une succursale de crédit ou un bureau de représentation. Elle peut exploiter simultanément une succursale à services complets et une succursale de crédit. Les succursales de crédit peuvent consentir des prêts au Canada mais ne sont pas autorisées à y accepter des dépôts. Les succursales à services complets peuvent accepter des dépôts égaux ou supérieurs à 150 000 dollars canadiens. Certaines exceptions sont énoncées dans le Règlement sur les dépôts (banques étrangères autorisées). Les dépôts effectués dans les succursales à services complets ne sont pas couverts par l'assurance-dépôts (voir plus loin). La loi ne contient aucune restriction quant au nombre de banques (canadiennes ou étrangères) qui peuvent s'établir au Canada et y mener des activités. De même, il n'existe aucune restriction quant au nombre de bureaux que peuvent établir les filiales ou les succursales de banques étrangères.

137. Les filiales de banques étrangères sont autorisées à fournir les mêmes services que les banques canadiennes. Les banques ne peuvent pas offrir des services de financement automobile par crédit-bail.¹⁷² Elles ne peuvent pas intervenir directement dans la fourniture de services d'assurance, à l'exception de certaines assurances liées au crédit, ni offrir des services de courtage en valeurs mobilières.¹⁷³ Les succursales de banques étrangères sont assujetties aux mêmes restrictions.¹⁷⁴

138. Le Canada permet aux banques à participation multiple de se structurer sous forme de sociétés de portefeuille. Une banque ou une société de portefeuille bancaire peut détenir à titre de filiales d'autres sociétés de services financiers (par exemple, des sociétés d'assurance ou de courtage en valeurs mobilières), des agents financiers (par exemple, des sociétés de gestion de portefeuille ou de gestion de paie), des sociétés de services auxiliaires et d'autres entités visées dans la législation, y compris des sociétés de services d'information ou de courtage immobilier.¹⁷⁵

139. Pour s'établir au Canada et y mener des activités, une banque canadienne ou une filiale de banque étrangère doit obtenir des lettres patentes de constitution et une autorisation de

¹⁶⁹ Loi sur les banques, article 385 1).

¹⁷⁰ Loi sur les banques, article 377.1.

¹⁷¹ Ministère des finances du Canada (2006a).

¹⁷² Loi sur les banques, article 417.

¹⁷³ Règlement sur le commerce de l'assurance (banques et sociétés de portefeuille bancaires) et Règlement sur les restrictions applicables au commerce des valeurs mobilières (banques).

¹⁷⁴ Règlement sur le commerce de l'assurance (banques étrangères autorisées) et Règlement sur les restrictions applicables au commerce des valeurs mobilières (banques étrangères autorisées).

¹⁷⁵ Loi sur les banques, Partie IX.

fonctionnement.¹⁷⁶ Les lettres patentes sont délivrées par le Ministre des finances sur recommandation du Surintendant des institutions financières, tandis que l'autorisation de fonctionnement est délivrée par le Surintendant. Une demande unique permet d'obtenir les deux documents. Les demandes sont gérées par le BSIF. Des droits de 32 000 dollars canadiens doivent être acquittés en rapport avec la demande de lettres patentes.¹⁷⁷

140. En vertu de la Loi sur les banques, le Ministre des finances est autorisé à tenir compte de toutes les questions pertinentes pour prendre une décision sur la délivrance de lettres patentes de constitution.¹⁷⁸ La Loi contient une liste exemplative de ces questions.¹⁷⁹ L'un des éléments de cette liste est "l'intérêt du système financier canadien". Le Surintendant délivre l'autorisation de fonctionnement s'il a la conviction que le demandeur satisfait à toutes les prescriptions pertinentes énoncées dans la Loi sur les banques.

141. Le BSIF a publié les critères auxquels un demandeur doit répondre pour constituer et exploiter une banque au Canada.¹⁸⁰ Aucune distinction n'est faite entre les banques canadiennes et les filiales de banques étrangères, mais dans sa demande une banque étrangère doit indiquer si elle est assujettie à une surveillance et une réglementation consolidées dans son pays d'attache. De plus, la banque étrangère doit produire une déclaration d'un fonctionnaire compétent de son pays d'attache indiquant que son dossier est en règle et que le pays d'attache sait qu'elle veut établir une filiale au Canada. Dans le cas d'un demandeur faisant partie d'un groupe de sociétés, le Surintendant tient compte d'un autre critère, à savoir la présence, au sein du groupe, d'entités surveillées par le BSIF, par d'autres signataires de l'Accord de Bâle ou par des organismes qui ont signé avec le BSIF un protocole d'accord sur la coopération en matière de réglementation et de surveillance. Selon les autorités canadiennes, le Canada compte 17 protocoles d'accord en vigueur conclus avec des organismes de réglementation étrangers.¹⁸¹ Dans le cadre de l'instruction d'une demande, le BSIF peut procéder à une évaluation sur place.

¹⁷⁶ Loi sur les banques, article 22 et article 48 1).

¹⁷⁷ Règlement modifiant le Règlement de 2002 sur les droits à payer pour les services du Bureau du surintendant des services financiers.

¹⁷⁸ Loi sur les banques, article 27.

¹⁷⁹ Loi sur les banques, article 27.

¹⁸⁰ BSIF (2004b).

¹⁸¹ Commission des services financiers des îles Vierges britanniques (banque), Autorité monétaire des îles Caïmanes (banque), Commission chinoise de réglementation bancaire (banque), Inspection générale du système financier d'El Salvador (banque), Commission bancaire française (banque), BaFin (organisme allemand de réglementation financière) (banque et assurances), Autorité monétaire de Hong Kong (banque), Autorité des assurances de Hong Kong (assurances), Commission nationale mexicaine pour la banque et les valeurs mobilières (banque), Inspection générale des banques de la République de Panama (banque), Autorité des services financiers du Royaume-Uni (banque et assurances), Conseil de la Réserve fédérale, Bureau du contrôleur de la monnaie et Société fédérale de l'assurance-dépôts des États-Unis (banque), Direction de la réglementation financière et professionnelle de l'Illinois (banque et assurances), Direction des assurances du Massachusetts (assurances), Direction des services bancaires de l'État de New York (banque), Bureau du Commissaire aux banques de la Caroline du Nord (banque) et Bureau de surveillance des caisses d'épargne des États-Unis (banque et assurances).

142. Les autorisations de fonctionnement demeurent en vigueur indéfiniment, à moins que le Surintendant n'en décide autrement. Les banques canadiennes et les filiales de banques étrangères doivent publier un avis indiquant leur intention de demander des lettres patentes de constitution. Il n'y a pas de délai réglementaire pour l'instruction des demandes. L'évaluation initiale d'une demande par le BSIF dure trois mois en moyenne.¹⁸² Il faut généralement deux autres mois pour satisfaire à la prescription de notification au public. Les banques n'ont pas besoin d'un agrément additionnel pour s'établir dans une province et y mener des activités. Il y a eu 16 nouvelles demandes d'établissement de banques entre 2003 et octobre 2006; deux d'entre elles ont été retirées.

143. Pour créer une succursale de banque étrangère, il faut obtenir un arrêté qui en autorise l'établissement; ce document est délivré par le Ministre des finances sur recommandation du Surintendant.¹⁸³ Il faut aussi obtenir une autorisation de fonctionnement.¹⁸⁴ Le BSIF a publié les critères à remplir et les documents à fournir pour établir et exploiter une succursale de banque étrangère.¹⁸⁵ Les banques étrangères qui demandent l'autorisation d'établir une succursale sont également assujetties à une prescription de notification au public. Les droits afférents à la demande s'établissent à 32 000 dollars canadiens.¹⁸⁶ Les succursales de banques étrangères n'ont pas besoin d'un agrément additionnel pour s'établir dans une province et y mener des activités. Il y a eu neuf demandes d'établissement de succursales de banques étrangères entre 2003 et octobre 2006; aucune d'elles n'a été retirée.

144. Pour établir une succursale à services complets au Canada, une banque étrangère doit disposer d'un actif mondial d'au moins 5 milliards de dollars canadiens.¹⁸⁷ Les succursales de banques étrangères doivent conserver un dépôt en équivalent de fonds propres auprès d'une institution financière agréée par le BSIF. Pour les succursales à services complets, le montant du dépôt est fixé à 5 millions de dollars canadiens; il doit être maintenu à ce niveau ou à 5 pour cent du passif canadien de la succursale, selon le montant le plus élevé. Les succursales de crédit doivent maintenir un dépôt de 100 000 dollars canadiens.¹⁸⁸ Le Surintendant peut exiger qu'une succursale de banque étrangère conserve des actifs additionnels auprès d'une institution financière agréée par le BSIF, si cela s'avère nécessaire pour la protection des déposants et des créanciers. Pour l'établissement d'une banque canadienne ou d'une filiale de banque étrangère, il est exigé un capital réglementaire minimum de 5 millions de dollars canadiens.¹⁸⁹ Au moins la moitié des administrateurs d'une filiale de banque étrangère, et au moins les deux tiers des administrateurs de toute autre banque doivent être résidents du Canada au moment de leur élection ou de leur désignation.¹⁹⁰

¹⁸² BSIF (2004b).

¹⁸³ Loi sur les banques, article 524 1).

¹⁸⁴ Loi sur les banques, article 534 1).

¹⁸⁵ OSFI (2002a).

¹⁸⁶ Règlement modifiant le Règlement de 2002 sur les droits à payer pour les services du Bureau du surintendant des services financiers.

¹⁸⁷ BSIF (2002a).

¹⁸⁸ Loi sur les banques, article 534 3).

¹⁸⁹ Loi sur les banques, article 52 1).

¹⁹⁰ Loi sur les banques, article 159 2).

145. L'activité de surveillance du BSIF repose sur son cadre de surveillance de 1999, auquel s'ajoutent les critères d'évaluation en vue de l'attribution de cotes en vertu du cadre de surveillance, définis en 2002.¹⁹¹ Selon le BSIF, les banques canadiennes ont grandement progressé dans leurs efforts de mise en œuvre de l'Accord de Bâle II, mais "le cap et le rythme devront se maintenir, en particulier en ce qui a trait à l'admissibilité aux fins de l'application de l'approche NI avancée pour calculer les fonds propres".¹⁹² Les banques ont toute latitude pour fixer leurs taux d'intérêt. Leurs frais de service ne font pas l'objet de contrôles officiels.

146. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) assure les dépôts admissibles effectués auprès de ses membres. Toutes les banques acceptant des dépôts de moins de 150 000 dollars canadiens doivent y adhérer, mais les banques n'acceptant que les dépôts égaux ou supérieurs à 150 000 dollars peuvent opter pour la non-adhésion. Les succursales à services complets des banques étrangères ne peuvent pas être membres. Le déposant a droit à une couverture maximale de 100 000 dollars canadiens pour les dépôts admissibles détenus dans chaque institution membre. Avant 2005, le plafond était de 60 000 dollars canadiens. Les primes versées par les membres varient en fonction de l'adéquation du capital, de l'actif ayant subi une moins-value et d'autres facteurs prudentiels.

147. Le BSIF a publié une directive qui définit les politiques et les procédures que les banques doivent mettre en place pour se conformer aux prescriptions réglementaires visant à combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.¹⁹³ Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), organisme fédéral créé en juillet 2000, assure la collecte, l'analyse et l'évaluation des renseignements concernant le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes. Il est aussi chargé de veiller à ce que les banques se conforment aux prescriptions en matière de tenue de livres, de notification et d'identification de clients qui sont énoncées dans la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité (blanchiment d'argent) et le financement des activités terroristes.

iii) Services d'assurance

148. En vertu des engagements que le Canada a souscrits au titre de l'AGCS, une présence commerciale est exigée pour quiconque veut offrir des services d'assurance, de réassurance et de rétrocession sur son territoire, exception faite de l'assurance maritime. Une société étrangère peut se constituer en tant que filiale dotée de son propre capital social ou établir une succursale; elle peut aussi acquérir une entreprise canadienne, sous réserve de notification et d'examen gouvernemental préalable. La Liste du Canada annexée à l'AGCS énonce plusieurs restrictions concernant les services de courtage et de représentation, notamment des conditions de résidence et de nationalité. L'offre révisée du Canada dans le domaine des services ne contient aucun nouvel engagement se rapportant aux assurances.¹⁹⁴

149. Aucune modification majeure n'a été apportée à la législation régissant l'accès aux marchés dans le secteur des assurances depuis le précédent examen de la politique commerciale. Dans le cadre de l'examen de la législation financière effectué en 2006, le gouvernement a proposé que les assureurs

¹⁹¹ BSIF (2002b).

¹⁹² BSIF (2006).

¹⁹³ BSIF (2004a).

¹⁹⁴ Document de l'OMC TN/S/O/CAN/Rev.1* du 23 mai 2005.

maritimes soient autorisés à se doter d'une charte fédérale, possibilité qui est déjà offerte à toutes les autres catégories d'assureurs.¹⁹⁵

150. En vertu de la Loi sur les sociétés d'assurance, une société d'assurance constituée à l'étranger ne peut garantir des risques au Canada à moins d'avoir obtenu une ordonnance d'agrément du Surintendant.¹⁹⁶ Cette loi énumère les renseignements qui doivent accompagner la demande d'agrément¹⁹⁷; le Surintendant a la faculté de demander des renseignements additionnels. Le processus de demande comporte une prescription de notification au public. La société étrangère doit désigner un résident du Canada à titre de mandataire principal, elle doit désigner un actuaire et un vérificateur comptable, et elle doit placer en fiducie des actifs correspondant à la valeur prescrite. En vertu de la Loi sur les sociétés d'assurance, le Surintendant doit publier tous les trois mois, dans la Gazette du Canada, la liste des sociétés d'assurance étrangères qui sont autorisées à exercer des activités sur le marché canadien.

151. En vertu de la partie I de la Loi sur la taxe d'accise, une taxe d'accise de 10 pour cent s'applique aux primes qui sont versées à des assureurs directs non-vie (sauf assurance maritime) et non établis pour la couverture de risques situés au Canada, à moins que l'assurance en question ne soit réputée inexistante sur le marché canadien.

152. La propriété étrangère des sociétés d'assurance à charte fédérale ne fait l'objet d'aucune restriction réglementaire. Un actionnaire (canadien ou étranger) doit obtenir l'autorisation du Ministre des finances pour acquérir plus de 10 pour cent de toute catégorie d'actions d'une société d'assurance de droit fédéral.¹⁹⁸ Au moins 35 pour cent des actions avec droit de vote d'une société d'assurance à charte fédérale dont les capitaux propres sont égaux ou supérieurs à 1 milliard de dollars canadiens doivent être cotées et négociables sur une bourse reconnue par le BSIF et être à participation multiple. Une société mutuelle d'assurance-vie qui disposait de capitaux propres supérieurs à 5 milliards de dollars canadiens avant sa transformation en société à capital-actions (démutualisation) en 1999-2000 doit être à participation multiple. De plus, il est interdit à tout actionnaire individuel (canadien ou étranger) d'acquérir le contrôle d'une telle société, sauf quelques exceptions. Les Lignes directrices concernant le contrôle de fait (Loi sur les sociétés d'assurances) énoncent les objectifs et les facteurs dont le Ministre des finances tiendrait compte pour déterminer si une demande visant l'acquisition de plus de 10 pour cent des actions d'une société d'assurance démutualisée contrevient à l'interdiction de contrôle. Deux sociétés sont assujetties à ces règles.

153. La prescription énoncée dans la Loi sur les assurances du Québec en vertu de laquelle les non-résidents du Canada devaient obtenir une autorisation ministérielle pour acquérir plus de 30 pour cent des actions avec droit de vote d'un assureur à charte québécoise a été abrogée en décembre 2002.

154. Une société d'assurance étrangère peut s'établir au Canada et y mener des activités par l'entremise d'une filiale. Il n'existe aucune restriction quant au nombre de sociétés d'assurance qui peuvent s'établir sur le marché, sauf dans les domaines faisant l'objet d'un monopole public (par exemple, l'assurance automobile en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Saskatchewan, et dans le cas du Québec, les aspects de l'assurance automobile qui concernent les lésions corporelles et le

¹⁹⁵ Ministère des finances du Canada (2006a).

¹⁹⁶ Article 573 1).

¹⁹⁷ Article 579 1).

¹⁹⁸ Loi sur les sociétés d'assurance, article 407 1).

décès. Les filiales de sociétés étrangères peuvent offrir les mêmes services que les sociétés canadiennes).

155. Les sociétés d'assurance étrangères peuvent doter leur filiale canadienne d'une charte fédérale ou d'une charte provinciale. Pour se doter d'une charte fédérale et entreprendre leurs activités, les sociétés canadiennes et les filiales de sociétés étrangères doivent demander des lettres patentes de constitution et une autorisation de fonctionnement, comme dans le processus d'établissement des banques.¹⁹⁹ Le BSIF a publié les critères à remplir et les renseignements à fournir pour établir et exploiter une société d'assurance à charte fédérale.²⁰⁰ Ces critères et renseignements correspondent dans une large mesure aux prescriptions applicables aux banques. Des droits de 32 000 dollars canadiens doivent être acquittés lors d'une demande de lettres patentes de constitution.²⁰¹ Le capital réglementaire minimum pour les sociétés d'assurance à charte fédérale (canadiennes ou étrangères) est de 5 millions de dollars canadiens.²⁰² Au moins la moitié des administrateurs d'une filiale de société d'assurance étrangère doivent être résidents du Canada; lorsqu'il s'agit d'une société canadienne, au moins les deux tiers des administrateurs doivent résider dans le pays.²⁰³ Depuis 2003, il y a eu 14 demandes de lettres patentes de constitution, dont deux ont été retirées.

156. Les sociétés d'assurance doivent obtenir un agrément dans chaque province où elles souhaitent exercer des activités. Les autorités canadiennes ont indiqué que dans la pratique les exigences d'agrément sont très semblables d'une province à l'autre et que les provinces s'employaient à identifier les domaines où l'harmonisation peut être renforcée.²⁰⁴

157. Les provinces conservent la responsabilité de la réglementation pour ce qui concerne les modalités des polices d'assurance, la tarification, ainsi que les normes de compétence et le comportement des agents et courtiers d'assurance. Les autorités ont indiqué que toutes les provinces, sauf le Québec, avaient adopté la Loi uniforme sur l'assurance-vie, qui est une loi-type régissant les contrats d'assurance et les droits des bénéficiaires dans le segment des assurances de personnes; elles ont aussi indiqué que la réglementation du Québec en la matière était largement semblable.

158. Dans l'ensemble, seule la tarification de l'assurance automobile fait l'objet de contrôles officiels.

7) TRANSPORT MARITIME

159. En 2005, le transport maritime de marchandises a représenté, en valeur, 12,5 pour cent du total des échanges internationaux du Canada; en volume, sa part s'est établie à 39,7 pour cent (y compris les échanges avec les États-Unis). Si l'on exclut les États-Unis, le transport maritime a

¹⁹⁹ Loi sur les sociétés d'assurance, articles 22 et 52.

²⁰⁰ BSIF (2004c).

²⁰¹ Règlement modifiant le Règlement de 2002 sur les droits à payer pour les services du Bureau du surintendant des services financiers.

²⁰² Loi sur les sociétés d'assurance, article 57 1).

²⁰³ Loi sur les sociétés d'assurance, article 167 2).

²⁰⁴ Document de l'OMC WT/TPR/M/112/Add.1 du 16 juin 2003.

représenté cette année-là 45,2 pour cent de la valeur des échanges du Canada (exportations et importations) et 83,2 pour cent de leur volume.²⁰⁵

160. Vers la fin de 2005, la flotte marchande canadienne, définie comme l'ensemble des navires autopropulsés battant pavillon canadien et ayant une jauge brute égale ou supérieure à 1 000 tonnes, comprenait 184 navires pour une capacité de chargement globale de 2,4 millions de tonnes. La majeure partie de cette flotte dessert le marché intérieur (cabotage), tandis que la plupart des navires qui forment la flotte internationale sous contrôle canadien battent pavillon étranger et emploient des officiers et des équipages étrangers. Selon les autorités, 109 navires appartiennent à des intérêts canadiens mais sont immatriculés sous pavillon étranger. Les transporteurs de vrac sec perdent du terrain mais demeurent la base de la flotte marchande canadienne; en 2005, ils représentaient 46 pour cent du tonnage et 33 pour cent des navires.²⁰⁶ Dans l'est du Canada, le transport maritime est dominé par les expéditions de pétrole brut et de produits pétroliers. Dans l'ouest, l'activité principale est le transport de produits forestiers par remorqueurs et chalands. Dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, le transport par voie d'eau concerne principalement le minerai de fer, le charbon, la chaux, le sel, les céréales, les produits pétroliers et d'autres types de marchandises en vrac.

161. L'administration fédérale a compétence exclusive sur le transport inter-provincial/territorial et le transport international. Transports Canada est chargé d'élaborer les politiques, la réglementation et les normes régissant le transport maritime, tandis que la mise en œuvre incombe à l'Office des transports du Canada. En 2003, les compétences législatives et réglementaires concernant la sécurité des embarcations de plaisance, les services de navigation maritime, la prévention et l'intervention en matière de pollution et les eaux navigables ont été transférées de Pêche et Océans Canada à Transports Canada.²⁰⁷

162. Durant la période considérée, le Canada a modifié sa législation sur le transport maritime pour étayer les modifications plus significatives qui avaient été mises en œuvre les années précédentes. La Loi sur la marine marchande du Canada (LMMC), principal texte législatif régissant l'exploitation des navires battant pavillon canadien et des navires étrangers se trouvant dans les eaux sous juridiction canadienne, a été modifiée en 2001. La version modifiée a reçu la sanction royale en novembre 2001, mais elle n'entrera en vigueur qu'après l'élaboration des règlements d'application, qui devrait s'achever au début de 2007 selon les autorités.²⁰⁸ La Loi de 2001 concernant la responsabilité en matière maritime a consolidé en un seul texte législatif tous les régimes de responsabilité dans ce domaine, y compris en ce qui concerne l'indemnisation des dommages dus à la pollution.²⁰⁹

163. La Loi sur le cabotage réserve aux navires dédouanés et immatriculés au Canada certaines activités commerciales de transport dans les eaux canadiennes, y compris les activités relatives à l'exploration, à l'exploitation et au transport de ressources naturelles non biologiques dans un lieu

²⁰⁵ Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/pol/en/Report/anre2005/add/ta22.htm>.

²⁰⁶ Transports Canada. Adresse consultée: http://www.tc.gc.ca/pol/en/Report/anre2005/8D_e.htm.

²⁰⁷ Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/aboutus/whatwedo.htm>.

²⁰⁸ Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/mediaroom/backgrounders/b05-M005e.htm>.

²⁰⁹ Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/acts-regulations/GENERAL/m/mla/act/mla.html>.

situé au-dessus du plateau continental du Canada. Ces activités comprennent le transport de marchandises ou de passagers entre deux points du territoire canadien ou dans les eaux situées au-dessus du plateau continental, ainsi que toute autre activité maritime à caractère commercial sur le territoire du Canada et dans les eaux situées au-dessus du plateau continental. Les navires étrangers sont autorisés à mener ces activités si aucun navire dédouané et immatriculé au Canada n'est adapté ou disponible à cette fin et – dans le cas d'activités qui comportent le transport de passagers – si aucun service identique ou similaire n'est offert. Le Canada n'a pas imposé de réserves en ce qui concerne le transport des cargaisons gouvernementales.

164. Pour immatriculer un navire au Canada, le propriétaire doit être un citoyen canadien, un résident permanent du Canada ou une société constituée en vertu des lois du Canada ou d'une province (indépendamment de l'origine du capital). Toutefois, une société étrangère peut également immatriculer un navire au Canada si le navire n'est pas déjà immatriculé dans un autre pays et que l'une ou l'autre des personnes suivantes est autorisée à agir à l'égard de toute question le concernant, à savoir: i) une filiale canadienne de la société étrangère en question; ii) un employé ou un dirigeant au Canada d'une succursale de la société qui exerce des activités dans le pays; ou iii) une société de gestion de navires constituée en vertu des lois du Canada ou d'une province.²¹⁰ Nonobstant ces dispositions, le Ministre des transports peut demander au registraire de refuser l'immatriculation d'un navire construit à l'étranger.²¹¹ Les autorités ont indiqué que cette disposition n'avait pas été invoquée durant la période considérée.

165. Un navire immatriculé au Canada doit être doté d'officiers canadiens et d'un équipage canadien, détenir des certificats canadiens et se conformer aux normes canadiennes de sécurité. Les règlements applicables en la matière sont le Règlement sur l'armement en équipage des navires et le Règlement sur la délivrance des brevets et certificats (marine).

166. La Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes, qui soustrait certaines pratiques des conférences aux dispositions de la Loi sur la concurrence, a été modifiée en 2001 dans l'optique d'une concurrence accrue.²¹² Les nouvelles dispositions autorisent le membre d'une conférence à offrir un taux de fret différent de celui qui figure dans le barème de la conférence, abrègent (en le ramenant de 15 à cinq jours) le préavis à donner aux autres membres pour leur notifier l'intention de déroger au barème, et habilitent le membre d'une conférence à négocier des contrats de services confidentiels.²¹³ Les transporteurs hors conférence ne sont pas tenus d'obtenir une licence ni de soumettre des documents au gouvernement du Canada.

167. La Loi maritime du Canada (LMC, 1998) a autorisé le transfert de la gestion et de l'exploitation de 19 grands ports à des sociétés sans but lucratif (les administrations portuaires canadiennes) et le transfert de la gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent à une société sans but lucratif (la Société de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent). Dans l'ancien projet de loi C-61, Loi modifiant la Loi maritime du Canada et d'autres lois, il était proposé de modifier l'accès des administrations portuaires aux possibilités de financement; toutefois, ce projet de loi est mort au

²¹⁰ Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada, Partie 2.

²¹¹ Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada, article 50.

²¹² Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/acts-regulations/GENERAL/s/scea/act/scea.html>.

²¹³ Document de l'OMC S/CSS/W/106, daté du 4 octobre 2001.

Feuilleton à la prorogation du Parlement fin 2005. Selon les autorités, Transports Canada continue d'évaluer des modifications potentielles à la LMC, afin de préserver la validité du projet de loi C-61.

168. À la fin de novembre 2006, Transports Canada avait cédé ou déclassé²¹⁴ 466 des 549 installations qui avaient été répertoriées en 1996, au début du Programme de cession des ports, ou s'était départi de ses intérêts dans ces installations. À ce moment-là, 83 ports relevaient encore de sa compétence, et l'administration fédérale a l'intention de poursuivre le processus de désengagement pour accroître davantage l'efficacité du réseau portuaire.²¹⁵ Le Canada a adopté le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires de l'OMI et a mis en œuvre deux autres initiatives destinées à renforcer la sécurité du transport maritime (chapitre III 2) i)).²¹⁶

169. Il y a trois catégories de ports: i) les ports gérés par les administrations portuaires canadiennes (APC), ii) les ports régionaux/locaux et iii) les ports éloignés.²¹⁷ Les APC sont des conseils de direction responsables devant le public, qui gèrent de façon autonome les 19 ports considérés comme essentiels pour le commerce national et international du Canada; leurs membres sont nommés par des groupes d'utilisateurs et divers paliers de gouvernement. Ces ports demeurent la propriété de Transports Canada mais sont financièrement autonomes. Les APC peuvent signer des baux avec des tiers, y compris des sociétés étrangères, pour permettre la fourniture de services dans le périmètre des ports. Par exemple, en acquérant en 2005 le groupe britannique P&O, la société Dubai Ports a repris, entre autres, un bail avec l'Administration portuaire de Vancouver.²¹⁸

170. Un examen de la Loi sur les transports au Canada effectué en 2001 a produit diverses recommandations, y compris sur le transport maritime.²¹⁹

171. Le Canada a participé aux négociations postérieures au Cycle d'Uruguay en ce qui concerne les services de transport maritime; il a souscrit des engagements sur les services maritimes auxiliaires et des engagements additionnels sur l'accès et l'utilisation des services portuaires et des services de transport multimodaux.²²⁰ L'offre conditionnelle révisée sur les services qu'il a présentée durant les

²¹⁴ Déclasser un port: révoquer sa désignation en tant qu'infrastructure publique.

²¹⁵ Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/mediaroom/releases/nat/2006/06-h093e.htm>.

²¹⁶ MAECI. Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/internationalcrime/menu-en.asp>.

²¹⁷ Les ports régionaux et locaux sont plus modestes que ceux des APC et répondent aux besoins de l'économie et du tourisme dans les régions; les ports éloignés permettent d'assurer des services de transport au bénéfice des collectivités isolées. Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/mediaroom/releases/nat/2006/06-h093e.htm>.

²¹⁸ Chambre de commerce de Vancouver. Adresse consultée: <http://www.boardoftrade.com>.

²¹⁹ Le comité d'examen a formulé notamment les recommandations suivantes en ce qui concerne le transport maritime: que les services maritimes soient dotés d'une gestion commerciale lorsque c'est possible, que le gouvernement s'engage à éliminer les dérogations dont les conférences maritimes bénéficient au regard de la Loi sur la concurrence; que le gouvernement mène des négociations, au moins avec ses partenaires de l'ALENA, pour éliminer les restrictions en matière de cabotage, et que les plafonds d'endettement inscrits dans les lettres patentes des APC soient supprimés. Examen de la Loi sur les transports au Canada. Adresse consultée: <http://www.reviewcta-examenlrc.gc.ca/index.htm>.

²²⁰ Document de l'OMC S/L/34, daté du 20 septembre 1996.

négociations dans le cadre du PDD contient les éléments ci-après: ajout de quatre nouveaux services portuaires à ses engagements additionnels (pilotage, aides à la navigation, services opérationnels à quai indispensables à l'exploitation des navires – notamment les communications, l'approvisionnement en eau et l'électricité – et services d'ancrage, de mouillage et d'accostage); prise d'engagements en matière de transport maritime international; et amélioration des engagements concernant les services de représentation maritime.²²¹

172. Dans le cadre de l'ALENA, le Canada et le Mexique sont convenus de ne pas instaurer d'autres mesures plus restrictives que celles qui étaient déjà en vigueur au moment de la signature de l'accord.²²² Par ailleurs, le Canada a signé avec la Chine un accord visant à renforcer la coopération bilatérale en matière de transport maritime.²²³ Il n'a négocié aucun autre accord bilatéral dans ce domaine.

8) TRANSPORT AÉRIEN

i) Introduction

173. L'aviation occupe le troisième rang au Canada en matière de transport commercial, derrière le camionnage et le transport ferroviaire. En 2005, sa contribution au PIB a été de 0,4 pour cent.²²⁴ Le trafic total de passagers a connu une progression constante ces dernières années, passant de 54,4 millions de passagers en 2002 à 63,7 millions en 2005 (dont 45 pour cent pour les vols intérieurs, 31 pour cent pour les vols transfrontaliers et 24 pour cent pour les vols internationaux).²²⁵ En 2004, le transport aérien a représenté 0,4 pour cent du volume total et 5,7 pour cent de la valeur totale des échanges de marchandises (importations et exportations) entre le Canada et les États-Unis. La valeur des marchandises expédiées par voie aérienne vers l'ensemble des autres destinations internationales s'est établie à 22,6 pour cent du total des échanges.²²⁶

174. Depuis que le gouvernement s'est désengagé d'Air Canada dans les années 80, toutes les compagnies aériennes canadiennes appartiennent à des intérêts privés. La "famille" Air Canada demeure la principale société de transport aérien du pays²²⁷; toutefois, sa domination est en baisse depuis 2000, surtout dans le segment des vols intérieurs réguliers (y compris les vols transfrontaliers),

²²¹ Document de l'OMC TN/S/O/CAN/Rev.1* du 22 mai 2005.

²²² Transports Canada. Adresse consultée: <http://www.transport-canada.org/pol/en/acf/tcg5/menu.htm>.

²²³ Information sur les traités du Canada. Adresse consultée: http://www.treaty-accord.gc.ca/ViewTreaty.asp?Treaty_ID=101585.

²²⁴ Transports Canada (2005).

²²⁵ Transports Canada (2005). On entend par vols transfrontaliers les vols reliant le Canada et les États-Unis.

²²⁶ Transports Canada (2005), Addenda.

²²⁷ La société mère Air Canada est devenue une filiale à propriété exclusive d'ACE Aviation Holdings Inc., société de portefeuille dont les actions sont cotées en bourse. Plusieurs anciennes divisions internes d'Air Canada (par exemple, les services techniques, la manutention au sol et le fret) ainsi que des filiales (par exemple, Air Canada Jazz) ont été scindées pour devenir des sociétés en commandite constituées en vertu de la législation du Québec et contrôlées par ACE.

notamment en raison de l'expansion de Westjet, deuxième compagnie aérienne nationale, ainsi que d'autres transporteurs régionaux (tableau IV.3).

Tableau IV.3
Parts du marché intérieur (sièges-kilomètres offerts) – Principaux transporteurs aériens au Canada (pour cent)

Transporteur	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	Décembre 2004	Décembre 2005	Décembre 2006
Famille Air Canada	78,3	67,2	59,9	52,4	60,5	60,6
Westjet	15,0	19,9	24,6	29,4	30,2	32,3
Jetsgo	0,0	2,3	6,0	8,6	0,0	0,0
Canjet	0,0	1,9	2,1	3,0	2,7	0,0
Autres	6,7	8,7	7,4	6,6	6,6	7,1

Source: Transports Canada (2002-2005), Les transports au Canada, rapports annuels, 2002-2005, et données préliminaires de 2006 fournies par Transports Canada.

175. L'industrie des transports aériens a fait l'objet d'une restructuration durant la période considérée. En avril 2003, Air Canada a présenté une demande de protection en vertu de la Loi sur les faillites et a amorcé une restructuration interne. Elle est sortie de la protection de la loi en septembre 2004. N'étant pas parvenue à restructurer ses activités, Jetsgo a déclaré faillite en 2005, et son certificat d'exploitant aérien a été annulé par la suite.²²⁸ En 2001, les allégations selon lesquelles Air Canada s'était livrée à des agissements anticoncurrentiels visant les transporteurs à faible coût WestJet et CanJet en 2000 et 2001 ont amené le Bureau de la concurrence à introduire un litige auprès du Tribunal de la concurrence. Le Bureau a mis fin à ce litige en 2004, en raison des changements importants qui étaient survenus dans l'industrie depuis 2001 (voir plus loin).

176. Le Canada compte 26 aéroports principaux faisant partie du réseau national d'aéroports (RNA) et considérés comme essentiels pour l'infrastructure nationale de transport, ainsi que de nombreux aéroports régionaux et locaux. Les aéroports du RNA représentent environ 95 pour cent du trafic passagers régulier et du trafic de fret.

177. L'administration fédérale a conservé la propriété de 23 des 26 aéroports du RNA, mais elle a confié l'exploitation et la gestion de 22 d'entre eux à des administrations aéroportuaires sans but lucratif, en vertu de baux d'une durée de 60 ans.²²⁹ Les administrations aéroportuaires assurent leur financement en percevant des redevances auprès des passagers et des exploitants d'aéronefs et en émettant des titres de créance.

ii) Cadre institutionnel et réglementaire

178. La réglementation économique de l'industrie du transport aérien procède de la Loi sur les transports au Canada (LTC, 1996) et des accords bilatéraux en matière de transport aérien conclus par le Canada; l'administration de cette loi et de ces accords incombe à l'Office des transports du Canada. L'Office est chargé de délivrer, de suspendre et de révoquer les licences, d'analyser les tarifs et de donner suite aux plaintes concernant la pratique de tarifs déraisonnables sur les routes où la concurrence est absente ou très faible, et de répondre aux plaintes relatives aux conditions de transport sur les lignes intérieures.

²²⁸ Transports Canada (2005).

²²⁹ Cette mesure découle de la politique aéroportuaire nationale de 1994, qui préconisait une gestion commerciale des aéroports fédéraux. Les quatre autres aéroports du RNA sont, d'une part, trois aéroports territoriaux détenus et exploités par les administrations des territoires et, d'autre part, l'aéroport international de Kelowna, dont l'exploitation est assurée par la ville de Kelowna.

179. Transports Canada réglemente la sûreté du transport aérien ainsi que l'utilisation des systèmes informatisés de réservation (SIR) pour la commercialisation et la vente de services aériens commerciaux. S'agissant du second volet, la réglementation a été modifiée en 2004 pour permettre aux forces du marché de régir des questions auparavant réglementées. Par exemple, les compagnies aériennes ne sont plus tenues d'adhérer à tous les SIR utilisés au Canada, ce qui leur permet de décider comment distribuer et vendre leurs services.²³⁰

180. Les autorités ont souligné qu'aucune législation ne définissait un cadre économique pour les aéroports du Canada. Outre la législation générale en matière de sûreté et de sécurité, l'activité d'une administration aéroportuaire est régie par les modalités de son bail, par le régime législatif en vertu duquel elle a été constituée²³¹ et par les dispositions de la Loi relative aux cessions d'aéroports, qui régit en grande partie les questions concernant les cessions. Les questions d'ordre opérationnel sont régies par la Loi sur l'aéronautique et par le Règlement canadien sur l'aviation.

181. En juin 2006, le Ministre des transports a présenté un projet de loi sur les aéroports du Canada, qui propose l'établissement d'un cadre de divulgation et de responsabilisation²³² et d'un nouveau régime de gouvernance d'entreprise pour les administrations portuaires canadiennes, ainsi que des prescriptions de divulgation pour les autres grands aéroports (plus de 300 000 passagers) ou aéroports importants (aéroports des capitales territoriales). Le projet de loi propose un régime de redevances assorti de principes conformes aux normes internationales en la matière, l'établissement de prescriptions en matière de consultation et de divulgation, un processus d'appel pour les huit principaux aéroports du pays et un régime de redevances moins lourd applicable aux autres aéroports qui seraient assujettis aux dispositions de la Loi C-20. Il est également proposé que l'administration fédérale soit habilitée à mener des audits sur les activités des administrations aéroportuaires et à émettre des orientations et des ordonnances relativement aux questions telles que les mesures d'accès équitable et l'attribution de créneaux aux compagnies aériennes. À la fin de 2006, le projet de loi était en attente de la deuxième lecture à la Chambre des communes.

182. Le marché du transport aérien entre le Canada et les autres pays est régi par plus de 70 accords et arrangements bilatéraux²³³, dont les trois nouveaux accords qui ont été signés avec l'Algérie, le Viet Nam et le Guyana depuis 2003. Durant cette période, les mesures de libéralisation inscrites dans certains accords existants ont été renforcées; entre autres, des modifications à l'accord de 1995 entre le Canada et les États-Unis ont été négociées en novembre 2005. Lorsque les nouvelles dispositions entreront en vigueur, l'accord de 1995 deviendra conforme au modèle ciel ouvert des États-Unis; les principales modifications concernent les droits illimités de cinquième liberté pour le trafic passagers et l'ensemble du trafic de fret et les droits de septième liberté pour les services

²³⁰ Transports Canada (2004b).

²³¹ La plupart des aéroports ont été constitués en vertu de la législation fédérale, mais certains d'entre eux l'ont été en vertu des lois d'une province.

²³² Projet de loi C-20. Adresse consultée: http://www2.parl.gc.ca/content/hoc/Bills/391/Government/C-20/C-20_1/C-20_1.PDF.

²³³ Office des transports du Canada. Adresse consultée: http://www.cta-otc.gc.ca/air-aerien/agreements/main_e.html. La liste figurant sur ce site n'est pas entièrement à jour.

tout-cargo.²³⁴ Les autorités ont indiqué que ces dispositions étaient conformes à la nouvelle politique canadienne en matière de transport aérien international, la politique Ciel bleu (voir plus loin).

183. Pour ce qui est des première et deuxième libertés, le Canada applique l'article 5 de la Convention de Chicago pour les vols non réguliers; pour les vols réguliers, il met en œuvre un régime bilatéral qui repose sur l'application réciproque des principes énoncés dans l'Accord relatif au transit des services aériens internationaux (IASTA). Le Canada s'est retiré de l'IASTA dans les années 80, et selon les autorités il n'entend pas y adhérer de nouveau pour l'instant.

184. En vertu de la LTC, seuls les Canadiens peuvent obtenir une licence pour exploiter des vols intérieurs, et la participation étrangère dans les compagnies aériennes canadiennes est plafonnée à 25 pour cent des actions avec droit de vote.²³⁵ L'Office des transports du Canada jouit d'une certaine flexibilité lorsqu'il examine les investissements étrangers afin de statuer sur le contrôle canadien. Par exemple, certaines compagnies aériennes canadiennes ont adopté une structure comportant des actions à droit de vote variable, qui permet de porter la participation étrangère au-delà du plafond de 25 pour cent tout en faisant en sorte que les intérêts avec droit de vote et le contrôle demeurent aux mains des Canadiens.²³⁶ En vertu de la Loi sur l'investissement au Canada, l'approbation d'Industrie Canada est exigée pour l'acquisition directe d'une société dont les actifs sont supérieurs à 5 millions de dollars canadiens et qui fournit des services de transport, ainsi que pour l'acquisition indirecte d'une société dont les actifs sont supérieurs à 50 millions de dollars canadiens (chapitre II 4)). L'établissement d'une nouvelle entreprise canadienne dans le secteur des transports est sujet à notification, mais non à examen. Aucune compagnie aérienne du Canada ne fait l'objet de restrictions à la propriété individuelle.

185. Pour ce qui concerne les routes internationales, presque tous les accords et arrangements bilatéraux conclus par le Canada contiennent une disposition qui habilite l'une ou l'autre partie à refuser l'autorisation de desserte si la compagnie aérienne en question n'est pas détenue et contrôlée par des nationaux. Par suite de l'instauration, en 2002, d'une politique de désignations multiples²³⁷, les

²³⁴ Transports Canada (2005). Parmi les autres avantages potentiels de l'accord modifié figurent les suivants: meilleur accès des transporteurs canadiens de passagers et de fret au marché des États-Unis qui servira de plateforme pour la desserte de pays tiers, souplesse accrue de tarification pour les transporteurs canadiens et américains, accroissement des options dont les aéroports canadiens disposent pour attirer les transporteurs américains, et baisse des tarifs pour les consommateurs. Voir le communiqué de presse de Transports Canada daté du 11 novembre 2005 et intitulé Prendre l'avion dans un "ciel ouvert". Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/mediaroom/releases/nat/2005/05-h225e.htm>.

²³⁵ Selon la définition contenue dans la LTC, on entend par Canadien un "citoyen canadien ou résident permanent [...]; la notion englobe également les administrations publiques du Canada ou leurs mandataires et les personnes ou organismes, constitués au Canada sous le régime de lois fédérales ou provinciales et contrôlés de fait par des Canadiens, dont au moins 75 pour cent — ou tel pourcentage inférieur désigné par règlement du gouverneur en conseil — des actions assorties du droit de vote sont détenues et contrôlées par des Canadiens".

²³⁶ Les actions à droit de vote variable sont réservées aux investisseurs non canadiens et donnent droit à une voix par action, à moins que leur nombre total ne dépasse 25 pour cent du nombre total d'actions avec droit de vote émises et en circulation ou que le nombre total des voix exprimées par leurs détenteurs à une assemblée d'actionnaires ne dépasse 25 pour cent du total des voix pouvant être exprimées à cette assemblée — auquel cas le droit de vote rattaché à chacune d'elles diminue proportionnellement, de sorte que les droits de vote des non-Canadiens sont constamment plafonnés à 25 pour cent du nombre total des voix exprimées.

²³⁷ La politique de désignations multiples adoptée en 2002 facilite la désignation de tous les transporteurs canadiens qui désirent exploiter des services réguliers sur des routes internationales ainsi que

transporteurs canadiens peuvent demander l'autorisation d'offrir des services aériens réguliers sur tout marché international. Auparavant, les marchés autres que les États-Unis ne pouvaient être desservis par plus d'un transporteur qu'à condition de représenter plus de 300 000 voyages aller simple réguliers (transport de passagers) par an.²³⁸ Les autorités ont indiqué que par conséquent, les transporteurs canadiens sont désormais plus nombreux à assurer des liaisons internationales. En 2005, 25 compagnies aériennes américaines et 43 compagnies aériennes étrangères assuraient des liaisons entre le Canada et diverses destinations internationales.²³⁹

186. Le Canada a conclu des accords ou des arrangements à caractère technique qui reconnaissent la certification des fournisseurs assurant des services de réparation, de révision et de maintenance sur des aéronefs canadiens et leurs composants et/ou des services de fabrication dans les pays suivants: Allemagne; Autriche; Brésil; États-Unis; France; Hong Kong, Chine; Israël; Pays-Bas; Royaume-Uni; Singapour et Union européenne.²⁴⁰

187. NavCanada, société privée sans but lucratif, détient le monopole de l'exploitation du système de navigation aérienne du Canada; son financement est assuré par l'émission de titres de créance et par la perception de redevances auprès des transporteurs.²⁴¹ La Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile dispose, entre autres, que ces redevances ne doivent pas établir de discrimination entre les vols intérieurs et les vols internationaux ni entre les transporteurs canadiens et étrangers et qu'elles ne doivent pas être plus élevées qu'il n'est nécessaire pour répondre aux besoins financiers courants et futurs de la société. NavCanada est placée sous le contrôle d'un conseil d'administration dont les membres sont désignés par les utilisateurs, les syndicats d'employés et le gouvernement. Le rôle du gouvernement se limite à assurer la réglementation en matière de sûreté et à statuer sur les appels concernant les redevances d'utilisation imposées par NavCanada, ainsi qu'en dispose la Loi.

188. Après les attaques terroristes de 2001 contre les États-Unis, le Canada a renforcé son système de sûreté du transport aérien. Le nouveau système est financé au moyen d'un droit prélevé sur les billets d'avion.²⁴² Par ailleurs, l'administration fédérale assure aux entreprises exploitant des services

l'attribution des droits d'exploitation lorsque les désignations sont limitées et/ou inutilisées dans le cadre des accords bilatéraux.

²³⁸ Transports Canada. Adresse consultée: http://www.tc.gc.ca/mediaroom/releases/nat/2002/02_h051e.htm.

²³⁹ Transports Canada (2005).

²⁴⁰ Les autorités sont en train de parachever un nouvel accord bilatéral Canada-Europe sur la sûreté de l'aviation. (novembre 2006).

²⁴¹ Parmi les services assujettis aux redevances figurent la circulation aérienne, les stations radio d'aérodrome communautaire, les télécommunications aéronautiques, l'information aéronautique et le contrôle de la circulation aérienne.

²⁴² Le droit est applicable aux vols entre les 89 aéroports canadiens où l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien applique le système renforcé. À compter du 1^{er} mars 2005, ce droit a été ramené à 4,95 dollars pour un vol intérieur aller simple, 8,42 dollars pour un vol transfrontalier et 17 dollars pour un vol international. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/E/pub/et/atcrates/README.html>.

aériens essentiels au Canada une indemnité à court terme (120 jours, avec possibilité de reconduction) pour les responsabilités de tierces parties en cas de guerre ou d'acte terroriste.²⁴³

189. Par suite de la fusion d'Air Canada et des Lignes aériennes Canadian en 1999, et en raison des inquiétudes concernant un éventuel abus de position dominante de la part d'Air Canada, des dispositions visant spécifiquement les compagnies aériennes ont été intégrées à la Loi sur la concurrence. En 2003, le litige introduit par le Bureau de la concurrence à la suite des allégations selon lesquelles Air Canada s'était livrée à des agissements anticoncurrentiels visant des transporteurs à faible coût (voir plus haut) a fait l'objet d'une décision provisoire; dans cette décision, le tribunal a jugé qu'Air Canada avait "exploité ou augmenté sa capacité en pratiquant des prix inférieurs aux coûts évitables du service". Cet élément de jurisprudence a permis de préciser les types d'agissements qui, de la part d'un transporteur dominant, peuvent porter le Bureau de la concurrence à déclencher des mesures d'application de la loi. S'inspirant de ce litige, le Commissaire à la concurrence a défini, dans une lettre ouverte adressée à l'industrie de l'aviation en 2004, l'approche que le Bureau adopterait à l'avenir pour appliquer la Loi sur la concurrence dans le secteur des compagnies aériennes.²⁴⁴

190. En 2004, le Ministre des transports a invité le Comité permanent des transports à examiner les dispositions que le Canada devrait prendre pour moderniser son approche de la réglementation économique en matière de transport aérien²⁴⁵ et a fourni au Comité un document d'orientation destiné à faciliter ses travaux. Dans ce document, il était demandé au Comité de se pencher sur certaines questions dont les suivantes: abaissement des plafonds de propriété et de contrôle concernant les compagnies aériennes canadiennes, autorisation du cabotage, élargissement de la libéralisation avec les États-Unis, libéralisation des politiques relatives aux vols affrétés, introduction des questions concernant les services intérieurs, la propriété/le contrôle et l'intégration des marchés dans les négociations internationales, et choix entre l'approche multilatérale ou l'approche plurilatérale pour une libéralisation accrue du transport aérien.²⁴⁶

191. Indépendamment de cet examen, le Ministre des transports, des infrastructures et des collectivités a annoncé en novembre 2006 une nouvelle politique aérienne internationale (la politique Ciel bleu). Cette nouvelle politique comporte une libéralisation de l'approche canadienne dans les négociations bilatérales en matière de transport aérien. Il y est proposé que le Canada libéralise davantage les accords qu'il a conclus en la matière et qu'à titre d'objectif prioritaire, il s'emploie à négocier des accords de type ciel ouvert lorsque ces accords vont dans le sens de l'intérêt national global. Par la même occasion, le Ministre a annoncé que l'administration fédérale avait décidé d'élargir le Programme de transbordement de fret aérien pour permettre à un plus grand nombre

²⁴³ Transports Canada (2004b).

²⁴⁴ Bureau de la concurrence, communiqué de presse du 23 septembre 2004. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=247&lg=e..>

²⁴⁵ Notes pour une allocution du Ministre des transports, Jean-C Lapierre, devant le Comité permanent des transports, Ottawa (Ontario), 4 novembre 2004. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/mediaroom/speeches/2004/2004-11-04.htm>.

²⁴⁶ Transports Canada (2004a). L'examen entrepris par le Comité permanent des transports n'a jamais été mené à terme, en raison d'un changement d'administration.

d'aéroports de présenter une demande de désignation dans ce contexte. Le Programme d'accès des transporteurs étrangers est à l'étude (novembre 2006).²⁴⁷

192. Les engagements en matière de transport aérien que le Canada a souscrits au titre de l'AGCS se limitent aux services de réparation et de maintenance des aéronefs et aux systèmes informatisés de réservation. Le Canada n'a pas consolidé ses engagements pour ce qui concerne la consommation à l'étranger des services de réparation et de maintenance; il conserve ainsi la possibilité d'exiger que les transporteurs aient recours aux fournisseurs nationaux de services de réparation et aux installations nationales de maintenance.²⁴⁸ Toutes les opérations de maintenance et de réparation concernant les aéronefs immatriculés au Canada doivent être effectuées par des entités agréées.²⁴⁹ Les services de maintenance et de réparation d'aéronefs ont été inscrits dans la Liste du Canada comme exemptions NPF, en vertu de l'article II de l'AGCS. La vente et la commercialisation des services de transport aérien ont elles aussi été inscrites dans la Liste en tant qu'exemptions NPF, car elles peuvent faire partie d'accords bilatéraux.²⁵⁰ Le Canada n'a pas fait d'autres offres conditionnelles en matière de transport aérien dans l'offre révisée sur les services qu'il a présentée en mai 2005.²⁵¹

9) SERVICES PROFESSIONNELS

i) Services juridiques

193. Au Canada, les services juridiques sont dispensés par des avocats, des notaires (au Québec) et des consultants en droit étranger. En décembre 2005, les onze barreaux provinciaux et trois barreaux territoriaux regroupaient environ 98 000 avocats et notaires membres.²⁵²

194. La profession juridique est autoréglementée. Les lois provinciales délèguent des pouvoirs aux barreaux provinciaux, qui ont pour mandat de réglementer l'activité de leurs membres dans l'intérêt du

²⁴⁷ En vertu du Programme d'accès des transporteurs étrangers, un gouvernement étranger peut demander que l'un de ses transporteurs soit autorisé à exploiter un total de deux vols réguliers par semaine entre son pays et un ou plusieurs points de son choix au Canada, à l'exception de Toronto, s'il n'a pas conclu d'accord de services aériens avec le Canada et qu'aucun transporteur canadien n'est intéressé à desservir le marché étranger en question. Ces dispositions visaient à faciliter l'accès des transporteurs étrangers au marché canadien en l'absence d'un accord de services aériens et à offrir aux collectivités canadiennes un plus grand nombre de routes directes et pratiques lorsque des transporteurs étrangers étaient disposés à offrir le service.

²⁴⁸ Document de l'OMC GATS/SC/16 du 15 avril 1994.

²⁴⁹ Selon les autorités, cet agrément est accordé soit en vertu du Règlement canadien sur l'aviation ou en vertu de la réglementation d'un État étranger qui est partie à un accord ou un arrangement technique avec le Canada. En l'absence d'un accord/arrangement, les services de maintenance ne peuvent être fournis que par une entité étrangère liée par contrat à une entité canadienne, celle-ci devant assurer la supervision nécessaire pour garantir la conformité aux règlements applicables.

²⁵⁰ Document de l'OMC GATS/EL/16 du 15 avril 1994.

²⁵¹ Document de l'OMC TN/S/O/CAN/Rev.1* du 22 mai 2005.

²⁵² La plupart des références aux provinces s'appliquent également aux territoires. Les données concernant les effectifs des barreaux englobent tous les membres, à savoir ceux qui sont dans la pratique privée, les administrations publiques, l'enseignement et les affaires, ainsi que les membres inactifs. Un avocat peut être inscrit à plus d'un barreau; il pourrait donc y avoir certains dédoublements dans les statistiques (renseignements communiqués par la Fédération des Ordres professionnels de juristes du Canada).

public.²⁵³ La Fédération des Ordres professionnels de juristes (FOPJ) joue le rôle d'un organisme fédératif pour ces barreaux mais ne constitue pas elle-même un organisme de réglementation. Elle se consacre à l'examen des questions réglementaires touchant aux services juridiques et s'emploie à faciliter les consultations entre le gouvernement canadien et le secteur.²⁵⁴ L'Association du Barreau canadien (ABC) prend elle aussi une part active aux consultations avec le gouvernement canadien sur les questions concernant le commerce international des services juridiques.²⁵⁵

195. Pour pratiquer le droit au Canada, il faut notamment être admis à l'un des barreaux; ces derniers définissent leurs propres règles, normes éthiques et codes de pratique. Dans les provinces de l'Ontario (jusqu'à mai 2007) et de l'Alberta, les membres du barreau doivent être résidents permanents du Canada.²⁵⁶ Les avocats provenant des différentes provinces et différents territoires peuvent pratiquer la mobilité d'une province et d'un territoire à l'autre pourvu qu'ils satisfassent aux prescriptions de l'Accord sur la mobilité nationale ou de l'Accord sur la mobilité territoriale dans la profession juridique. L'Accord sur la mobilité nationale définit les principes communs qui régissent la mobilité temporaire ou la mobilité permanente (transfert) des membres de la profession juridique entre les provinces de common law (le Québec est la seule province hors common law). Cet accord a été pleinement mis en œuvre par neuf provinces (la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard); le Québec l'a signé mais ne l'a pas encore mis en œuvre (novembre 2006). L'Accord sur la mobilité territoriale reprend les dispositions de l'Accord sur la mobilité nationale en matière de transfert; signé en novembre 2006 par les trois territoires et les provinces, il a une durée de cinq ans.

196. Les juristes formés à l'étranger peuvent faire évaluer leurs titres de compétences par le Comité national d'accréditation, comité permanent de la FOPJ, ou par l'organisme d'accréditation équivalent au Québec, en vue de leur admission à un barreau canadien. Le Comité évalue également les qualifications des juristes du Québec en vue de leur admission au barreau d'une province de common law.

197. Un juriste étranger ne peut obtenir un permis de consultant en droit étranger que pour pratiquer le droit qu'il est habilité à pratiquer dans son pays d'attache. Neuf barreaux ont adopté des règles qui régissent la délivrance de permis/licences aux consultants en droit étranger. La province de Québec et les territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut n'ont pas encore adopté de règles autorisant les juristes étrangers à exercer en qualité de consultants en droit. Dans neuf provinces, la présence locale n'est pas exigée; seul l'Ontario a imposé une condition de résidence.

²⁵³ Dans onze provinces et territoires, l'organisme de réglementation qui régit la profession d'avocat porte le nom de Barreau (Law Society). En Nouvelle-Écosse, il est désigné sous le nom de Barristers' Society. La province de Québec compte deux organismes de réglementation: le Barreau du Québec régit l'activité des avocats, et la Chambre des notaires du Québec régit la profession notariale.

²⁵⁴ Fédération des Ordres professionnels de juristes du Canada. Adresse consultée: <http://www.flsc.ca/en/committees/wto.asp>.

²⁵⁵ L'ABC représente la profession juridique et lui offre sa voix; elle compte environ 37 000 membres (ABC, adresse consultée: <http://www.cba.org/CBA/about/main/>).

²⁵⁶ En Ontario, il ne sera plus exigé d'être citoyen canadien ni résident permanent à compter de mai 2007.

198. Le Canada s'est engagé, au titre de l'AGCS, à consolider les régimes qui étaient en vigueur en décembre 1994 pour les prestations de consultants en droit étranger dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de la Saskatchewan.²⁵⁷ Pour s'établir au Canada, un consultant en droit étranger doit adopter la formule de l'entreprise individuelle ou de la société en nom collectif. Le Canada n'a pas souscrit d'engagements en ce qui concerne les autres services juridiques. Comme l'indiquent ses engagements horizontaux, il accorde l'entrée temporaire à un consultant en droit étranger si ce dernier dispose d'un contrat de services déjà conclu; le séjour ne doit pas dépasser 90 jours ou le temps nécessaire pour exécuter le contrat, la durée la plus courte étant retenue. Le consultant doit aussi satisfaire aux exigences minimales de formation (baccalauréat) et obtenir la licence provinciale appropriée.²⁵⁸

199. Dans le contexte de l'ALENA, les représentants des professions juridiques du Canada, des États-Unis et du Mexique ont signé en juin 1998 un accord qui permettrait aux juristes de tout pays de l'ALENA d'exercer en tant que consultant en droit étranger ou de former une société en nom collectif avec des juristes ou des cabinets juridiques d'un autre pays membre. À la fin de 2006, cet accord n'avait pas encore été mis en œuvre.²⁵⁹

200. Les cabinets juridiques internationaux sont autorisés à établir des bureaux dans toute province et tout territoire du Canada pour y dispenser des services à titre de consultants en droit étranger, pourvu que leurs juristes aient obtenu un permis d'exercice à ce titre. La province de Québec et les Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut n'ont pas encore adopté de règles autorisant des juristes étrangers à exercer à titre de consultants en droit étranger.

ii) Services comptables

201. Au Canada, les trois principaux titres professionnels comptables sont les suivants: comptable agréé (CA), comptable en management accrédité (CMA) et comptable général accrédité (CGA). À la fin de 2005, le pays comptait environ 72 000 CA, 37 000 CMA et 42 000 CGA.²⁶⁰ Chaque titre est réglementé et protégé au niveau provincial par l'ordre professionnel provincial et est représenté au niveau national par l'ordre professionnel national compétent.²⁶¹ Pour dispenser des services comptables au Canada à titre de CA, CMA ou CGA, il faut être membre de l'ordre professionnel agréé dans la province d'exercice ou en obtenir une licence.

202. Certaines provinces et certains territoires ne réglementent pas certains services comptables (comme la comptabilité publique), tandis que d'autres exigent un permis d'exercice. Là où il existe une réglementation, chaque service est organisé de manière spécifique au niveau provincial ou

²⁵⁷ Document de l'OMC GATS/SC/16 du 15 avril 1994.

²⁵⁸ Document de l'OMC GATS/SC/16/Suppl.2, daté du 28 juillet 1995.

²⁵⁹ FOPJ. Adresse consultée: <http://www.flsc.ca/en/committees/nafta.asp>.

²⁶⁰ Adresses consultées: <http://www.cga-online.org>; <http://www.cica.ca>; and <http://www.cma-canada.org>

²⁶¹ Institut canadien des comptables agréés (ICCA), Société des comptables en management du Canada (CMA Canada) et Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA Canada).

territorial; il existe donc des différences entre les provinces quant aux professionnels comptables (CA/CMA/CGA) qui sont habilités à fournir certains services spécifiques.²⁶²

203. Le Canada a souscrit des engagements au titre de l'AGCS pour ce qui concerne les services de comptabilité, d'audit et de tenue de livres. La présence commerciale doit prendre la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société en nom collectif. S'agissant spécifiquement des services d'audit, les engagements découlant des prescriptions provinciales ont été consolidés. Par exemple, la certification des professionnels qui souhaitent fournir des services d'audit en mode transfrontière pourrait être entravée par la prescription de citoyenneté dans les provinces du Manitoba et du Québec ou par la prescription de résidence permanente dans les provinces de l'Alberta et de l'Ontario. La prestation des services d'audit est assujettie à une prescription de présence commerciale dans certaines provinces, en vertu des engagements souscrits par le Canada au titre de l'AGCS.²⁶³ La présence commerciale doit prendre la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société en nom collectif, et dans certaines provinces la gestion du cabinet doit être assurée par un résident.²⁶⁴

204. La plupart des prescriptions de citoyenneté/résidence pour la certification des professionnels de l'audit ont été supprimées des réglementations provinciales.

205. Un accord de reconnaissance mutuelle du titre de CA a été signé en 2002 par les professionnels comptables du Canada, du Mexique et des États-Unis. Les gouvernements des trois pays ont publié une déclaration dans laquelle ils encouragent leurs autorités compétentes respectives à appliquer cet accord d'une manière qui soit compatible avec les dispositions de l'ALENA.²⁶⁵ L'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) a signé d'autres accords de reconnaissance mutuelle du titre CA avec des ordres professionnels comptables des pays suivants: Angleterre et Pays de Galles; Écosse; Irlande; Afrique du Sud; Nouvelle-Zélande; Australie; Hong Kong, Chine; Belgique; France; Mexique et États-Unis. L'Ordre des comptables en management du Canada (CMA Canada) a conclu des accords de reconnaissance mutuelle avec deux ordres professionnels comptables du Royaume-Uni.²⁶⁶ En décembre 2006, l'Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada) a signé un accord de reconnaissance mutuelle de portée mondiale avec un organisme comptable international de premier plan, l'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA). Elle a également signé plusieurs protocoles d'accord avec des ordres professionnels comptables du monde entier.

²⁶² Les services comptables comprennent l'audit réglementaire, l'audit des fusions, l'audit des administrations publiques, les services de faillite, la comptabilité, le conseil fiscal, les services-conseil et autres.

²⁶³ C'est le cas pour les provinces de la Saskatchewan, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Ontario.

²⁶⁴ Il s'agit des provinces de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve et de l'Alberta.

²⁶⁵ MAECI. Adresse consultée: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/nafta-alena/statement-en.asp>.

²⁶⁶ Il s'agit du Chartered Institute of Management Accountants et du Chartered Institute of Public Finance and Accountancy.

iii) Services d'architecture et d'ingénierie

206. En 2004, les recettes d'exploitation totales des cabinets d'architecture se sont chiffrées à 1,9 milliard de dollars canadiens; en 2006, le Canada comptait 8 191 architectes agréés.²⁶⁷ Les recettes d'exploitation totales de l'industrie des services d'ingénierie se sont élevées à 12 milliards de dollars canadiens en 2005, et le Canada comptait alors 165 000 ingénieurs.

207. La profession d'architecte et la profession d'ingénieur sont réglementées séparément à l'échelon des provinces et territoires, et un permis est exigé pour l'exercice de l'une et l'autre. Le permis est délivré par l'ordre professionnel provincial/territorial compétent (ordre des architectes ou ordre des ingénieurs), et les exigences à cet égard varient d'une province et d'un territoire à l'autre. Le permis n'est valide que pour une province/un territoire spécifique. Toutefois, dans le domaine de l'ingénierie, une entente sur la mobilité interprovinciale/interterritoriale dénommée Entente de mobilité inter-associations permet aux ingénieurs qui sont titulaires d'un permis d'exercice délivré dans une province ou un territoire d'obtenir un permis complet dans une autre province ou un autre territoire. Les ordres provinciaux et territoriaux d'architectes ont conclu et signé un accord de réciprocité qui prévoit la mobilité sur l'ensemble du territoire canadien par le biais de titres professionnels standard entre les provinces.²⁶⁸ Le Comité des conseils d'architecture du Canada (CCAC) et le Conseil canadien des ingénieurs (CCI) sont les organismes nationaux respectifs chargés de coordonner l'activité des ordres provinciaux et territoriaux pour ce qui concerne les questions réglementaires, dont la délivrance des permis.

208. L'architecte étranger qui souhaite obtenir un permis d'exercice doit faire certifier ses titres de formation par l'organisme d'accréditation, le Conseil canadien de certification en architecture (CCCA). Il peut aussi demander un permis temporaire pour travailler en collaboration avec un architecte inscrit au tableau de l'ordre dans la province concernée. Le permis est délivré pour un projet spécifique et doit être renouvelé au bout d'un an. Aucune prescription de résidence ne régit l'obtention d'un permis d'architecte.

209. L'ingénieur étranger qui souhaite obtenir un permis d'exercice doit faire évaluer ses titres de formation et son expérience par l'ordre provincial compétent. Le permis temporaire n'est pas lié à un projet spécifique mais il a une durée d'un an sous réserve de reconduction; au Québec toutefois, il est rattaché à un projet spécifique. La délivrance d'un permis permanent est assujettie à des prescriptions de citoyenneté ou de résidence permanente en Alberta, en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Saskatchewan.²⁶⁹

210. En vertu des engagements qu'il a souscrits au titre de l'AGCS, le Canada exige que l'établissement d'une présence commerciale par un architecte étranger prenne la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société en nom collectif. Des prescriptions de résidence sont inscrites dans sa liste d'engagements en ce qui concerne la prestation de services d'architecture dans quatre provinces, aussi bien pour le mode transfrontière que pour la présence de personnes physiques.²⁷⁰ Le Canada

²⁶⁷ Certains des 8 191 architectes étant inscrits au tableau de l'ordre professionnel dans plus d'une province, l'effectif réel est moins élevé; il y a environ 6 712 architectes inscrits résidents et 1 479 architectes non résidents (renseignements communiqués par l'Institut royal d'architecture du Canada, IRAC).

²⁶⁸ Renseignements communiqués par l'Institut royal d'architecture du Canada.

²⁶⁹ L'accréditation des ingénieurs en Saskatchewan n'exige que la résidence ordinaire.

²⁷⁰ Prescription de résidence en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve, et prescription de citoyenneté au Québec.

n'impose aucune limitation à la forme juridique que peut revêtir l'établissement ou la propriété d'une firme d'ingénierie par des étrangers; des prescriptions de résidence, de citoyenneté et/ou de présence commerciale affectent l'accès aux marchés dans huit provinces.²⁷¹ Le Canada autorise l'entrée temporaire des architectes et ingénieurs étrangers sur son territoire; leur séjour ne doit pas dépasser 90 jours ou le temps nécessaire pour exécuter le contrat en cause, la durée la plus courte étant retenue.

211. Plusieurs accords de reconnaissance mutuelle signés par les différents organes de réglementation régissent la profession d'architecte et la profession d'ingénieur. Un accord a été conclu dans le cadre de l'ALENA pour la profession d'ingénieur.²⁷² Le Conseil canadien des ingénieurs a aussi négocié des accords de reconnaissance mutuelle avec des ordres professionnels de France (la Commission des titres d'ingénieur) et de Hong Kong, Chine (Hong Kong Institute of Engineers).

212. Pour la profession d'architecte, un accord canado-américain de reconnaissance mutuelle signé entre le Comité des conseils d'architecture du Canada (CCAC) et le National Council of Architectural Registration Boards (NCARB) des États-Unis instaure la réciprocité entre 55 territoires de compétence aux États-Unis et onze territoires de compétence au Canada. De plus, le CCAC a signé en octobre 2005 un accord trinational de reconnaissance mutuelle avec les États-Unis et le Mexique, en vue de l'exercice international de la profession d'architecte; cet accord prévoit la reconnaissance des titres de compétence entre les trois pays.²⁷³

²⁷¹ Prescription de résidence en Alberta, en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve et en Ontario, prescription de citoyenneté au Québec et prescription de présence commerciale au Manitoba. De plus, la Saskatchewan limite le traitement national pour les ingénieurs par le biais d'une prescription de résidence temporaire.

²⁷² Cet accord a été ratifié par le Mexique, le Texas (États-Unis) et l'ensemble des provinces/territoires canadiens, à l'exception de l'Ontario et du Québec.

²⁷³ Au Canada, l'accord a été ratifié par la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et les Territoires du Nord-Ouest (novembre 2006).

BIBLIOGRAPHIE

ACDI (2003), *Politique de l'ACDI en matière de développement du secteur privé*, juillet. Adresse consultée: <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/REN-218124828-P9B>

ACDI (2005), *Énoncé de politique internationale du Canada: Fierté et influence: notre rôle dans le monde – Développement*. Adresse consultée: [http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUImages/IPS_PDF_FR/\\$file/IPS-FR.pdf](http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUImages/IPS_PDF_FR/$file/IPS-FR.pdf)

ACIA (2002), "Lignes directrices générales relatives aux demandes d'Exemption Ministérielle – Règlement sur les fruits frais et légumes frais". Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/francais/plaveg/fresh/qual/meguidf.shtml>

ACIA (2006), *Élaboration de nouveaux protocoles d'importation – Procédure de demande à l'intention des clients*, Document AHPD-DSAE-IE-2003-3-3. Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/francais/anima/heasan/policy/ie-2003-3f.shtml>

ACIA (non daté a), *Cadre d'analyse du risque pour faire face aux risques en matière de santé des animaux, de protection des végétaux et de salubrité des aliments au sein de l'Agence canadienne d'inspection des aliments*. Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/francais/fssa/ris/fracadf.shtml>

ACIA (non daté b), *Manuel des méthodes de l'hygiène des viandes*. Adresse consultée: <http://www.inspection.gc.ca/francais/anima/meavia/mmopmmhv/manf.shtml>

Agence des services frontaliers du Canada (non daté a), *L'exportation de marchandises du Canada: Un guide pratique à l'intention des exportateurs*. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/menu-f.html>

Agence des services frontaliers du Canada (non daté b), *Guide sur l'importation des marchandises commerciales*. Adresse consultée: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/F/pub/cp/rc4041/rc4041-f.html>

Agence des services frontaliers du Canada (non daté c), *Guide de l'importateur sur l'établissement de la valeur: Comment déterminer la valeur en douane*. Adresse consultée: <http://www.cbsa.gc.ca/F/pub/cp/bsf5000/bsf5000-f.pdf>

Agence du revenu du Canada (2006a), *Renseignements sur la TPS/TVH pour les non-résidents qui font affaire au Canada*. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/gp/rc4027/rc4027-06f.pdf>

Agence du revenu du Canada (2006b), *Guide T2 – Déclaration de revenus des sociétés 2005*. Adresse consultée: <http://www.cra-arc.gc.ca/F/pub/tg/t4012/t4012-07f.pdf>

Agriculture et agroalimentaire Canada (2006a), *Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien*, mai. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php?s1=pub&s2=sys

Agriculture et agroalimentaire Canada (2006b), *Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale – Recueil de données*, avril. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php?s1=pub&s2=cond-fin-sit&page=intro

Agriculture et agroalimentaire Canada (2006c), *Choix de commercialisation – Prochaines étapes: Rapport du Groupe de travail technique sur la mise en œuvre d'un système de commercialisation libre du blé et de l'orge*, 25 octobre. Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/cb/index_f.php?s1=ip&page=ip61030a

Agriculture et agroalimentaire Canada (2006d), "Vers la nouvelle politique agricole et agroalimentaire". Adresse consultée: http://www.agr.gc.ca/pol/consult/index_f.php

AIE (2004), *Energy Policies of IEA Countries: Canada 2004 Review*, Paris

Alberta Agriculture, Food and Rural Development (2006), *Canadian Wheat Board Government Guarantees*, Edmonton

Banque du Canada (2001), *Adoption de dates fixes pour l'annonce des modifications du taux officiel d'escompte*. Adresse consultée: <http://www.banqueducanada.ca/fr/dates-fixes/index.html>

Banque du Canada (2006a), *Revue du système financier*, juin. Adresse consultée: <http://www.banqueducanada.ca/fr/rsf/index.html>

Banque du Canada (2006b), *Rapport sur la politique monétaire*, octobre. Adresse consultée: http://www.bank-banque-canada.ca/fr/rpm/mpr_pre-f.html

Banque du Canada (2006c), *Politique monétaire: taux cible du financement à un jour*. Adresse consultée: <http://www.banqueducanada.ca/fr/monetaire/cible-f.html>, et (2001), *Adoption de dates fixes pour l'annonce des modifications du taux officiel d'escompte*. Adresse consultée: <http://www.banqueducanada.ca/fr/dates-fixes/index.html>

Banque du Canada (2006d), *Reconduction de la cible de maîtrise de l'inflation*, novembre. Adresse consultée: http://www.banqueducanada.ca/fr/presse/background_nov06-f.pdf

Berg, P. et Schmitz, G. S. (2006), *Renforcer le contrôle parlementaire des politiques et des négociations en matière de commerce international: tendances récentes au Canada et à l'étranger*, PRB 05-68E, 9 février. Adresse consultée: <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0568-f.htm>

Bloskie, C. (2005), "Industries canadiennes du textile et du vêtement", *L'observateur économique canadien*, mars. Adresse consultée: <http://www.statcan.ca/english/freepub/11-010-XIB/0030511-010-XIB.pdf>

BSIF (2002a), *Guide d'établissement des succursales de banques étrangères*, mars. Adresse consultée: http://www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/guides/constitution/fbbguide_f.pdf

BSIF (2002b), *Cadre de surveillance*. Adresse consultée: http://www.osfi-bsif.gc.ca/osfi/index_f.aspx?DetailID=294

BSIF (2004a), *Mécanismes pour décourager et détecter le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes: Saines pratiques commerciales et financières*, Ligne directrice B-8, novembre. Adresse consultée: http://www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/directrices/saines/directrices/B8_f.pdf

BSIF (2004b), *Guide de constitution d'une banque ou d'une société de fiducie et de prêt fédérale*, août. Adresse consultée: http://www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/guides/constitution/instguide_f.pdf

BSIF (2004c), *Guide de constitution de sociétés d'assurance fédérales*, août. Adresse consultée: http://www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/guides/constitution/insguide_f.pdf

BSIF (2006), *Rapport annuel du BSIF 2005-2006*. Adresse consultée: http://www.osfi-bsif.gc.ca/osfi/index_e.aspx?DetailID=647

Bureau de la concurrence Canada (2003), *Lignes directrices pour l'application de la Loi: fusionnement des banques*. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=1253&lg=f>

Bureau de la concurrence Canada (2004), *Fusions – Lignes directrices pour l'application de la Loi*. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=1245&lg=f>

Bureau de la concurrence Canada (2005), *Rapport annuel du Commissaire de la concurrence pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005*. Adresse consultée: <http://www.competitionbureau.gc.ca/internet/index.cfm?itemID=1317&lg=f>

CCC (2006), *Rapport annuel 2005-2006*, renseignements en ligne. Adresse consultée: http://www.ccc.ca/fre/images/content/abo/currentannualreport_fr.pdf

CEPMB (2004), *Rapport annuel 2004*. Adresse consultée: <http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/CMFiles/cepmb-ra04-f22FYX-6132005-9473.pdf>

Ciuriak, D. (2004), "Élaboration de la politique commerciale canadienne: consultations auprès des intervenants et recherche en politique gouvernementale", dans *Les recherches en politique commerciale 2004*. Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/eet/research/TPR-2004/TPR-2004-fr.asp>

Comité consultatif externe sur la réglementation intelligente (2004), *Réglementation intelligente: Une stratégie réglementaire pour le Canada*, septembre. Adresse consultée: http://epe.lac-bac.gc.ca/100/206/301/pco-bcp/committees/smart_regulation-ef/2006-10-11/www.pco-bcp.gc.ca/smartreg-regint/fr/08/rpt_fnl.pdf

Commission canadienne du lait (2005), *Rapport annuel 2004-2005*. Adresse consultée: http://www.cdc-ccl.gc.ca/cdc/index_fr.asp?caId=92

Conférence des ministres des Mines (2006), *Questions fiscales touchant l'industrie minière*, août. Adresse consultée: <http://www.nrcan.gc.ca/ms/mmc/2005/tax-f.pdf>

Conseil canadien des normes (1992), *Critères et méthodes de préparation et d'approbation des Normes nationales du Canada*, CAN-P-2E, janvier. Adresse consultée: http://www.scc.ca/Asset/iu_files/2e_f.pdf

Conseil canadien des normes (2006a), *Guide du programme d'accréditation des organismes de certification – Conditions et procédures relatives à l'accréditation des organismes certifiant les produits et les services*, CAN-P-1501, 31 mars. Adresse consultée: http://www.scc.ca/Asset/iu_files/criteria/1501_f.pdf

Conseil canadien des normes (2006b), *Principaux points à considérer dans l'élaboration et l'utilisation des normes dans les instruments législatifs – Comprendre le partenariat des systèmes de normes réglementaires et volontaires*, décembre. Adresse consultée: http://www.scc.ca/Asset/iu_files/GuideStandardsLegislative-Sep06fr.pdf

Conseil canadien des normes (non daté), *Évaluation de la conformité des principes nationaux pour le Canada*. Adresse consultée: http://www.scc.ca/Asset/iu_files/CA_Principles_f.pdf

Conseil de la Fédération (2006), *Plan de travail sur le commerce intérieur – État d'avancement des travaux*, janvier. Adresse consultée: http://www.conseildelafederation.ca/pdfsfrancais/IntTradeProgressFR_Jan2006.pdf

EDC (2005), *Rapport annuel 2005*. Adresse consultée: http://www.edc.ca/french/docs/2005_annualreport_f.pdf

Fonds monétaire international (2006), *Canada: 2006 Article IV Consultation-Staff Report; Staff Supplement; and Public Information Notice on the Executive Board Discussion*, IMF Country Report No. 06/230, juin. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2006/cr06230.pdf>

Forsey, E. (2005), *Les Canadiens et leur système de gouvernement*. Adresse consultée: http://www.parl.gc.ca/information/library/idb/forsey/PDFs/Les_Canadiens_et_leur_systeme-6ed.pdf

Industrie Canada (2004), *Systèmes de normes: Guide à l'intention des organismes de réglementation canadiens*. Adresse consultée: <http://innovation.ic.gc.ca/gol/innovation/site.nsf/fr/in04936.html>

Industrie Canada, "Commerce de l'auto 2005". Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/auto-auto.nsf/fr/am01878f.html>

ISO/IEC (2006), *Répertoire relatif au Code de la normalisation de l'Accord OTC de l'OMC*. Adresse consultée: <http://www.iso.org/iso/fr/comms-markets/wto/pdf/scd2006-07-fr.pdf>

Maher, M. et J. Shaffer (2005), Department Working Paper No. Product Market Competition and Economic Performance in Canada

Ministère des finances (2005a), *Dépenses fiscales et évaluations 2005*. Adresse consultée: http://www.fin.gc.ca/toctf/2005/taxexp05_f.html

Ministère des finances (2006a), *2006 Examen de 2006 de la législation régissant les institutions financières – Propositions pour un cadre législatif efficace et efficient pour le secteur des services financiers*, juin. Adresse consultée: http://www.fin.gc.ca/toctf/2006/White06_f.html

Ministère des finances (2006b), *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada: Exercice 2005-2006*. Adresse consultée: http://www.fin.gc.ca/afr/2006/afr06_f.pdf

Ministère des finances (2006c), *Le budget en bref de 2006*. Adresse consultée: <http://www.fin.gc.ca/budget06/pdf/briefff.pdf>

Ministère des finances (2006d), *La mise à jour économique et financière*, 23 novembre. Adresse consultée: http://www.fin.gc.ca/budtoctf/2006/ec06_f.html

Nimpagaritse, F. (2006), "Aperçu des fermes ayant participé au Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA)", *Bulletin d'analyse agricole*, Volume 3, mai

OCDE (2005a), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation*, Paris

OCDE, (2005b), *Gouvernance des entreprises publiques – Panorama des pays de l'OCDE*

OCDE (2006a), *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE – Panorama*, Paris

OCDE (2006b), *Études économiques de l'OCDE: Canada*, Paris. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/dataoecd/29/21/36960925.pdf>

OCDE (2006c), *OECD's FDI Regulatory Restrictiveness Index: Revision and Extension to More Economies*, DAF/INV/WP(2006)7/FINAL, 1^{er} décembre

OMC (2003), *Examen des politiques commerciales: Canada*, Genève

OMC (2006), *Rapport sur le commerce mondial*, Genève

Santé Canada (2000), *Cadre décisionnel de Santé Canada pour la détermination, l'évaluation et la gestion des risques pour la santé*, 1^{er} août. Adresse consultée: http://www.hc-sc.gc.ca/ahc-asc/alt_formats/hpfb-dgpsa/pdf/pubs/risk-risques_f.pdf

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2004), *Guide du processus réglementaire – Élaboration et approbation d'une Soumission réglementaire*. Adresse consultée: http://www.tbs-sct.gc.ca/ri-qr/ra-ar/default.asp@language=f&page=publications&doc=regguide_2fregguide_f.htm

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (2005), *Rapport sur les acquisitions de 2004*. Adresse consultée: http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/dcgpubs/con_data/pard-04-rpad_f.asp

Statistique Canada (2005a) "Le secteur manufacturier canadien a-t-il pris du retard par rapport à son homologue américain?" Adresse consultée: <http://www.statcan.gc.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=11-010-X20050128971>

Statistique Canada (2005b), "Extension ou contraction? Les industries du textile et du vêtement au Canada". Adresse consultée: <http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=11-621-MIF2005022>

Statistique Canada (2006a), "Période de boom: l'industrie canadienne du pétrole brut". Adresse consultée: <http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=11-621-M2006047>

Statistique Canada, (2006b) "Industries manufacturières: l'année 2005 en revue". Adresse consultée: <http://www.statcan.gc.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=11-621-MWF2006045>

Steger, D. P. (1997), "Canadian Implementation of the Agreement Establishing the World Trade Organization", dans Jackson et Sykes, eds., *Implementing the Uruguay Round*, Oxford

Strategis (2001), "Cadre de révision du droit d'auteur". Adresse consultée: http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/pda-cpb/reform/framework_f.cfm

Strategis (2002), "Cadre de révision du droit d'auteur". Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/incrp-prda.nsf/en/rp01101e.html>. "Stimuler la culture et l'innovation: Rapport sur les dispositions de la Loi sur le droit d'auteur". Adresse consultée: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/crp-prda.nsf/fr/rp00866f.htm>

Strategis (2005), "Lettre d'accompagnement destinée aux membres de la profession" et "Propositions concernant la modernisation de la Loi sur les marques de commerce". Adresse consultée: http://strategis.ic.gc.ca/sc_mrksv/cipo/tm/tma_mod-f.html

TCCE (2003), *Ligne directrice provisoire: enquêtes de sauvegarde – Importations en provenance de Chine (31 mars 2003)*, comporte, entre autres: une définition de la désorganisation du marché et indique la méthode utilisée par le TCCE pour établir qu'il y a désorganisation du marché; la procédure pour les enquêtes relatives aux demandes de prorogation en cas de désorganisation du marché; l'objet d'une enquête sur le détournement des échanges et la méthode utilisée par le TCCE pour déterminer s'il y a détournement des échanges. Adresse consultée: http://www.citt.gc.ca/publicat/China_f.asp#P89_14564

TCCE (2003), *Ligne directrice provisoire: enquêtes de sauvegarde – Importations en provenance de Chine (31 mars 2003)*: description des procédures de base suivies par le Tribunal. Adresse consultée: http://www.citt.gc.ca/publicat/China_f.asp#P15_2633

TCCE (2005), *Rapport annuel (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)*. Adresse consultée: http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/ar2f_f.asp

TCCE (2006), *Rapport annuel (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006)*. Adresse consultée: http://www.citt-tcce.gc.ca/publicat/ar2g_f.asp

Transports Canada (2004a), *Libéralisation du transport aérien: examen de l'incidence du régime de réglementation économique du Canada sur l'industrie canadienne du transport aérien: Renvoi au Comité permanent des transports par le Ministre des transports – novembre 2004*. Adresse consultée: <http://www.tc.gc.ca/pol/fr/ace/doc/LiberalisationDuTransportAerien.htm>

Transports Canada (2004b), *"Les transports au Canada 2004"*. Adresse consultée: http://www.tc.gc.ca/pol/fr/rapport/anre2004/5_f.htm

Transports Canada, (2005), *"Les transports au Canada 2005"*. Adresse consultée: http://www.tc.gc.ca/pol/fr/rapport/anre2005/5_f.htm